







# Evaluation finale du programme d'Appui aux Médias (RAAYI) – Phase 1

## RAPPORT FINAL



Ressources et  
Expertises  
Internationales pour le  
Développement

-  Godomey - Lot 4F, Abomey-Calavi
-  (+229) 95 95 54 78 / 97 89 11 63
-  reid\_consulting@yahoo.fr -  
acaurelien@hotmail.com
-  [www.reid-consulting.org](http://www.reid-consulting.org)

JUIN 2024

## Table des matières

<b>LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS</b>	.....03
<b>REMERCIEMENTS</b>	.....04
<b>RESUME</b>	.....05
<b>1. INTRODUCTION</b>	.....07
<b>1.1. CONTEXTE ET ENJEUX</b>	.....07
<b>1.2. LES GRANDES LIGNES DU PROGRAMME RAAYI ET LE MANDAT D'ÉVALUATION</b>	.....07
1.2.1 OBJECTIFS DU PROGRAMME ET HYPOTHESES DE CHANGEMENT	.....07
1.2.2 LE MANDAT D'ÉVALUATION	.....07
<b>2. LA METHODOLOGIE ADOPTEE</b>	.....08
<b>2.1. L'APPROCHE : UNE EVALUATION EXTERNE ARTICULEE AVEC UNE AUTO-EVALUATION DU PROGRAMME</b>	.....08
<b>2.2. L'AUTO-EVALUATION ET L'ATELIER PARTICIPATIF</b>	.....08
<b>2.3. LES DONNEES COLLECTEES ET LEURS ANALYSES</b>	.....09
<b>2.4. DIFFICULTES RENCONTREES ET STRATEGIES ADOPTEES</b>	.....09
<b>3. L'OBJET DE L'EVALUATION ET PRINCIPAUX CONSTATS</b>	.....09
<b>3.1. LES GRANDES LIGNES DU PROGRAMME RAAYI ET LES CHAINONS MANQUANTS</b>	.....09
3.1.1 LES GRANDES LIGNES DU PROGRAMME RAAYI	.....09
3.1.2 LES CHAINONS MANQUANTS DEPUIS LA CONCEPTION DU PROGRAMME RAAYI	.....10
<b>3.2. LES PRINCIPAUX CONSTATS ET LES MARGES DE PROGRES</b>	.....10
3.2.1. RELATIVEMENT AUX SUCCES OBTENUS	.....10
3.2.2 RELATIVEMENT AUX MARGES DE PROGRES	.....11
<b>4. LES RESULTATS DE L'EVALUATION</b>	.....12
<b>4.1. LA PERTINENCE DU PROGRAMME ET LA PRISE EN COMPTE DES THEMES TRANSVERSAUX</b>	.....12
<b>4.2. LA COHERENCE DU PROGRAMME</b>	.....14
<b>4.3. L'EFFICACITE DU PROGRAMME</b>	.....15
<b>4.4. L'EFFICIENCE DU PROGRAMME</b>	.....16
<b>4.5. L'IMPACT DU PROGRAMME</b>	.....16
<b>4.6. LA DURABILITE DU PROGRAMME</b>	.....17
<b>4.7 ADAPTATIVITE ET VISIBILITE</b>	.....18
4.7.1 ADAPTATION DU PROGRAMME AUX EVOLUTIONS CONTEXTUELLES	.....18
4.7.2 VISIBILITE DU PROGRAMME RAAYI	.....19
<b>5. CONCLUSIONS RECOMMANDATIONS ET ORIENTATIONS POUR LA PHASE 2</b>	.....19
<b>5.1. PRINCIPALES CONCLUSIONS ET ENSEIGNEMENTS TIRES</b>	.....19
<b>5.2. SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS</b>	.....19
<b>5.3. DEFIS A RELEVER ET ORIENTATIONS POUR LA SECONDE PHASE</b>	.....20
5.3.1 LE DEFIS SECURITAIRE	.....20
5.3.2 ALLER AU-DELA DU PROFESSIONNALISME ET ACCOMPAGNER LA SPECIALISATION DES JOURNALISTES	.....20
5.3.3 L'AUTONOMIE FINANCIERE DES MEDIAS PARTENAIRES ET DU STUDIO KALANGOU	.....20
5.3.4 LA COMMUNICATION POUR LE DEVELOPPEMENT A TRAVERS LES RADIOS COMMUNAUTAIRES	.....20
5.3.5 LE DEFIS DE LA CO-PRODUCTION TRANSFRONTALIERE	.....21
5.4. PROPOSITIONS DE PISTES DE FORMULATION DE LA PHASE II	.....21
LISTE DES ANNEXES	.....21

## Liste des sigles et abréviations

<b>APCA</b>	: Association des Professionnelles Africaines de la Communication
<b>ARTPN</b>	: Association des Radios et Télévisions Privées du Niger
<b>Buco</b>	: Bureau de Coopération
<b>CENI</b>	: Commission Electorale Nationale Indépendante
<b>CHF</b>	: Franc Suisse
<b>CG</b>	: Conditions Générales
<b>CSPM</b>	: Gestion des Programmes Sensibles aux Conflits
<b>CSC</b>	: Conseil Supérieur de la Communication
<b>DDC</b>	: Direction du Développement et de la Coopération
<b>DFAE</b>	: Département Fédéral des Affaires Etrangères
<b>DNH</b>	: Do No Harm
<b>FCFA</b>	: Franc de la Communauté Financière Africaine
<b>IFTIC</b>	: Institut de Formation aux Techniques de l'Information et de la Communication
<b>KARIA</b>	: Programme Protection DDC Niger
<b>LNOB</b>	: Leave No One Behind
<b>OCDE</b>	: Organisation de Coopération et de Développement Economiques
<b>OMP</b>	: Ordonnance du 11.12.1995 sur les Marchés Publics
<b>ONG</b>	: Organisation Non Gouvernementale
<b>OSC</b>	: Organisation de la Société Civile
<b>PACT</b>	: Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales
<b>PAGOD</b>	: Programme d'Appui à la Gouvernance Démocratique
<b>PHRASEA</b>	: Programme d'Hydraulique Rurale Hygiène Assainissement
<b>PTF</b>	: Partenaires Techniques et Financiers
<b>RAAYI</b>	: Programme d'Appui aux Médias
<b>RP</b>	: Radios Partenaires
<b>RS</b>	: Réseaux Sociaux
<b>CN-RACOM</b>	: Coordination Nationale des Radios Communautaires du Niger
<b>SADEL</b>	: Sécurité Alimentaire et Développement Economique Local
<b>SAO</b>	: Section Afrique de l'Ouest
<b>TDRs</b>	: Termes de Références

## Remerciements

REID Consulting et son équipe de consultants composée de Dr. ATIDEGLA Aurélien (chef de mission), M. TATA Lamine et M. IDRISMA Mahaman Laouali (tous deux experts associés) adressent leurs vifs remerciements aux personnes ressources qui ont contribué au succès de la mission d'évaluation du programme RAAYI. Les affiliations professionnelles de ces personnes et leurs coordonnées sont présentées en annexe 2. Il s'agit notamment des responsables à divers niveaux de la DDC, du CSC et du Studio Kalangou.

La mission remercie également toutes les personnes rencontrées sur le terrain et les participants à l'atelier d'auto-évaluation, en particulier les représentants des médias partenaires et de leurs structures faitières, sans oublier les clubs d'écoute et les auditeurs / auditrices des radios communautaires pour leurs précieuses contributions.

## Résumé

La phase 1 du programme RAAYI a été initiée et mise en œuvre durant la période de 2019 à 2023 pour répondre aux enjeux suivants :

- La professionnalisation des acteurs des médias et le renforcement des instances de régulation telle que le CSC.
- La participation des femmes et des jeunes aux processus de décision relatif à la prise en compte de leurs priorités par les gouvernants
- Faire face aux défis régionaux en matière de stabilité et de sécurité intérieure ainsi qu'aux niveaux des zones frontalières
- La lutte contre l'instrumentalisation des médias et la prise en compte des thèmes transversaux (genre et gouvernance)

Son évaluation finale a été réalisée durant la période Avril - Mai 2024 par une équipe du bureau REID Consulting et a permis, sur la base des critères du CAD/OCDE, d'apprécier les réalisations et changements produits et de formuler les recommandations à prendre en compte pour la phase suivante du programme.

Il ressort de cette évaluation, que le programme RAAYI est pertinent et cohérent avec les politiques et orientations nationales en matière de gouvernance et de contribution des médias au développement du Niger. Il répond très bien aux besoins et attentes de ses bénéficiaires finaux et partenaires de mise en œuvre et a suscité beaucoup d'engouement dans les différentes régions grâce à la qualité et à la diversité des productions et réalisations faites conjointement avec ses radios partenaires et diffusées dans cinq langues. De façon spécifique, le programme répond aux besoins des radios partenaires en matière de formation, de production et de diffusion d'information. Il en est de même pour les activités et émissions réalisées qui contribuent à améliorer la gouvernance et la redevabilité au niveau local car les citoyens et citoyennes en général et les clubs d'écoute en particulier, ont un meilleur accès à l'information (grâce à l'amélioration du taux de couverture nationale) et apprécient positivement la diffusion de leurs préoccupations au niveau local.

Les délais d'exécution du programme n'ayant pas pu être respectés pour certaines activités, une prolongation a été accordée jusqu'au 31/12/24 sans incidence financière, ce qui permet de rattraper certains retards et de mettre en œuvre ce qui est possible dans un contexte de transition politique.

En somme le Programme RAAYI a été mis en œuvre de façon efficace avec beaucoup de marges de progrès pour l'efficacité et la durabilité des acquis. En effet, un partenariat plus étroit, basé sur le « faire-faire » avec la Coordination Nationale des Radios Communautaires du Niger (CN-RACOM) et l'Association des Radios et Télévisions Privées du Niger (ARTPN) et qui tient compte de leurs mandats respectifs, aurait permis d'améliorer l'efficacité du programme en touchant beaucoup plus de médias partenaires en raison de leur appartenance à des structures faitières. Le renforcement d'un tel partenariat posera de bonnes bases de durabilité car il facilitera le transfert des compétences du Studio Kalangou vers un nombre plus importants de radios partenaires qui s'approprieront les acquis de ce processus.

De l'avis de toutes les parties prenantes, le programme a eu des impacts très positifs qui dépassent les prévisions, notamment dans les domaines tels que la participation politique, la gouvernance, la paix sociale, la participation électorale, l'engagement civique, la liberté de la presse, la qualité de l'information et le renforcement des capacités des acteurs au plan médiatique. On peut citer par exemple la baisse sensible du nombre de cas de conflits fonciers ruraux dans le département de Boboye (région de Dosso) où la radio communautaire Marhaba, partenaire du studio Kalangou, a été primée par le Programme d'Actions Communautaires pour la qualité de ses productions et diffusions sur la question. L'émergence des clubs d'écoute radiophonique ou clubs d'auditeurs structurés et dynamiques dans l'ensemble des huit (8) régions du pays y compris Niamey en est aussi une illustration.

Malgré ces points positifs, les défis à relever pour améliorer l'efficacité et la durabilité du programme RAAYI amènent à quelques recommandations dont les unes sont à mettre en œuvre à très court terme (avant la fin de l'année 2024) et les autres à prendre en compte pour la formulation de la phase 2.

### Avant le terme du programme (décembre 2024) et à l'endroit du Studio Kalangou

- Utiliser les expertises court terme pour engager avec la Fondation Hirondelle la réflexion sur l'institutionnalisation du Studio Kalangou et le modèle d'affaires à développer avec les radios partenaires en vue d'assurer leur viabilité financière, technique et socio-culturelle pendant la phase 2
- Améliorer la visibilité et l'appropriation du Programme RAAYI par toutes les parties prenantes dont la plupart ignorent ses objectifs, résultats et stratégies d'intervention.
- Opérationnaliser la synergie entre le programme RAAYI et les volets communication des autres programmes de la DDC ou d'autres PTF qui interviennent dans la professionnalisation, la spécialisation et la régulation des médias afin de couvrir le maximum des thématiques (gouvernance, décentralisation, élections, cohésion sociale, paix, prévention / gestion de conflits, participation citoyenne, entrepreneuriat, genre et équité, droits humains notamment) avec d'autres partenaires (Ex : HCP, EIRENE, ANIMAS SUTURA, diverses ONG et association de développement et divers programmes financés par les PTF sur le terrain, ex GENOVICO).
- Renforcer le processus de digitalisation engagé ainsi que les échanges d'expériences entre les pairs pour favoriser la capitalisation des acquis et les apprentissages mutuels.

### Pour la formulation de la phase 2, la mission recommande que :

- La DDC veille à ce que l'équipe en charge de la mission de formulation de la phase suivante adopte rigoureusement une approche de gestion axée sur les résultats de développement avec les exigences suivantes :
  - Construire une théorie de changement cohérente et articulée autour des trajectoires de changement avec une bonne identification et analyse des hypothèses et risques qui sous-tendent les outcomes proposés plus bas ;
  - Réaliser dès le démarrage de la phase 2 une étude de référence pour mieux connaître les acteurs de changement (y compris les clubs de radio et de bloggeurs) et préciser les indicateurs et les valeurs initiales à intégrer dans un cadre de mesure de performance ;
  - Doter l'unité de gestion du programme d'un manuel de suivi et évaluation basé sur un processus de planification et de budgétisation axées sur les résultats, qui décrit le système de collecte et d'analyse des données quantitatives et qualitatives nécessaires pour le renseignement des indicateurs ainsi que les tableaux de bord de suivi des indicateurs à présenter dans les rapports périodiques ;

- Prévoir une évaluation à mi-parcours et mettre en place un plan de suivi et de gestion des risques au regard du contexte évolutif du Programme RAAYI afin de maintenir sa dynamique de flexibilité et d'adaptation.
- Le SK adopte une stratégie multidimensionnelle de renforcement des capacités de toutes les parties prenantes (y compris les structures faitières et associations professionnelles des médias) basée sur l'approche PAC (Parcours d'acquisition des compétences)[1] pour assurer non seulement la professionnalisation des médias, mais aussi la spécialisation des journalistes afin qu'ils fournissent des services de qualité à valeur ajoutée dans les domaines d'intérêt qui ne sont pas encore pris en compte (la gouvernance politique, les thèmes liés à la religion, etc.) .
- Les structures faitières des médias développent un leadership fort pour accroître leur membership et se positionner comme des acteurs clés engagés dans le plaidoyer et le lobbying indispensable pour obtenir les résultats liés à l'outcome 3 relatif à l'environnement propice pour les médias.
- Le ministère en charge de la communication à travers ses directions spécialisées ainsi que le Conseil Supérieur de la Communication mutualisent leurs efforts avec les associations professionnelles pour accélérer le processus de vote et de promulgation des textes de loi ainsi que la prise des décrets et arrêtés nécessaires pour améliorer l'environnement des médias au Niger.

Pour ce qui concerne la formulation de la phase 2, la mission d'évaluation suggère qu'elle repose sur une théorie de changement plus élaborée et détaillée, avec des hypothèses et risques ainsi que des indicateurs à la fois quantitatifs et qualitatifs. Dans cette logique, les propositions de reformulation et de rajout sont faites comme pistes à explorer et approfondir durant le processus de formulation.

---

[1] Une brève description de cette approche est présentée en annexe 6

# INTRODUCTION

## 1.1. Contexte et enjeux

Le Programme d'Appui aux Médias (RAAYI) a été initié à la suite d'un premier appui apporté par la Suisse, entre 2015 et 2018, au Studio Kalangou (SK) de la Fondation Hironnelle dans le cadre de son installation et la consolidation de ses acquis au Niger. Prévus pour une durée de 5 ans, la phase 1 planifiée pour la période du 01.11.2018 au 31.10. 2023 a finalement été prolongée jusqu'au 31 mars 2024 afin de disposer du temps nécessaire à la finalisation des activités de la phase 1 et pour assurer la planification de la phase 2. , une prolongation de la phase a été faite jusqu'au 31 mars 2024. Sa formulation a été entreprise dans un contexte où les expériences menées par le SK dans le pays ont conduit à répondre à plusieurs nécessités :

- Conforter les médias dans leur rôle d'information, de prévention et de régulation des tensions sociales, notamment vis-à-vis de l'extrémisme violent ;
- Rechercher des canaux et approches novatrices pour intéresser les femmes et les jeunes sur des questions citoyennes ;
- Professionnaliser les journalistes et les radios partenaires tout en assurant un équipement adéquat, afin d'atteindre un effet dans la durée.
- Amener le Studio Kalangou à développer une stratégie de durabilité autonome, réduisant sa dépendance envers des financements extérieurs.

En d'autres termes, le programme RAAYI a été conçu pour répondre à plusieurs enjeux liés :

- à la professionnalisation des acteurs des médias, notamment à travers le renforcement des capacités des radios partenaires tant sur des aspects journalistiques que de management et techniques afin qu'elles puissent disposer des moyens adéquats pour produire des programmes de proximité de qualité sur des thématiques de société ou en lien avec la gouvernance ;
- au renforcement des instances de régulation telle que le Conseil Supérieur de la Communication sont également renforcés.
- à la participation des femmes et des jeunes aux processus de décision via la production de programmes stimulant l'émergence d'une opinion publique responsable et engagée capable d'assurer la prise en compte des priorités des citoyen(ne)s par leurs gouvernants
- à la coopération régionale en vue d'assurer la stabilité et la sécurité intérieures et frontalières
- à la lutte contre l'instrumentalisation des médias, et
- à la prise en compte des thèmes transversaux tels que le genre et la gouvernance.

Il faut souligner qu'à cinq mois de sa clôture le programme RAAYI a connu quelques difficultés liées au contexte socio-politique et institutionnel national, marqué par l'avènement d'un régime d'exception, suite aux événements du 26 juillet 2023. Cette situation s'est traduite par la suspension de la constitution et des institutions démocratiques qui y sont rattachées notamment, la dissolution de la CENI et du CSC (qui est devenu observatoire national de la communication – ONC à formaliser). C'est dans ce contexte de fragilité et d'exigence d'une refondation de l'État (cohésion sociale, stabilité politique et sociale, rétablissement de la confiance des citoyens vis-à-vis de l'État et de la démocratie, citoyenneté etc.), que les dernières activités du programme RAAYI ont été programmées, les unes ayant été réalisées et les autres annulées.

## 1.2. Les grandes lignes du programme RAAYI et le mandat d'évaluation

Face aux différents enjeux soulignés ci-dessus et qui posent des défis importants à relever dans le domaine de la gouvernance d'une part, et convaincue de la contribution que les médias peuvent apporter pour relever lesdits défis d'autre part, le programme RAAYI vise l'amélioration de la participation politique et la gouvernance inclusive, ainsi que le renforcement de la paix sociale moyennant une participation active de la population nigérienne, y compris les hommes et les femmes et la professionnalisation des radios partenaires (qualité production et viabilité financière).

### 1.2.1 Objectifs du programme et hypothèses de changement

L'objectif général du programme RAAYI est « La participation politique s'améliore, la gouvernance est plus inclusive et la paix sociale se renforce ». Il se décline en deux objectifs spécifiques qui sont :

- La population nigérienne y compris les femmes et les jeunes est mieux informée et participe plus activement dans les débats démocratiques
- Les radios partenaires se professionnalisent, améliorent la qualité de leur production et consolident leur viabilité financière.

Au total, le programme vise à soutenir le développement des médias, la participation politique et civique des femmes et des jeunes, l'éducation aux médias, la lutte contre la désinformation, le renforcement de l'impact des médias, le renforcement des programmes, des dynamiques et des défis de la communication intergénérationnelle. Il se base essentiellement sur le dialogue à travers les médias comme outil de responsabilisation pour promouvoir la participation des citoyens à la gouvernance locale, la mise en œuvre de la décentralisation et la lutte contre l'immigration et autres questions d'intérêt général.

La principale hypothèse d'impact de RAAYI peut se résumer comme suit : « Si Studio Kalangou produit et diffuse des programmes indépendants, factuels et pertinents à travers le pays, et qui permettent aux auditeurs de réagir et d'interagir, alors les citoyens nigériens s'impliqueront davantage dans les processus de développement de leur pays en veillant à la prise en compte de leurs priorités et au succès des stratégies de développement ». En lien avec cette hypothèse, d'autres hypothèses secondaires ont été formulées dans les domaines de la bonne gouvernance, la sécurité et la stabilité.

### 1.2.2 Le mandat d'évaluation

Conformément aux termes de référence (voir Annexe 1), l'objectif principal de la prestation est de conduire l'évaluation de la mise en œuvre de la phase 1 du programme RAAYI selon les critères d'évaluation de l'OCDE. Cette évaluation doit inclure une démarche d'auto-évaluation et proposer les grandes orientations de la prochaine phase. Il s'agira à travers cet exercice d'amener les différentes parties prenantes à poser un regard critique sur les différents aspects de la mise en œuvre, apprécier les processus et les rôles des parties prenantes et apprécier

er les résultats du programme et les principales leçons tirées. L'évaluation doit également trouver des indices permettant de savoir si la théorie du changement choisie peut être étayée. Cet exercice devrait permettre de disposer d'éléments pour la formulation de la phase 2 qui intégrera prioritairement les enjeux liés à : la participation politique et civique des femmes et des jeunes, l'éducation et la culture aux médias, la lutte contre la désinformation, le renforcement de la présence en ligne des médias, le renforcement des curricula, les dynamiques et enjeux du dialogue intergénérationnel, les médias comme outils de redevabilité, la gouvernance locale, la décentralisation, migration, etc...

## 2. LA MÉTHODOLOGIE ADOPTÉE

La méthodologie proposée dans l'offre technique a été globalement suivie et s'articule autour des cinq étapes suivantes : i) Séance de cadrage ; ii) recherche et analyse documentaires ; iii) élaboration des outils de collecte de données et entretiens avec les acteurs dans les huit régions ; iv) déploiement du questionnaire en ligne et organisation de l'atelier d'autoévaluation ; v) séance de restitution des résultats provisoires de la mission ; v) collecte de données complémentaires et production du rapport provisoire. Mais pour des raisons de concision, nous n'aborderons ici que les éléments clés indispensables pour comprendre et bien interpréter les résultats obtenus.

### 2.1. L'approche : une évaluation externe articulée avec une auto-évaluation du programme

L'évaluation du programme RAAYI telle que conçue, est une démarche mixte combinant une revue externe et un processus d'autoévaluation qui permet de fertiliser les avantages des deux approches puis de dégager un consensus général sur l'appréciation de ce projet selon les critères du CAD/OCDE dans leur version révisée.

- L'évaluation externe a été réalisée sur la base des guides d'entretiens orientés vers les différentes cibles et partenaires du programme à savoir :
  - Les radios et TV partenaires
  - Les journalistes du Studio Kalangou
  - Les organisations de la société civile (OSC), sur des thématiques diverses telles que la jeunesse, les femmes, l'inclusion, paix, cohésion sociale, droits humains, etc.
  - Les citoyens (personnes ressources et leaders d'opinions) avec un focus sur les femmes et les jeunes).
  - Les clubs d'écoute et auditeurs / auditrices
  - Le Conseil Supérieur de la Communication (CSC), devenu ONC (observatoire National de la Communication)

Ces différentes cibles ont été rencontrées et interrogées dans leurs localités respectives sur la base d'un plan de déploiement des experts nationaux dans les huit régions du pays. Même les zones rouges ont pu être touchées par ces enquêtes grâce à la mise à contribution des personnes ressources identifiées dans ces localités et formées sur les outils utilisés. Le chef de mission quant à lui s'est focalisé sur les rencontres avec l'équipe de gestion du programme au niveau du SK et du CSC. Il a également rencontré les chargés de programme et des finances de la DDC, ainsi que la directrice des médias et certaines personnes ressources.

Au total, la phase terrain a couvert la période du 4 au 26 Avril 2024 durant laquelle les consultants ont parcouru toutes les huit régions du Niger afin d'échanger directement avec les parties prenantes à la mise en œuvre du Programme au niveau territorial.

Les enquêtes ont touché un échantillon représentatif de 23 radios partenaires (dont 2 radios / télévision) sur 52 radios partenaires réparties dans les 8 régions du Niger, ce qui correspond à 40 % des radios appuyées par le Programme RAAYI et 29% des télévisions partenaires du studio Kalangou (voir en annexe 2, la liste des radios partenaires visités). Au niveau de chaque radio, le rédacteur en chef et, le cas échéant, le correspondant ainsi que les auditrices et auditeurs sont interrogés. Par ailleurs, le sondage en ligne a permis de toucher systématiquement toutes les radios et télévisions partenaires, ce qui a permis de bien trianguler et d'avoir des retours, même dans les zones inaccessibles ou rouges, grâce à la contribution très appréciée des personnes ressources qui ont réussi à faciliter le sondage même auprès des auditrices et auditeurs qui ne savent pas écrire ou manipuler les applications Android.

L'articulation de la revue externe avec l'auto-évaluation a été réalisée à travers l'atelier participatif d'auto-évaluation dont la préparation a été faite avec la collaboration du SK et des responsables du CSC qui ont joué des rôles importants en tant que partenaire de mise en œuvre. Cette auto-évaluation a été réalisée durant l'atelier des 2 et 3 mai 2024 facilité par les consultants et a surtout permis aux parties prenantes de faire un bilan rétrospectif et de porter un regard prospectif sur le programme RAAYI. Les détails concernant cet atelier sont résumés dans la section suivante.

### 2.2. L'auto-évaluation et l'atelier participatif

L'auto-évaluation représente un moment très fort de l'exercice et a nécessité, l'appui du siège de REID Consulting dans la conception et la finalisation du questionnaire en ligne qui a été utilisé. Cet outil a été déployé à l'endroit de toutes les radios et TV partenaires, de même que les autres acteurs directement ou indirectement impliqués dans la mise en œuvre du programme à savoir : les responsables du CSC, les correspondants, les auditeurs/trices, les membres des clubs d'écoute, les personnes ressources représentant les organisations de la société civile, etc.

Les objectifs de cet atelier d'auto-évaluation sont :

- Mesurer l'atteinte des résultats stratégiques du programme RAAYI sur la base des appréciations des acteurs ;
- Analyser les facteurs de succès, les contraintes majeures et les mesures correctives ;
- Convenir des grands axes stratégiques d'un nouveau programme

Il a été animé suivant une approche participative et responsabilisante (basée sur l'utilisation de la technique du métaplan et le recueil des témoignages des acteurs) avec des sessions plénières et travaux de groupes suivis de restitution. Son déroulement a connu six temps forts qui ont été régulièrement introduits par une présentation PowerPoint pour expliquer le travail à faire et la méthodologie à suivre.

En résumé, cet atelier a d'abord permis de donner la parole aux acteurs eux-mêmes pour faire une analyse autocritique et critique des activités menées en lien avec chacun des deux outcomes et des outputs qui leurs sont rattachés dans le cadre logique.

Ensuite les résultats obtenus à travers l'enquête en ligne ont fait l'objet d'une restitution pour recueillir les avis des acteurs et explorer les perspectives pour les orientations à donner à un futur programme. Les annexes 3 et 4 fournissent le programme de déroulement des travaux et le résumé du rapport d'auto-évaluation qui a été validé dans son intégralité par les participants.

### 2.3. Les données collectées et leurs analyses

Au total, l'analyse des données secondaires (collectées dans la documentation) et des données primaires (qualitatives et quantitatives) obtenues durant les entretiens et dans les questionnaires renseignés en ligne, ont permis de répondre à la plupart des questions évaluatives. Les discussions menées dans les travaux de groupes et en plénière pendant l'atelier d'auto-évaluation ont permis d'approfondir certains aspects et de valider ou de rejeter certaines opinions qui ont émergé durant la collecte des données de terrain. L'annexe 5 présente l'essentiel des outils utilisés en plus de l'observation participative réalisée par chacun des consultants et qui a fait l'objet d'une analyse systématique.

Après la séance de restitution des résultats provisoires qui a eu lieu dans les locaux de la DDC à Niamey le 7 mai, quelques données complémentaires ont été collectées, notamment en ce qui concerne les taux d'exécution physique et financière du programme. Malheureusement, l'exercice n'a pas été facile en raison des formats utilisés et qui ne relient pas les résultats aux budgets. Les deux semaines suivantes ont donc été consacrées à la production du rapport provisoire de la mission d'évaluation.

### 2.4. Difficultés rencontrées et stratégies adoptées

Malgré la disponibilité dont ont fait preuve la plupart des enquêtés, les principales difficultés rencontrées par la mission sont liées notamment à :

- La méconnaissance du programme RAAYI par les cibles bien qu'elles reçoivent les appuis du Studio Kalangou
- Le temps relativement court planifié pour la collecte des données sur le terrain au niveau des huit régions, ce qui a nécessité un travail très intensif et des déplacements contraignants
- L'inexistence au niveau du SK et du CSC d'une situation de référence pour certains indicateurs du programme,
- La disponibilité limitée de données statistiques sur le suivi des indicateurs du cadre logique et la non production de rapports annuels consolidés pour les quatre années de mise en œuvre du RAAYI ;
- L'inexistence d'un système d'information de gestion (SIG) adapté, permettant de disposer des tableaux de bord de suivi des indicateurs, et des réalisations budgétaires, notamment au niveau de SK ;
- L'impossibilité d'accéder à certaines régions et localités en raison des risques d'insécurité.

Pour remédier à ces limites, le personnel complémentaire prévu pour appuyer la collecte des données sur le terrain a été renforcé et déployé dans les zones rouges pour assurer la collecte de données et leur agrégation sur plusieurs années. Il s'agit des personnes ayant un niveau universitaire avec plusieurs années d'expérience dans la conduite des enquêtes en milieu rural. Par ailleurs, l'exploitation des rapports de suivi, d'audit et de missions ponctuelles et la triangulation avec les autres sources d'informations ont permis à l'équipe de vérifier et concilier certaines données pour se faire une opinion objective sur les réalisations. Enfin, l'atelier d'auto-évaluation a permis aussi de contourner quelques-unes de ces difficultés en s'appuyant sur une analyse rigoureuse et croisée des données, conjuguée à des entretiens individuels supplémentaires avec les parties prenantes.

Pour rendre compte des résultats obtenus, le présent rapport est structuré en cinq parties. Après ces deux chapitres introductifs qui ont rappelé le contexte, les objectifs de la mission et la méthodologie suivie, les trois chapitres suivants traitent respectivement des principaux constats et résultats de l'évaluation ainsi que les recommandations et orientations à prendre en compte pour la phase suivante.

## 3. L'OBJET DE L'ÉVALUATION ET PRINCIPAUX CONSTATS

Il est important de rappeler ici les grandes lignes du programme RAAYI et ses partenaires de mise en œuvre afin de ressortir les éléments importants qui ont retenu l'attention des consultants, tant par rapport à la conception du programme que par rapport à son implémentation. Par ailleurs, en cherchant à apporter des réponses aux questions d'évaluation définies dans les termes de référence, plusieurs constats importants ont émergé durant le processus de collecte et d'analyse des données et méritent d'être relevés.

### 3.1. Les grandes lignes du programme RAAYI et les chaînons manquants

#### 3.1.1 Les grandes lignes du programme RAAYI

Le programme RAAYI a été initié pour donner une voix à l'ensemble de la population, particulièrement aux plus pauvres, aux femmes, aux jeunes, et à ceux qui vivent dans des régions enclavées, pour renforcer les liens nationaux entre les communautés, et contribuer au développement d'une opinion publique éduquée et responsable, qui puisse demander des comptes à ses dirigeants, et participer ainsi au développement de la bonne gouvernance au Niger. Dans sa conception, son principal objectif est formulé comme suit : « La participation politique s'améliore, la gouvernance est plus inclusive et la paix sociale se renforce ». Deux objectifs spécifiques déclinés chacun en plusieurs activités clés ont été proposés et se résument dans le tableau suivant.

Objectifs spécifiques	Activités
La population nigérienne y compris les femmes et les jeunes est mieux informée et participe plus activement dans les débats démocratiques.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Produire et intégrer des nouvelles régionales dans les journaux du studio : contacts avec le réseau des correspondants, définition des sujets, corrections, montage des sons, traductions : en moyenne 108 journaux et magazines produits chaque mois dans le cadre du mandat.</li> <li>• Produire et diffuser des Forums décentralisés : définition des thèmes et des invités avec les radios partenaires, missions de l'équipe journalistique et technique, enregistrements, production et diffusion : en moyenne 10 Forums par année dans le cadre du mandat.</li> <li>• Concevoir, produire et diffuser des programmes sur le genre et l'égalité des chances : définition des thèmes, des angles, production et diffusion.</li> <li>• Conception de la structure d'un programme dédié aux jeunes : analyse des besoins, définition de la structure et du mandat du programme, synthèse des études avec les projets de la FH au Mali et au Burkina Faso</li> <li>• Produire et diffuser des programmes sur les élections : élaboration de la charte, définition des structures et des mandats des programmes, production et diffusion : 150 capsules électorales ; 20 à 30 micro magazines ; 10 à 15 forums débats pré électoraux.</li> <li>• Accroître le nombre de radios partenaires pour toucher des populations dans les régions sensibles</li> </ul>
Les radios partenaires se professionnalisent, améliorent la qualité de leur production et consolident leur viabilité financière	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Encadrer et accompagner des radios partenaires (RP) pour la production des programmes sur la gouvernance</li> <li>• Fournir des équipements permettant d'effectuer des enregistrements dans les lieux publics</li> <li>• Coacher in situ le staff des RP par le formateur itinérant</li> <li>• Former les techniciens des RP</li> </ul>



En plus de ces activités clés dont la mise en œuvre est assurée par le SK, Le Conseil Supérieur de la Communication a signé avec le Bureau de la Coopération Suisse au Niger la Convention n°771.22\_7F-10145.01\_RAAYI\_LEGAL/Accord 81071781\_CSC/21.11.2022 qui couvre la période du 21 novembre 2022 au 31.10.2023 et porte sur le financement de son Plan de changement 2022-2023 à hauteur de 229 310 420 F CFA. Les activités planifiées et mises en œuvre dans le cadre de cette convention proviennent du Plan Stratégique 2020-2024 dont l'objectif est le renforcement de la gouvernance institutionnelle et financière du Conseil Supérieur de la Communication (CSC) pour une régulation indépendante et transparente des médias nigériens. Le CSC collabore également avec le SK dans l'accompagnement des médias conformément à sa mission qui est d'assurer et de garantir la liberté et l'indépendance des médias dans le respect de la loi. Au total, huit (8) activités ont été planifiées à savoir :

- Organiser une mission d'échanges d'expériences auprès de la HAICA-Tunisie
- Acquérir un logiciel de monitoring des médias et réseaux sociaux
- Organiser une mission d'installation du dispositif de monitoring
- Former les administrateurs sur le nouveau dispositif acquis
- Former les moniteurs sur le nouveau dispositif
- Organiser la 7ème édition de la semaine des relais à Tahoua
- Organiser une mission d'échanges auprès de l'Office Fédéral de la Communication (OFCOM-Suisse)
- Organiser une mission de vulgarisation de la loi 2019-33 portant répression de la cybercriminalité.

En dehors des résultats attendus du programme qui sont clairement indiqués dans le ProDoc, ce dernier comporte également quelques hypothèses d'impact relatives au développement du Niger, à la bonne gouvernance et à la stabilité qui représentent les éléments essentiels de la TdC du programme. Une stratégie de mise en œuvre a été conçue autour du mode de coopération et de coordination entre les partenaires du programme ainsi que des aspects liés au genre, à la jeunesse et à la durabilité. Par ailleurs, en plus de l'identification des risques et des mesures de mitigation à prendre, le ProDoc mentionne clairement que durant la période 2020 à 2023, une vision/stratégie de désengagement pour la Fondation Hironnelle à long-terme, pourrait consister à transférer les activités à un partenaire local ou bien à autonomiser tout ou partie des activités en les viabilisant. Pour ce faire, une dynamique devrait s'instaurer entre les différents acteurs médiatiques nigériens, ce à quoi les activités du présent programme visent partiellement. Enfin, pour pallier aux actuelles faiblesses des acteurs et du paysage médiatique, il est prévu que le programme RAAYI mène une réflexion autour des questions de l'institutionnalisation ou non du projet, de son modèle économique, des ressources humaines nationales, etc. Enfin quelques précisions sont données en ce qui concerne les outils de suivi et évaluation.

### 3.1.2 Les chaînons manquants depuis la conception du programme RAAYI

Bien que le ProDoc comporte des éléments essentiels qui décrivent la stratégie de mise en œuvre, des détails importants ont manqué depuis la conception du projet. Il s'agit notamment de :

- **La théorie de changement est linéaire malgré la complexité des changements attendus**

Apparemment, l'approche de gestion axée sur les résultats de développement n'a pas été rigoureusement adoptée pour la conception de RAAYI si bien que tous les éléments qui structurent une bonne théorie de changement ne se retrouvent pas dans les hypothèses d'impacts. Il s'agit notamment i) des résultats présentés sous forme de relations causales (chaîne de résultats), ii) les hypothèses ou suppositions, iii) les trajectoires de changement et la logique d'intervention, le raisonnement logique ou la rationalité qui sous-tend chaque trajectoire de changement et, iv) les indicateurs. Tous ces éléments devraient apparaître dans le schéma qui illustre la théorie de changement du programme avec une partie narrative qui explique succinctement (une page) le chemin à parcourir et l'évidence du changement.

- **Le système de suivi et évaluation axé sur les résultats et la situation de référence**

En dehors de quelques outils de suivi et évaluation qui ont été cités dans le ProDoc, le management du projet ne s'est pas donné les moyens nécessaires pour une mise en œuvre et un suivi systématique des résultats du programme. Aucun cadre de mesure de rendement n'a été élaboré, de même qu'un système structuré de collecte de données permettant le renseignement de tous les indicateurs n'a été mis en place pour sortir des tableaux de bord de suivi en lien avec les indicateurs du programme. L'inexistence de situation de référence pour certains indicateurs explique le fait que certains indicateurs soient très peu documentés. Il n'existe pas un manuel de suivi évaluation et une base de données liées aux principaux indicateurs et cibles fixés. Même au niveau des radios partenaires tout comme auprès des correspondants, les outils nécessaires pour un suivi axé sur les résultats ne sont pas en place (fiche de suivi des indicateurs).

- **La communication institutionnelle et la visibilité du Programme RAAYI**

Bien que la ligne éditoriale du SK et le mandat de la FH se limitent à l'information, la communication institutionnelle a été insuffisante, ce qui a affecté négativement la visibilité du programme, tant au niveau de certains partenaires de mise en œuvre (ministère de la communication, certaines radios partenaires) qu'au niveau des bénéficiaires à différents niveaux. Cette situation se traduit par la méconnaissance du nom du programme par la plupart des acteurs rencontrés, à part les responsables du CSC, en raison de leur statut de partenaire de mise en œuvre de quelques actions clés du programme.

- **L'évaluation à mi-parcours et les auto-évaluations annuelles**

Bien que le programme RAAYI soit conçu sur une période de quatre ans, force est de constater que l'évaluation à mi-parcours n'a pas été prévue. Par ailleurs, les exercices d'évaluation interne annuelle structurée, telles que prévues dans le ProDoc n'ont pas été régulièrement menées suivant les normes (TdR précis, mobilisation d'expertises appropriées, etc.). Les missions réalisées et rapportées par les responsables pour évaluer les avancées du programme conformément aux objectifs, aux résultats et aux activités prévus dans le ProDoc sont plutôt des activités de suivi qui sont, dans une moindre mesure, orientées résultats et impacts. Les études réalisées par Emma Heywood et celle qui porte sur la chaîne des résultats ont corrigé partiellement ces insuffisances.

## 3.2. Les principaux constats et les marges de progrès

### 3.2.1. Relativement aux succès obtenus

Beaucoup de résultats et de réussites engrangés par le programme RAAYI ont été relevés sur le terrain par la mission d'évaluation et forcent l'admiration de toutes les parties prenantes et les citoyen(ne)s. Au nombre de ces résultats, on peut souligner les plus significatifs à savoir :

- La richesse et la diversité des émissions diffusées dans cinq langues avec des possibilités de rediffusion qui ont permis aux citoyen(ne)s d'être bien informé(e)s ;
- Les programmes en langues locales bien étoffés et appréciés par les auditeurs et auditrices ;
- Liberté d'expression et d'opinion à travers les interventions dans les émissions interactives et les micros trottoirs
- Formation de 340 acteurs des médias partenaires dont 80 femmes sur 26 thématiques durant la période 2021-2024 ce qui nettement amélioré leurs compétences en matière de production et d'animation des émissions ;
- Appui financier et matériel aux 52 radios partenaires pour contribuer au financement de leurs charges de fonctionnement
- Plusieurs sessions de formations à l'intention des radios partenaires visant à leur permettre de produire des programmes thématiques : réalisation de débats-forum ; réalisation des émissions interactives
- Les programmes du SK ont favorisé le droit à l'information et engendré un regain d'intérêt pour les sujets de proximité
- Diversité des contenus avec des productions destinées aux jeunes, aux femmes, etc., qui ont suscité l'intérêt de différentes couches sociales, notamment les femmes et les jeunes ;
- Les radios partenaires ont bénéficié significativement d'opportunités de formation et d'un soutien financier et technique favorisant leur viabilité
- Accroissement des capacités des radios à produire des programmes au niveau local, inspiré du vécu des populations.

**Pour ce qui concerne le CSC, après un démarrage tardif de la mise en œuvre, quelques réalisations très bien appréciées par les acteurs et les bénéficiaires méritent une attention particulière. Il s'agit notamment de :**

- La mission d'échanges d'expériences auprès de la HAICA-Tunisie (du 25 au 29 Décembre 2022) dont cinq agents administratifs et techniques membres du CSC ont bénéficié et qui leur a permis d'acquérir des connaissances sur la/le/les : i) méthodologie de monitoring des réseaux sociaux, de la presse écrite et celle de la presse en ligne, ii) traitement des plaintes, iii) gestion électronique des dossiers et des courriers, iv) l'archivage et v) le fake checking.
- La semaine des relais de Tahoua organisé du 12 au 18 janvier 2023 et qui a permis aux 7 relais d'acquérir des connaissances sur : i) le Microsoft Office 10, ii) le monitoring des réseaux sociaux et de la presse écrite et iii) la Gestion axée sur les résultats (GAR). Ces diverses connaissances ont été utilisées pour dissuader les colporteurs de fausses informations et rétablir la vérité sur certains fake news qui ont été diffusés dans les réseaux sociaux.

En marge de la semaine des relais, une (1) journée d'échanges sur les rôles et responsabilités des médias dans la préservation de la paix et de la quiétude sociale entre les communautés a été organisée avec une participation de quarante-quatre (44) acteurs médiatiques, les FDS, les syndicats, les organisations de la société civile dont dix (10) femmes et trente-quatre (34) hommes

- La mission d'échanges auprès de l'Office Fédéral de la Communication (OFCOM-Suisse) réalisée par cinq (5) membres, ce qui leur a permis de renforcer les liens de coopération entre OFCOM et le CSC, de définir cinq (5) axes prioritaires d'échanges d'expériences et d'acquérir des connaissances sur les textes européens de régulation des contenus.
- La mission de vulgarisation de la loi 2019-33 portant répression de la cybercriminalité couplée à celle de la carte de presse qui a touché cent-douze (112) participants (journalistes, bloggeurs, influenceurs web, OSC, les FDS, membres de l'administration publique régionales, etc.) qui ont acquis des connaissances sur les dispositions contenues dans ladite loi et sur le mécanisme d'obtention de la carte de presse que le CSC délivre ainsi que son importance. Des engagements sont aussi pris par les FDS pour faciliter l'accès aux journalistes aux lieux des événements.

Aux importantes réussites du RAAYI qui viennent d'être évoquées, il convient d'ajouter les marges de progrès apparues durant la période de mise en œuvre et qui représentent de réels défis à relever par le SK et dans une moindre mesure le CSC.

### 3.2.2 Relativement aux marges de progrès

#### ***Orienter plutôt la gestion de programme vers les résultats et non les activités***

Les produits documentaires et les différents rapports d'études effectués par le SK ainsi que les entretiens menés avec les parties prenantes prouvent à suffisance que beaucoup de réalisations ont été faites, mais le pilotage du programme RAAYI n'est pas bien ancré dans la Gestion Axée sur les Résultats (GAR). En effet, les outils classiques tels que le cadre de mesure de rendement ou de performance, les fiches de suivi des indicateurs et le tableau de bord des indicateurs ainsi que les modalités de collecte et d'analyse des données qui doivent figurer dans un manuel de suivi et d'évaluation n'existent pas au niveau de l'équipe de gestion du programme. Cela s'est traduit par les difficultés d'accès aux données nécessaires pour renseigner les indicateurs et apprécier les résultats à travers les l'examen des taux d'exécution physique et financière qui n'existent pas. En amont, un processus de planification et de budgétisation annuel axés sur les résultats avec une indication claire des cibles aurait permis de faire un suivi plus systématique et informé des progrès vers l'obtention des résultats et changements prévus.

#### ***Passer de l'appui aux médias partenaires à un véritable processus de renforcement de leurs capacités organisationnelles et institutionnelles***

La stratégie mise en œuvre adoptée et qui permet aux médias partenaires de bénéficier d'appuis pertinents / utiles gagnerait à tenir compte des caractéristiques et besoins spécifiques à chaque partenaire, afin de mieux concilier les objectifs de professionnalisation avec la nécessité d'une spécialisation thématique ou sectorielle. Aujourd'hui, ce sont beaucoup plus les individus qui sont renforcés et les conditions de travail font que plusieurs d'entre eux, fort des compétences acquises préfèrent travailler dans les ONG en qualité d'animateur ou de superviseur, plutôt qu'au niveau des radios partenaires. D'ailleurs, les modalités de ces appuis ne garantissent pas un transfert réel de compétences encore moins la pérennisation des acquis. Des modalités concrètes de transfert de compétence qui intègrent les principes de redevabilité et de sanction dans le partenariat doivent être envisagées. Aussi, pour accroître les chances de succès pour de tels appuis et parvenir à une mise à l'échelle rapide, est-il important dès le départ, d'impliquer les associations professionnelles et leurs membres et de monter un véritable « Parcours d'acquisition de compétences (PAC)[2] » en adoptant une approche multidimensionnelle de renforcement des capacités qui a fait ses preuves dans des programmes similaires.

[2] Une brève description de cette approche est présentée en annexe 6

**Ouvrir clairement le débat sur l'institutionnalisation du SK pour assurer la pérennisation des acquis**

Il était prévu dans le document de projet que pour pallier aux actuelles faiblesses des acteurs et du paysage médiatique et assurer la durabilité des activités du programme RAAYI une réflexion autour des questions de l'institutionnalisation ou non du projet, de son modèle économique, des ressources humaines nationales devrait être lancée avant le terme du projet. Mais les réflexions menées au sein du comité de conseil prévu à cet effet et regroupant la Fondation Hirondelle, le CSC, la Coopération suisse et d'autres acteurs intéressés n'ont pas permis de réaliser un consensus sur le devenir du Studio Kalangou. Cette réflexion est encore urgente et doit se mener en amont ou dès le début d'une deuxième phase de RAAYI.

**Des synergies et complémentarités internes et externes pas encore optimales**

Beaucoup d'autres programmes de la DDC, qu'ils soient du domaine de la gouvernance ou du développement économique utilisent les médias pour communiquer quelques fois avec les radios partenaires du SK ou d'autres radios qui ne sont pas bénéficiaires de RAAYI. Après le PAGOD qui a pris fin mais dont les acquis peuvent être valorisés, c'est le cas des programmes tels que le PACT (qui mène des activités impliquant les médias, le renforcement des espaces publics, la mobilisation des ressources locales, la redevabilité, etc.), le PROMEL, le PAPI, le PASHEA, le PEAJ et le GWANI qui travaillent sur les changements de comportements des populations et utilisent les radios communautaires. Face à une demande de cette envergure dans le cadre d'une même coopération bilatérale, le programme RAAYI aurait pu développer, en partenariat avec les associations professionnelles et ses radios partenaires une stratégie permettant un meilleur positionnement des médias et une augmentation de leurs opportunités de financement. Une telle synergie, à défaut d'être facilitée par la DDC, pourrait être initiée par le SK en concertant les différents mandataires qui mettent en œuvre ces programmes qui amélioreront du coup leur efficacité. Même au-delà de la DDC tous les autres partenaires qui financent des programmes de développement représentent des marchés potentiels pour lesquels les radios partenaires et SK peuvent mieux s'organiser pour régler progressivement les défis liés à la spécialisation et à l'autonomisation de ces médias.

Enfin, plusieurs insuffisances ont été relevées par rapport au programme Election et au partenariat avec la CENI, tout comme la faible implication des faitières et la non tenue des réunions de rédaction avec RACOM/ARTP/IFTIC, etc

## 4. LES RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION

**4.1. La pertinence du programme et la prise en compte des thèmes transversaux**

**Le Programme RAAYI est très pertinent dans sa conception dans la mesure où il répond aux besoins et attentes de ses bénéficiaires finaux et de ses partenaires de mise en œuvre. Sa mise en œuvre prend largement en compte les questions transversales telles que le genre, le LNOB, le DNH, etc. Cette pertinence peut être améliorée à travers des modalités de mise en œuvre plus stratégiques et orientées vers les résultats de développement.**

Les résultats des investigations révèlent que le programme répond aux besoins des radios partenaires en matière de formation, de production et de diffusion d'information. Les activités et émissions réalisées sont pertinentes pour le public cible et contribuent à améliorer la gouvernance et la redevabilité au niveau local. Les productions et informations du Studio Kalangou répondent aux attentes et besoins des citoyens et citoyennes par rapport à un meilleur accès à l'information grâce à l'amélioration du taux de couverture nationale. En outre, elles ont permis aux radios partenaires de diffuser leurs préoccupations au niveau local, ce que les auditrices et auditeurs apprécient positivement.

Le Programme RAAYI répond aux besoins prioritaires des journalistes du Studio Kalangou dans l'exercice de leur métier. Ces besoins et attentes ont trait à (i) la liberté d'expression professionnelle ; (ii) la liberté des médias ; (iii) le journalisme professionnel, (iv) l'accès pluriel à des sources d'informations fiables et objectives, (v) la lutte contre la désinformation notamment. Il a permis de renforcer les capacités du Studio Kalangou dont la qualité de ses productions a été reconnue au plan national et international. A titre illustratif, le Studio Kalangou est le 1er média africain à obtenir le label de la Journalism Trust Initiative (JTI). Ainsi donc le professionnalisme des journalistes du Studio Kalangou est reconnu par une norme professionnelle internationale qui favorise l'information produite selon les méthodes professionnelles et les règles éthiques du journalisme de qualité. Par ailleurs grâce aux actions de développement des compétences des correspondants des radios partenaires, plusieurs journalistes nigériens ont été primés au niveau national et régional pour la qualité de leurs productions journalistiques. Bref le Studio Kalangou est devenu une source d'inspiration et un modèle pour les journalistes des radios partenaires et correspondants régionaux : « le studio Kalangou est une école pour tous les médias partenaires (Directeur Radio Sahara) ».

Le programme RAAYI a répondu aux besoins et attentes du Conseil Supérieur de Communication en lui apportant une contribution significative dans l'exercice de son rôle de régulation indépendante, équitable et transparente des médias. En outre cet appui visait également l'intégration des réseaux sociaux et presse en ligne dans le système de régulation et de monitoring du CSC. Ce partenariat a permis de :

- Renforcer les capacités des membres du CSC sur le plan administratif et technologique ;
- Lancer un processus de régulation des réseaux sociaux au niveau africain à travers l'organisation d'un colloque international sur le thème de la « régulation des médias à l'ère du numérique : presse en ligne, réseaux sociaux et diffusions par satellite ; Les conclusions de ce colloque et sa feuille de route servent de référence à toute les rencontres du RIAC par rapport à la gestion des réseaux sociaux ;
- Organiser la 7ème édition de la semaine de relais ayant permis d'assurer la promotion de la carte de presse délivrée par le CSC afin de favoriser un meilleur accès aux informations par les journalistes d'une part et d'enclencher un dialogue entre acteurs sur la prévention des conflits avec les médias. Ce dialogue multi-acteurs a impliqué, les autorités administratives et coutumières, les Forces de Défense et de sécurité, les journalistes et acteurs de la société civile. Bref c'est une mise à niveau des médias sur la prise en compte de la thématique Paix et Sécurité ;
- D'engager un processus d'amélioration de la réglementation en vigueur du secteur de la communication (Ex projet de Loi portant statut des radios communautaires) et par ricochet la visibilité du CSC.
- De renforcer les compétences techniques des journalistes dans l'exercice de leurs métiers en situation de crises.

Toutefois, des défis restent à relever en matière de régulation des médias à savoir (i) l'institutionnalisation de l'Observatoire National de Communication par ordonnance en lieu et place du Conseil Supérieur de la Transition qui a été dissout suite au changement de régime intervenu le 26 juillet 2023 ; (ii) la protection de l'intégrité physique et des droits des journalistes dans les zones de conflits ; (iii) le plaidoyer en faveur d'un aboutissement des projets de textes juridiques sur la médias et réseaux sociaux ; (iv) l'opérationnalisation du dispositif de monitoring du CSC ; (v) l'intégration des réseaux sociaux et presse en ligne dans le système de régulation du CSC / ONC ; (vi) Une veille afin que les canaux de distribution des médias soient apolitiques et sans aucune restriction.

Dans les faits, la tutelle du Programme RAAYI a été assurée par le CSC à travers le « parrainage » du studio Kalangou de la Fondation Hironnelle. Ce terme de parrainage s'explique par le fait que le studio constitue un cas exceptionnel dans le paysage institutionnel des médias nigériens. En effet la Fondation Hironnelle qui assure le portage du projet de studio Kalangou a judicieusement opté pour la création d'un studio de production en lieu et place d'un média de production et de diffusion de l'information autorisé par le CSC conformément au cadre juridique du secteur des médias. Ce cas de figure d'un média qui ne diffuse pas directement ses émissions étant inédit, le CSC a choisi de jouer ce rôle de parrain de ce média vu qu'il n'a pas demandé une autorisation de délivrance d'une fréquence d'émission tel que prévu par le cadre juridique et réglementaire du secteur des médias.

Dans la pratique courante au Niger, un Programme tel que RAAYI devait dès le départ agir formellement sous la tutelle du Ministère nigérien en charge de l'information et de la communication. Dans la réalité tel n'a pas été le cas pour des raisons de méfiance réciproques entre l'équipe opérationnelle du Programme et les Directions Techniques de l'information et de la communication du Ministère. En effet, les relations avec ce dernier restent au stade de simples relations fonctionnelles et de participation aux sessions du Comité de Pilotage. Ce déficit relationnel entre l'équipe du Programme et les équipes techniques du Ministère de la Communication et de la Promotion de l'Économie numérique n'a pas permis de renforcer les relations de synergies et de complémentarité avec les plans et programmes gouvernementaux d'appui aux médias. A titre illustratif, le plan annuel de travail 2024 – 2025, prévoit entre autres, des réformes institutionnelles dans le secteur des médias en vue créer un environnement institutionnel favorable aux médias partenaires du Niger : plaidoyer pour l'adoption d'une loi sur les radios communautaires, 'élaboration de projet de loi pour le fonds d'aide aux radios communautaires, la mise en place d'un fonds de dépannage des radios communautaires ; modernisation des équipements techniques des radios communautaires et la création d'une plateforme numérique pour les radios communautaires. De ce qui précède, une synergie d'action entre le Programme RAAYI et ce plan d'action aurait permis d'amplifier et de mettre à échelle les acquis du Programme RAAYI. Il importe donc que le programme RAAYI collabore davantage et formellement avec le Ministère de la Communication et de la Promotion de l'Économie numérique tout en continuant à renforcer ses relations avec le CSC / ONC.

Le Comité de pilotage conjoint au PAGOD et programme RAAYI répond à un besoin de cohérence, synergies / complémentarités ; la présidence du comité par le Ministère de l'Intérieur avec la participation de la tutelle et des faitières des radio privées et communautaire donne une portée hautement stratégique à ce Comité de Pilotage.

A tous les niveaux (national et régional) le programme RAAYI a assuré un développement des compétences des ressources humaines des parties prenantes à sa mise en œuvre. Il a apporté un soutien technique et financier aux radios partenaires au niveau de toutes les régions du pays. Toutefois, le renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles de ces dernières reste un défi à relever afin de réduire le phénomène de précarité des médias et le turn over de leurs ressources humaines y afférent. Les thématiques transversales de la DDC (LNOB, DNH, Genre, CSPM) sont prises en compte dans le programme mais dans la mise en œuvre c'est la thématique genre qui est mieux traitée. La thématique transversale LNOB est moyennement mis en œuvre à travers la diversité des langues utilisées et l'inclusion sociale des jeunes, des femmes, des handicapés et des migrants au niveau des radios partenaires et du studio Kalangou. Toutefois malgré une satisfaction générale sur le traitement objectif, impartial et sans parti pris de l'information et la diffusion des productions en 5 langues il n'en demeure pas moins que les populations parlant Arabe, Kanouri et Gourmantché se sentent discriminées en tant que minorités ethniques. En revanche la thématique « Ne pas nuire » est entièrement prise en compte dans la mise en œuvre du Programme RAAYI. En effet le Studio Kalangou respecte les règles d'éthiques et de déontologie professionnelle du journaliste et a refusé catégoriquement de diffuser ses productions par le canal des radios militaires FM de Diffa et Ouallam afin de protéger l'intégrité et la neutralité des journalistes sur le terrain.

#### **Recommandations à l'endroit du mandataire pour améliorer la pertinence du programme :**

- Renforcer la participation des élus locaux et du personnel de l'administration permanente des municipalités dans la définition des enjeux et thématiques prioritaires de sensibilisation et de communication pour le développement local afin de leur donner l'occasion d'influer sur la prise en compte des besoins des collectivités territoriales lors des exercices de programmation et analyses périodiques des résultats du programme RAAYI.
- Intégrer davantage les thématiques transversales de la DDC (LNOB, DNH) dans les activités et émissions du programme.
- Renforcer l'ancrage institutionnel du Programme RAAYI et ses relations de partenariat avec le Ministère en charge de la Communication comme structure de tutelle afin d'accompagner les réformes institutionnelles engagées pour l'adoption des textes juridiques favorable au développement des médias et réseaux sociaux.

#### **4.2. La cohérence du programme**

Le programme RAAYI est cohérent avec les priorités nationales sectorielles et les politiques de développement du Niger, y compris les programmes de la DDC dans le domaine de la gouvernance, la paix, la sécurité et les droits humains.

Le Programme RAAYI s'aligne bien sur le plan de développement économique et social, sur la SDDCI et sur le plan stratégique du conseil supérieur de la Communication. Par ailleurs, il est cohérent avec le Plan annuel de Travail Annuel Budgétisé 2024 – 2025 du Ministère de la Communication, des Postes et de l'Économie Numérique de la Promotion des entreprises numériques. En effet, ce PTAB prévoit notamment dans ses axes stratégiques, (i) la modernisation des radios communautaires pour s'adapter aux nouvelles technologies ; (ii) apporter un appui aux radios communautaires en matériels techniques et développer les compétences pour tous les médias ; (iii) l'élaboration d'un projet de loi portant statut juridique des radios communautaires ; (iv) l'organisation d'un colloque sur le rôle des radios communautaires dans la consolidation de la paix et dans la promotion de droit de l'enfant.

Les relations de synergies et de complémentarités entre le Programme RAAYI et d'autres partenaires techniques et financiers intervenant dans le domaine de la gouvernance et l'appui aux médias sont relativement faibles. Pourtant les 52 radios partenaires, 7 télévisions peuvent

servir de passerelle avec les autres PTF qui les utilisent dans le cadre de la mise en œuvre de leurs programmes. Par exemple en matière de promotion de la paix le programme RAAYI est partenaire de la Radio Scout de Koiratégui qui est gérée par l'association des scouts du Niger. Ce dernier est partenaire du Programme Gestion Alternative Non Violente de conflits, de la commune, de la Haute Autorité à la Consolidation de la paix, des clubs d'écoute et fada du quartier. Ce qui lui permet d'asseoir des relations fonctionnelles multi-acteurs avec les FDS, avec les autorités municipales et avec les citoyens du quartier ce qui a permis de limiter l'insécurité, la délinquance dans ce quartier tout en assurant la pleine participation des citoyens à des travaux d'intérêt général tels que l'assainissement d'une voie pavée au niveau de ce quartier. D'autres exemples similaires au niveau d'autres radios partenaires. Bref l'harmonisation des interventions, à travers un partenariat multi-acteurs dont le portage est assuré par les radios partenaires communautaires et radios privées dans le domaine de la gouvernance constitue un défi à relever. En outre les clubs d'écoute qui ont acquis des connaissances et qui sont des véritables acteurs – porteurs de changements escomptés par le Programme RAAYI n'ont pas été valorisés dans la mise en œuvre du Programme RAAYI. Ce dernier doit valoriser l'opportunité que présentent à la fois, le Studio Kalangou, les médias partenaires et les clubs d'écoute qui abordent les problèmes locaux de manière pertinente, afin de favoriser l'engagement civique et à la participation citoyenne, la promotion de la paix et de la cohésion sociale à travers leurs émissions et leurs activités de sensibilisation.

Le comité de pilotage conjoint mis en place vise également la cohérence et la synergie entre les différentes parties prenantes qui participent tous à la consolidation des institutions démocratiques, à la paix et à la stabilité. C'est ainsi que le Programme RAAYI et le PAGOG ont apporté une plus – valeur dans l'appui au processus électoral, la sensibilisation des électeurs et électrices et la mobilisation sociale, avant, pendant et après les élections à travers une collaboration avec la CENI tout en renforçant les capacités des médias, la diffusion des spots sociaux notamment. Cependant, cette expérience est perfectible car la collaboration n'a pas bien fonctionné à hauteur de souhait.

Enfin, le soutien du programme RAAYI, s'aligne bien sur le plan stratégique 2022 – 2023 du Conseil Supérieur de la Communication à travers ses quatre axes stratégiques : (i) Renforcer les capacités opérationnelles d'intervention du CSC en matière de gouvernance institutionnelle, administrative, technique et financière ; (ii) promouvoir l'image et la viabilité du CSC ; (iii) contribuer à la professionnalisation du secteur médiatique et (iv) assurer l'accès à une information fiable, à la pluralité d'opinions des médias publics et privés. Toutes ces orientations stratégiques sont parfaitement en adéquation avec les objectifs du programme RAAYI.

### Recommandations

Au niveau institutionnel, pour accroître la cohérence du programme d'appui aux médias, la DDC doit :

- Veiller à ce que le programme RAAYI, dans une nouvelle phase, intègre comme résultat à court ou moyen terme la création et/ou la dynamisation d'un cadre de concertation des médias afin de créer et d'intensifier les relations de synergie et de complémentarités entre tous les programmes d'appui aux médias et à la régulation des médias ;
- Orienter le SK vers la mise en place d'un processus de renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles des faitières des médias (Ex RACOM, ARTP etc.) comme une priorité en vue faire bénéficier le programme à un plus grand nombre de médias et assurer ainsi une couverture nationale en service de l'information
- Améliorer la visibilité et l'appropriation du Programme RAAYI et l'utilisation des compétences acquises par toutes les parties prenantes de ce dernier. A cet effet, le management du Programme doit porter une attention particulière dans l'implication des tous les acteurs et porteurs de changements dans ses exercices de planification et d'analyse des résultats : Exemples : ateliers d'informations sur les objectifs et résultats du programmes, ateliers de suivi – évaluation participatifs avec les parties prenantes

### 4.3. L'efficacité du programme

Globalement le programme a été mis en œuvre de façon efficace au niveau des deux partenaires SK et CSC, même si le démarrage a été lent avec le CSC et les perturbations liées au coup d'état intervenu en juillet 2023 ont empêché la réalisation de certaines activités.

Pour apprécier la mesure dans laquelle les objectifs et les résultats de RAAYI ont été atteints, ou sont en train de l'être, y compris les résultats différenciés au niveau des cibles, une analyse des rapports de suivi / progrès appuyée par les entretiens avec les équipes du CSC, du SK et des médias partenaires ainsi que quelques auditrices / auditeurs a été faite. La confrontation du niveau de réalisations de certains indicateurs du cadre logique avec les appréciations qualitatives faites par les parties prenantes (leur niveau de satisfaction par rapport aux réalisations) durant l'atelier d'auto-évaluation a permis de formuler une opinion sur les « résultats différenciés ». Par exemple le CSC, après avoir connu assez de retard pour démarrer la mise en œuvre de ses activités, a pu réaliser des taux d'exécution physique supérieures à 90% pour les activités effectivement menées. Les activités préparatoires pour la mise en œuvre du reste du plan de travail étaient en cours quand la décision de suspension du CSC est intervenue. S'il est vrai que cet appui dont le CSC a bénéficié est assez modeste par rapport aux besoins globaux de financement de l'institution et ne demande pas trop d'efforts en matière de suivi, force est de reconnaître que le système de suivi et de reporting mis en place a permis de renseigner les indicateurs et de rendre compte plus aisément des progrès réalisés. Quant au SK, la qualité des résultats produits et les cibles atteintes ont dépassé dans une large mesure les prévisions, si on s'en tient aux statistiques disponibles sur les activités réalisées et aux échanges réalisés durant l'atelier d'auto-évaluation. Ce qui témoigne d'une bonne efficacité qui a été confirmée, tant par les radios partenaires que par les populations, même celles qui ne savent rien du programme RAAYI. (Voir rapport détaillé de l'enquête en ligne). De l'avis de toutes les parties prenantes le programme RAAYI a permis :

- L'émergence d'un journalisme professionnel qui respecte les normes de qualité au niveau du studio Kalangou qui sert de référence aux journalistes correspondants des radios partenaires ;
- Un développement des compétences des ressources humaines des radios partenaires, du CSC, et des journalistes correspondants du studio Kalangou
- Une amélioration de qualité des productions, informations et communications qui s'est traduit par une augmentation de l'audimat ;
- Une amélioration de la couverture nationale des émissions du Studio Kalangou permettant d'améliorer l'accès à des citoyens et citoyennes à des messages de sensibilisation, d'éducation qui favorisent à leur niveau un éveil de conscience et un changement de comportements ;
- Un appui technique et un soutien financier aux médias partenaires permettant d'équilibrer leurs charges de structures et de fonctionner sans interruption ;
- Un soutien au CSC dans la mise en œuvre de son plan stratégique afin de créer un environnement institutionnel favorable aux médias (y incluant les médias sociaux) tout en assurant une régulation sectorielle de qualité ; la feuille de route issue du colloque organisé avec

succès par le CSC sert désormais de référence au niveau des régulateurs de médias en Afrique à travers deux axes prioritaires (i) le régulateur face à la mutation du cadre réglementaire à l'ère numérique et (ii) ; la promotion de la résilience numérique des médias.

Malgré le contexte versatile qui a caractérisé la mise en œuvre de RAAYI, contexte marqué par la crise de la COVID 19 et les tensions politico-sécuritaires, les réalisations faites au niveau des deux outcomes sont assez impressionnantes. Tous les succès connus dans la conduite des activités du programme montrent que les acteurs ont fait preuve d'une bonne efficacité, largement au-dessus de la moyenne.

Pour ce qui concernera le CSC, sur les trois (3) activités prévues, deux sont réalisées à 100% et une réalisée à 15%. A cela s'ajoutent deux autres activités non prévues pour la première phase, mais réalisées. Il s'agit de la mission d'OFCOM et la vulgarisation de la loi portant répression de la cybercriminalité couplée à celle de la carte de presse dans les régions de Tillabéry, Agadez et Diffa. Ce qui fait que le taux de réalisation tourne au tour de 72%. Les résultats financiers aussi confirment ce jugement dans la mesure où, l'évolution des taux annuels d'exécution financière présentés dans le tableau ci-dessous montre que, dans l'ensemble, les ressources du programme ont été gérées efficacement. En effet, il n'y a souvent pas de grands écarts entre prévisions et réalisations.

**Taux d'exécution  
financière sur la  
période**

Année	Prévu	Réalisé	Taux
2019	949 624	831 195	87,53%
2020	1 933 837	1 775 095	91,79%
2021	2 740 601	2 515 154	91,77%
2022	3 441 044	3 199 628	92,98%
2023	4 050 416	3 872 452	95,61%
<b>Moyenne</b>			<b>92%</b>

**Source :** *Élaboré par la mission à partir des données retrouvées dans les rapports d'audit des comptes*

Le taux global de réalisation a constamment augmenté au fil des ans, atteignant presque 96% en 2023. Seules, les missions de courte durée pour les experts révèlent les plus grandes divergences. Mais il faut souligner que cette efficacité peut encore s'améliorer en corrigeant les imperfections de fond aux niveaux stratégique et opérationnelle. En effet, l'inexistence d'un système de suivi et évaluation axés sur les résultats au niveau du SK, d'une part, et l'absence d'un tableau de bord de suivi des indicateurs par output et outcome d'autre part, n'ont pas permis à l'équipe d'évaluation de déterminer les taux d'exécution physique et financière pour confirmer le niveau de performance reconnu par les bénéficiaires et partenaires.

Au niveau stratégique, l'appréciation de l'efficacité de la mise en œuvre du programme RAAYI a été limitée non seulement par l'inexistence d'une situation de référence complète, mais aussi par la qualité de la chaîne de résultats. Par rapport aux deux outcomes et aux outputs qui leur sont liés, l'alignement des réalisations et leurs appréciations par rapport aux prévisions ainsi que l'analyse des écarts entre prévisions et réalisations n'ont pas été du tout simples. Les enquêtes de satisfaction et les sondages d'opinion réalisés par le SK informent un peu sur les changements induits, mais étant donné que la mise en œuvre du programme a été plus orientée activités / moyens plutôt que résultats, il est difficile d'apprécier objectivement et de documenter les effets et changements induits dans les rapports de suivi et évaluation dont le format et le contenu méritent d'être revus. C'est sans doute ce qui a amené les auditeurs à formuler des recommandations orientées vers l'amélioration de la méthodologie d'évaluation des effets et impacts du programme RAAYI.

Par ailleurs, au niveau opérationnel, entre 2019 et 2021, certaines recommandations des auditeurs n'ont pas été prises en compte notamment, la nécessité de respecter la réglementation fiscale en vigueur en matière de la retenue de la TVA fictive d'une part et de veiller à une séparation des fonctions incompatibles telles que la détention de la caisse et la comptabilisation des opérations qui en découlent, d'autre part. La faible utilisation des ressources prévues pour les experts court terme constitue aussi une insuffisance qui a été traînée sur plusieurs années alors que des besoins et même des alternatives existent.

En 2022, sur la base des recommandations de la DDC, l'initiative d'évaluation d'impact axée sur la chaîne des résultats a été prise et s'est concrétisée par l'organisation d'un atelier qui a permis au SK de s'interroger sur comment aller au-delà de ses activités pour faire évoluer les attitudes en matière de genre et plus globalement de changement de comportement. Pour y parvenir, la nécessité de combiner l'approche de l'analyse des chaînes de résultat avec des approches anthropologiques et sociologiques (notamment le recours à des focus groupes) a été recommandée pour mieux identifier les facteurs socioéconomiques et culturels et les mécanismes à l'œuvre. D'autres recommandations portant sur l'analyse des contenus des programmes pour apprécier leurs effets sur les populations et la nécessité de faire l'exercice d'évaluation dans une plus grande variété de régions en touchant un plus grand nombre de parties prenantes pour mieux refléter la diversité des réalités du pays ont été faites et ont obtenu l'engagement du SK. Mais on constate à travers le rapport annuel de 2023 que le SK a pris en compte seulement la recommandation relative à la collaboration avec un plus grand nombre de parties prenantes. C'est ainsi que plusieurs activités liées au droit des femmes et aux violences basées sur le genre ont été menées en synergie avec d'autres mandataires ou partenaires de la DDC tels que : SWISSAID, PAGOD, HEKS-EPER, SAVE THE CHILDREN dans la commune de Dantchandou (Tillabéri). Les autres recommandations semblent n'avoir pas été prises en compte alors que le SK pourrait, après une demande d'avis de non objection auprès de la DDC, recourir aux ressources non utilisées et destinées aux experts court terme pour se faire appuyer au plan méthodologique, notamment en ce qui concerne l'approche de gestion axée sur les résultats de développement avec ses outils qui permettent de faire une planification et une budgétisation axées sur les résultats.

Au total, le fait qu'un rapport consolidé, sur les activités et les résultats avec des tableaux de suivis des différents types d'indicateurs n'ait pas été produit par le programme, a constitué une contrainte importante à l'évaluation quantitative de l'efficacité qui est à un niveau largement au-dessus de la moyenne. Par ailleurs, l'équipe d'évaluation note qu'à quelques mois de la clôture du programme RAAYI, les attentes par rapport à une nouvelle phase sont très grandes eu égard à la fragilité et la précarité qui caractérisent l'environnement dans lequel les médias partenaires opèrent. Ils reconnaissent tous d'ailleurs que si le SK arrête ses activités, la plupart d'entre eux ne pourront



plus fonctionner. Ce qui montre que très peu d'attention a été accordée au renforcement organisationnel et institutionnel, surtout en ce qui concerne leur viabilité économique.

#### 4.4. L'efficacité du programme

**Un peu moins que l'efficacité, le niveau d'efficacité dans la gestion du programme RAAYI est légèrement au-dessus de la moyenne.**

Pour apprécier l'efficacité du programme RAAYI, c'est-à-dire la mesure dans laquelle cette intervention a produit, ou est susceptible de produire, des résultats de façon économique et dans les délais raisonnablement adaptés aux exigences du contexte, les limites rencontrées au niveau du calcul des taux d'exécution physique et financière reviennent ici également. Ainsi, la mission a été obligée de faire des choix en se focalisant sur l'analyse des données quantitatives et qualitatives portant sur les résultats / succès engrangés ainsi que l'organisation et le fonctionnement du RAAYI, les mécanismes de gestion, de suivi et de pilotage qui ont favorisé ou non la mise en œuvre, notamment au niveau des équipes techniques et des bénéficiaires.

Il ressort de ce qui précède que le potentiel en matière d'utilisation rationnelle des ressources du programme existe et est sans doute valorisé. A titre d'exemple, le résultat sur lequel l'efficacité est élevée c'est celui relatif à l'accès aux programmes de SK par le biais de radios partenaires et locales, du site WebSK et des réseaux sociaux de la majorité de la population nigérienne, dans l'ensemble des régions. En effet, à partir de 2019, il y avait 38 radios partenaires avec une couverture d'environ 70% de la population qui peut capter SK. Mais durant le premier trimestre de 2024, à en croire les statistiques de la SK, plus de 80% de la population du pays peut capter SK via ses différents diffuseurs. D'autres réalisations similaires montrent que le processus de pilotage du programme a permis de rationaliser et d'optimiser les différents financements dans une logique de complémentarité et d'économie de ressources au point où l'équipe technique du SK gère une charge de travail relativement élevée.

Mais avec l'insuffisance de données probantes générées par le système d'information et de gestion (SIG y compris le système de suivi et évaluation), il est difficile de bien rendre compte de la qualité des résultats et des économies réalisées. A cet égard, les analyses fournies par les équipes du SK et du CSC d'une part, et les opinions des autres partenaires à divers niveaux, d'autre part, révèlent ce qui suit.

- Pour les équipes en charge de la mise en œuvre de RAAYI au niveau du SK et de la CSC, l'efficacité est élevée alors que pour les autres partenaires (associations professionnelles et auditrices/eurs, clubs d'écoutes) elle est faible à moyenne.
- Selon ces autres partenaires et cela est vrai, si l'efficacité a été jugée comme étant globalement moyenne, certaines préoccupations clés demeurent comme des facteurs l'ayant tiré vers le bas. Il s'agit notamment de :
  - la faible synergie entre RAAYI et les autres programmes de la DDC,
  - la non responsabilisation des associations professionnelles à travers lesquelles un nombre plus important de médias aurait pu être touché,
  - la faible implication des clubs d'écoute et associations d'auditrices / auditeurs dans le processus de planification et de mise en œuvre des activités du SK.

#### 4.5. L'impact du programme

L'analyse des réponses du Studio Kalangou et de ses médias partenaires révèle une convergence d'opinions quant à l'impact positif et différencié du programme, notamment dans les domaines tels que la participation politique, la gouvernance, la paix sociale, la participation électorale, l'engagement civique, la liberté de la presse, la qualité de l'information et le renforcement des capacités des acteurs au plan médiatique. A titre d'exemple, on peut souligner qu'une baisse sensible du nombre de cas de conflits fonciers ruraux a été enregistrée au niveau du département de Boboye (région de Dosso) où la radio communautaire Marhaba, partenaire du studio Kalangou, a été primée par le Programme d'Actions Communautaires pour la qualité de ses productions et diffusions sur la question.

Sur l'ensemble des huit (8) régions du pays y compris Niamey, il a été enregistré une émergence des clubs d'écoute radiophoniques ou clubs d'auditeurs. Ceux-ci se sont structurés en organisations (formelles et informelles) pour mener des actions citoyennes de solidarité et d'entraide entre leurs membres d'une part, mais également des actions de sensibilisation sur des thématiques en lien avec les jeunes, le don de sang, la salubrité publique de concert avec les communes et l'entrepreneuriat féminin d'autre part. Il est également ressorti à travers les différentes enquêtes que les jeunes organisées assurent une veille sécuritaire au niveau du quartier Koira Tégui (ville de Niamey) de concert avec les scouts et la gendarmerie nationale. Cela a contribué à la baisse des vols à l'arrachée dans les rues et à la réduction de l'insécurité dans ledit quartier. De même, les actions de sensibilisation menées par les jeunes ont permis de réduire les cas de dégradation des biens publics lors des grèves des élèves et étudiants ; ce qui est un changement de mentalité profond chez cette catégorie d'acteurs.

Sur tout un autre plan, grâce aux actions de sensibilisation menées sur le terrain par les jeunes des clubs d'écoute, suite aux productions du Studio Kalangou, une nette amélioration de la fréquentation des femmes dans les maternités avec l'abandon d'accouchements à domicile comme pratique traditionnelle est remarquée çà et là. Dans la Commune de Balléyara (région de Tillabéry), il a été constaté, de plus en plus, l'instauration d'un meilleur climat favorisant la paix dans les foyers polygames grâce aux émissions sur les espaces féminins du Studio Kalangou et diffusées par la radio Dallol.

Un des auditeurs le plus assidu à l'écoute des émissions du Studio Kalangou et de la Radio Sarraounia de Madaoua (région de Tahoua), handicapé de son état, s'investi volontairement et sur fonds propres à la formation professionnelle et l'autonomisation des jeunes filles en les formant dans son atelier de couture sans aucune aide de l'Etat, des collectivités territoriales ou des projets / programmes et ONG.

Les productions du Studio Kalangou et de ses radios partenaires touchent une bonne partie du territoire nigérien (Etats de Yobé, Borno, Jigawa, Katsina, Sokoto et Kebbi) ce qui permet aux auditeurs fidèles de ces contrées de participer régulièrement aux émissions radiophoniques.

Au niveau de la région d'Agadez, la radio Sahara digitalise les émissions du Studio Kalangou pour démultiplier la diffusion sur Facebook (88 664 vus enregistrés le 23 avril 2024). Cette transition vers la radio et la télé Web permet aux auditeurs qui sont à plus de 300 Km d'Agadez et à la diaspora de suivre les émissions. Cette radio et la Chaîne Air Info ont créé une chaîne WhatsApp avec respectivement 625 membres venant de plusieurs pays (migrants, orpailleurs) et 674 000 followers.

Au total, l'impact global du programme RAAYI est jugé très positif car les émissions réalisées parviennent à influencer le public cible et à apporter des changements significatifs dans la société, à travers la prise de conscience politique des citoyens, l'amélioration de la gouvernance locale et la promotion de la paix sociale. De plus, l'augmentation de la participation électorale et de l'engagement civique des auditeurs après écoute des émissions est ressentie çà et là comme un impact positif de RAAYI qui est également perçu comme ayant renforcé la liberté et l'indépendance des journalistes dans leur profession en plus de la qualité et la fiabilité des informations diffusées.

#### 4.6. La durabilité du programme

D'une manière générale, le Programme RAAYI, à travers le Studio Kalangou, a eu une bonne approche en vue de la consolidation et de la pérennisation des acquis en adoptant une démarche participative, inclusive et innovante. Cette approche de mise en œuvre des activités a impliqué, sur le terrain, la plupart des parties prenantes à travers des actions de renforcement de capacités techniques et opérationnelles du personnel et l'intégration des jeunes dans le processus de diffusion des messages radiophoniques de proximité.

En matière de durabilité, l'équipe d'évaluation est convaincue que c'est le maillon le plus faible dans l'architecture conceptuelle du programme RAAYI car elle dépend à la fois de la viabilité du SK et de celles des radios partenaires. Or sur le plan théorique, la durabilité des médias repose sur quatre piliers importants à savoir :

- la durabilité financière qui fait référence à la capacité du studio et des radios partenaires à générer des ressources permettant de couvrir les charges et de dégager des bénéfices ;
- la durabilité sociale et culturelle qui dépend non seulement de l'utilité des productions pour l'auditoire, mais aussi de leur conformité avec des thèmes et sujets socialement acceptables ;
- la durabilité institutionnelle qui repose sur un cadre réglementaire et juridico-institutionnel favorable aux médias ;
- la durabilité technique qui repose sur l'accès permanent à l'énergie et à une technologie adaptée dont l'entretien et la maintenance peuvent être facilement maîtrisés.

Mais aujourd'hui, en dehors de la durabilité sociale et culturelle qui est assurée à travers la qualité des productions et le savoir – faire des journalistes et techniciens bien formés, les trois autres dimensions de la durabilité posent de sérieux défis. Tout d'abord parce que dans sa conception, le programme RAAYI n'a pas clairement pris en compte la durabilité institutionnelle à laquelle sont intimement liées la durabilité financière et technique.

Par rapport à la viabilité financière, les 23 médias partenaires rencontrés apprécient positivement le soutien financier apporté mensuellement par le Studio Kalangou. Cet appui leur permet de couvrir une partie de leurs charges de fonctionnement et vient ainsi compenser la faible capacité d'autofinancement observée au niveau des radios communautaires qui manifestent ouvertement leurs inquiétudes quant à leur capacité à se prendre en charge en cas d'arrêt de financement du Programme RAAYI. De manière générale, toutes les radios partenaires (notamment les radios communautaires) enquêtées disent n'avoir jamais développé des stratégies visant à asseoir les bases d'une meilleure durabilité de leurs activités à travers notamment le développement de partenariat et la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus. Leur faible capacité d'autofinancement limite ainsi leurs actions et amène à s'interroger sur leur développement à moyen et long terme sans l'appui financier du Studio Kalangou.

Cependant, malgré le sentiment de satisfaction générale qui se dégage çà et là, la quasi-totalité des responsables des radios privées estiment que le soutien financier du Studio Kalangou ne tient pas compte du niveau de leurs charges de structure (en lien avec les productions diffusées) mais aussi, et surtout, des coûts d'opportunité. En effet, à titre d'exemple, ces radios facturent les publi-reportages à 100.000 F/heure alors que la subvention accordée par le Studio Kalangou varie de 170 000F à 240 000F/mois selon la grille de programmes contractualisée.

D'autre part, il ressort quasiment une faiblesse voire une absence des contributions des collectivités territoriales dans la prise en charge du fonctionnement des radios communautaires conformément au code général des Collectivité Territoriales. Dans ce domaine, seules quelques exceptions ont été relevées dans les Communes de Tanout (région de Zinder), Mayahi et Tessaoua (région de Maradi) ainsi qu'à Téra (région de Tillabéry) où, des subventions allant de 105 000F/trimestre à 200 000F/an ont été accordées aux radios communautaires (rapport annuel Studio Kalangou).

Depuis les derniers événements politiques survenus (coup d'Etat militaire), les chocs économiques et financiers résultant des sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA de même que la suspension de financement chez certains partenaires techniques et financiers ainsi que la dissolution des conseils régionaux et la suspension temporaire des décaissements des Communes ont eu des conséquences sur les médias partenaires du Studio Kalangou qui sont fragilisés. Ainsi, des baisses, arriérés de salaires et gratifications pouvant aller à un dégraissage du personnel sont relevées. Cette situation agit négativement sur le bon fonctionnement des médias partenaires et pose clairement toute la problématique de la durabilité des activités initiées par le Programme RAAYI. A cet égard, le personnel du Studio Kalangou ainsi que les journalistes/animateurs et techniciens des médias partenaires apprécient moins bien la durabilité du Programme RAAYI et expriment toutes leurs préoccupations quant à leurs capacités à maintenir les activités sur le long terme si la tendance actuelle se maintenait. A la fin de la mise en œuvre du Programme RAAYI, l'on peut s'interroger sur la viabilité, financière du Studio Kalangou à long terme, son modèle d'affaires, sa stratégie de financement et d'autofinancement, son plan de transfert de compétences et de responsabilité pour une pérennisation des acquis et innovations enregistrés ainsi que leur mise à l'échelle. Afin de soutenir l'auto-gestion des médias privés, un plaidoyer doit être mené par les acteurs institutionnels pour accéder aux financements externes à même de faciliter tout le processus. Aussi, la nécessité de partenariat et de financement alternatif constituent une des conditions sine qua non pour une meilleure continuité des activités des médias privés. Quant à la viabilité technique, il ressort des différents entretiens que le Programme RAAYI s'est faiblement investi dans le renforcement des capacités organisationnelles des médias partenaires. Dans ce sens, les appuis à l'endroit de ces derniers ont surtout porté sur les aspects techniques et journalistiques.

Afin de garantir l'appropriation et la pérennisation des acquis, diverses stratégies sont proposées par les acteurs notamment la création de structures de suivi. Pour une mise à l'échelle des bonnes pratiques, les conditions clés se concentrent sur la formation des journalistes en plus de la collaboration avec d'autres acteurs du secteur. En effet, à ce niveau, l'importance des formations est soulignée par tous les acteurs pour renforcer durablement les capacités des agents. Ainsi, le renforcement des capacités des acteurs du secteur est évoqué pour rendre durable l'adoption et la pérennisation des innovations à toutes les échelles (locale, régionale et nationale).



Au-delà de cette mesure, la collaboration avec la population locale et la mise en place de comités de gestion sont également identifiées comme des approches clés pouvant renforcer l'appropriation des acquis du Programme. Sur le plan réglementaire et juridique, aujourd'hui les textes qui existent ne sont pas favorables à la promotion des radios communautaires et les réformes initiées peinent à évoluer. Bien que la période de transition actuelle soit un moment privilégié pour faire aboutir rapidement certaines réformes, il va falloir mutualiser les efforts et organiser un plaidoyer efficace pour amener les autorités à examiner en vue de leur adoption, les projets de texte déjà préparés. Ensuite l'inexistence d'une stratégie et d'un plan de renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles des associations professionnelles et de leurs membres (médias partenaires et autres) ne permet pas de créer les conditions nécessaires pour une véritable appropriation des acquis des formations et un transfert efficace des connaissances / compétences et de la technologie. Cette insuffisance est d'autant plus préoccupante que les radios partenaires ne font pas d'efforts pour valoriser les compétences acquises durant les formations en initiant et en produisant leurs propres émissions. Autrement dit, malgré l'amélioration des compétences techniques du personnel des radios privées grâce aux diverses formations reçues, ces dernières sont restées assez timides dans la production de leurs propres émissions. Cette situation résulte de leur faible capacité à auto financer ces genres d'initiatives, en partie parce la quasi -totalité des radios privées (surtout communautaires) survivent grâce à l'appui financier accordé par le Studio Kalangou.

#### **4.7 Adaptativité et visibilité**

##### **4.7.1 Adaptation du Programme aux évolutions contextuelles**

La mise en œuvre du programme d'Appui aux médias – RAAYI a été marquée par des chocs exogènes (covid 19, conséquences de l'interruption du processus démocratique et l'insécurité). Malgré tous ces chocs, la gestion du programme RAAYI a fait preuve d'une forte capacité d'adaptation et de résilience pour l'atteinte des résultats escomptés.

La pandémie de la maladie à Corona Virus (COVID 19)

Le programme s'est adapté à ce contexte en prenant des dispositions pour protéger au mieux le personnel du studio Kalangou et ses visiteurs d'une part et en y apportant des adaptations aux productions, notamment le fonctionnement à double flux et la réduction des équipes, ou encore la limitation des sorties et des déplacements. En concertation avec le Ministère de la Santé Publique, le studio Kalangou a développé des spots d'information en 8 langues (français, haoussa, zarma, tamasheq, fulfulde, kanuri, gourmantché, arabe) qui ont été diffusés quotidiennement dans le journal, sur les réseaux sociaux et WhatsApp. Tous ces spots audio et vidéo ont gratuitement été mis à disposition du Ministère de la Santé Publique, des ONGs nationales et internationales et des coopérations bilatérales pour diffusion via leurs propres réseaux. Par ailleurs, grâce à un financement complémentaire de 6 mois par la DDC, ces spots d'information sur le COVID – 19 ont été diffusés au niveau de 105 autres radios non –partenaires du studio Kalangou. Bref le Programme RAAYI, a démontré une grande flexibilité en prenant en compte l'information et la prévention sur la maladie à Corona Virus dans la production et la diffusion des messages en direction des populations dans huit langues du Niger et au-delà des médias partenaires.

##### **L'insécurité**

Le programme RAAYI a évolué dans un contexte d'insécurité à cause des menaces terroristes, la criminalité et le banditisme. Mais cette situation n'a pas empêché le Programme RAAYI d'améliorer le taux de couverture radiophonique du Niger grâce à une convention avec 52 radios partenaires et 7 télévisions privées et un réseau de correspondants du Studio. Malgré les risques sécuritaires évidents, les journalistes locaux ont su garder une ligne éditoriale professionnelle et dans le respect de l'éthique et de la déontologie du métier. Certes, il devient de plus en plus difficile d'obtenir des informations plurielles sur la situation sécuritaire à cause de la méfiance des sources d'informations et des risques potentielles qu'elles encourent tant vis-à-vis des groupes armés qu'auprès des autorités. Actuellement les déplacements des ONG nationale ou internationale sont soumis à des mesures de restrictions à travers l'organisation des convois militaires au niveau de toutes les régions du Pays. Mais cela n'empêche pas les professionnels des médias de s'adapter en utilisant leur carte professionnelle et des véhicules privés pour leurs déplacements dans le cadre de la couverture médiatique.

##### **L'instabilité politique**

Le processus démocratique au Niger a été interrompu par un coup d'Etat intervenu le 26 juillet 2023. Ce changement de régime a amené la CEDEAO et la communauté internationale à prendre des mesures économiques et financières drastiques ayant eu des répercussions sur la situation des médias nigériens : (i) suspension de la fourniture électrique ; (ii) difficulté de retirer l'argent des déposants au niveau des banques ; (iii) suspension des financements des projets et programmes qui sont aussi des sources de financement pour les radios partenaires ; (iv) une morosité économique au niveau des clients des radios partenaires qui limitent les capacités d'autofinancement de ces dernières. En conséquence, les médias partenaires du Studio Kalangou continuent de vivre dans une situation de précarité : précarité des radios et télévisions, précarité des journalistes. Malgré cette situation difficile, tous ces acteurs ont été résilients grâce à l'engagement des travailleurs des médias, des promoteurs privés, des associations et ONG qui assurent le portage institutionnel des médias partenaires. Le soutien financier du programme RAAYI aux médias partenaires a été déterminant pour la prise en charge des frais de fonctionnement des médias partenaires notamment les charges d'électricité et salaires du personnel.

##### **La liberté d'expression et journalisme professionnel**

Le programme RAAYI intervient dans un contexte où la liberté d'expression existe au Niger à travers les médias publics et privés et une institution de régulation des médias (CSC). En 2024, le Niger est classé 80 -ème pays sur 180 en matière de liberté de de presse par Reporter Sans Frontières. Toutefois il est important de souligner qu'il a chuté de 19 points en 2024 dans ce classement à cause principalement de la dégradation de l'indicateur sécuritaire : Le Niger est passé de 36 -ème place à la 107 -ème place.

L'exercice de la profession de journalisme privé au Niger devient de plus en plus difficile à cause de facteurs notamment (i) le manque de professionnalisme des journalistes ; (ii) un non-respect des normes de base, de l'éthique et de la déontologie du journalisme par les journalistes et les médias ; (iii) une précarité des conditions de travail des journalistes et une absence de protection sociale qui exposent certains d'entre eux à des risques d'instrumentalisation par des forces politiques au mépris des normes professionnelles de qualité ; (iv) risque d'emprisonnement amenant certains journalistes à s'auto-censurer en adoptant une ligne éditoriale trop prudente « je m'efforce de ne jamais diffuser une information sur les attaques terroristes avant la publication d'un communiqué officiel (témoignage d'un journaliste professionnel » et enfin (vi) la pratique du journalisme sans qualifications professionnelles reconnues (carte professionnelle délivrée par le CSC). Malgré toute cette évolution contextuelle, le Programme RAAYI a continué à promouvoir un journalisme professionnel, indépendant

et de qualité en développent les compétences des journalistes des médias partenaires.

#### 4.7.2 Visibilité du Programme RAAYI

D'une manière générale, le SK a choisi de ne pas faire de la communication, mais exclusivement de l'information. C'est sans doute ce qui explique en partie le fait que la plupart des parties prenantes ne connaissent pas le programme RAAYI en tant qu'initiative d'accompagnement des médias financée par la coopération suisse. Donc la visibilité du programme est très faible, surtout au niveau des radios partenaires et des auditrices / auditeurs. Autrement dit, la visibilité du programme RAAYI est noyée dans celle du studio Kalangou. Cette situation doit être corrigée dans la mesure où l'indépendance des médias n'est pas une raison suffisante pour ne pas reconnaître les efforts faits dans le cadre d'une coopération bilatérale, cette visibilité peut amener d'autres partenaires à s'engager en faveur d'un soutien plus important aux programmes d'appui des médias pour autant que les résultats sont incontestables et sans parti pris.

Toutefois il est important de souligner que le programme a su développer une stratégie de visibilité grâce à l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication. En effet, les statistiques du programme, indiquent qu'(i) environ 20 millions de personnes sont couvertes par les 52 radios et 7 télévisions partenaires ; (iii) 116.000 abonnés sur Facebook et 12.000 followers sur Twitter au 31/12.2023 et (iv) une moyenne mensuelle de 60'000 auditeurs et auditrices sur VIAMO ; (v) un groupe WhatsApp a été lancé. L'étude d'audience IMMAR réalisée en 2023, a estimé que les programmes du studio Kalangou et ses médias partenaires atteignent 3,4 millions d'auditeurs dont 49% de femmes, 36% de jeunes de 15 à 24 ans.

## 5. CONCLUSIONS RECOMMANDATIONS ET ORIENTATIONS POUR LA PHASE 2

### 5.1. Principales conclusions et enseignements tirés

Comme le montre le graphique en radar ci-dessous, le programme RAAYI est très bien connu comme un programme du Studio Kalangou, sans aucun lien et aucune visibilité comme un programme pour lequel la DDC a mandaté la Fondation Hironnelle qui l'exécute à travers le Studio Kalangou. Il s'agit d'un programme globalement pertinent et cohérent qui a été mis en œuvre de façon efficace et a impacté très positivement les médias en général et les radios communautaires et télévisions partenaires en particulier. Les auditrices / auditeurs ainsi que les citoyens au sens large du terme ont été également bien impactés. Son efficacité et sa durabilité sont moyennes, montrant ainsi la nécessité de repenser les stratégies d'intervention et les modalités de mise en œuvre des futurs appuis en faveur des médias.

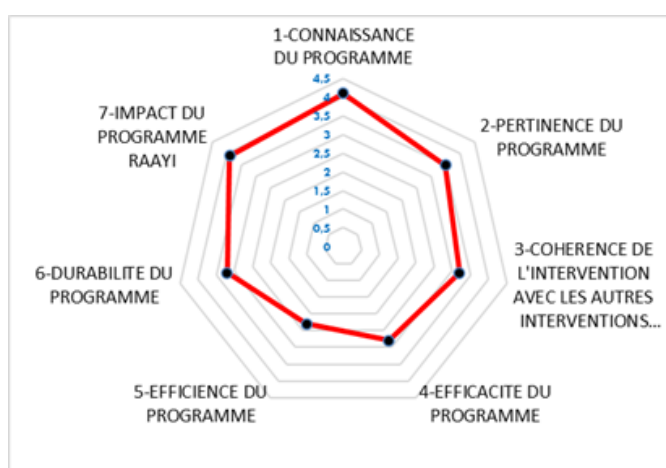


Figure 1 : Vue globale des appréciations du programme en tenant compte des critères d'évaluation

Les principaux enseignements tirés sont :

1. La mise en place d'un bon système de suivi technique et financier respectant les normes est indispensable pour donner la preuve des réalisations et faciliter le processus de reporting ;
2. Le contexte actuel, caractérisé par la transition peut être une opportunité que les acteurs de RAAYI peuvent saisir pour évoluer rapidement dans les réformes en vue de l'amélioration de l'environnement des médias au Niger ;
3. Une forte implication de la direction des médias communautaires, de la CN-RACOM et de l'ARTP dans la conception et la mise en œuvre de RAAYI aurait permis de toucher plus de cibles et de mettre à l'échelle beaucoup plus facilement les réalisations faites dans la mesure où il existe aujourd'hui 223 radios communautaires.
4. La durabilité des radios communautaires dépend largement de celle du Studio Kalangou

### 5.2. Synthèse des recommandations

#### Avant le terme du programme et à l'endroit du Studio Kalangou

- Utiliser les ressources non consommées sur les expertises court terme pour engager avec la Fondation Hironnelle la réflexion sur l'institutionnalisation du Studio Kalangou et le modèle d'affaires à développer avec les radios partenaires en vue d'assurer leur viabilité financière, technique et socio-culturelle pendant la phase 2
- Améliorer la visibilité et l'appropriation du Programme RAAYI par toutes les parties prenantes dont la plupart ignorent ses objectifs, résultats et stratégies d'intervention.
- Opérationnaliser la synergie entre le programme RAAYI et les volets communication des autres programmes de la DDC ou d'autres PTF qui interviennent dans la régulation des médias afin de couvrir le maximum des thématiques ( gouvernance, décentralisation, élections, cohésion sociale, paix, prévention / gestion de conflits, participation citoyenne, entrepreneuriat, genre et équité, droits humains

notamment) avec d'autres partenaires (Ex : HCP, EIRENE, ANIMAS SUTURA, diverses ONG et association de développement et divers programmes financés par les PTF sur le terrain, ex GENOVICO).

- Renforcer le processus de digitalisation engagé ainsi que les échanges d'expériences entre les pairs pour favoriser la capitalisation des acquis et les apprentissages mutuels.
- Intensifier la réalisation des co-productions Sahel avec des studios partenaires du Burkina Faso, du Mali et du Bénin afin de mieux adresser les problématiques régionales d'intérêt majeurs pour les populations cibles du Programme.

**Pour la formulation de la phase 2**, la mission recommande que :

- La DDC veille à ce que l'équipe en charge de la mission de formulation de la phase suivante adopte rigoureusement une approche de gestion axée sur les résultats de développement avec les exigences suivantes :
  - Construire une théorie de changement cohérente et articulée autour des trajectoires de changement avec une bonne identification et analyse des hypothèses et risques qui sous-tendent les outcomes proposés plus bas ;
  - Réaliser dès le démarrage de la phase 2 une étude de référence pour mieux connaître les acteurs de changement (y compris les clubs de radio et de bloggeurs) et préciser les indicateurs et les valeurs initiales à intégrer dans un cadre de mesure de performance ;
  - Doter l'unité de gestion du programme d'un manuel de suivi et évaluation basé sur un processus de planification et de budgétisation axées sur les résultats, qui décrit le système de collecte et d'analyse des données quantitatives et qualitatives nécessaires pour le renseignement des indicateurs ainsi que les tableaux de bord de suivi des indicateurs à présenter dans les rapports périodiques ;
  - Prévoir une évaluation à mi-parcours et mettre en place un plan de suivi et de gestion des risques au regard du contexte évolutif du Programme RAAYI afin de maintenir sa dynamique de flexibilité et d'adaptation.
- Adopter une stratégie multidimensionnelle de renforcement des capacités de toutes les parties prenantes (y compris les structures faitières et associations professionnelles des médias) basée sur l'approche PAC (Parcours d'acquisition des compétences)[3] pour assurer non seulement la professionnalisation des médias, mais aussi la spécialisation des journalistes afin qu'ils fournissent des services de qualité à valeur ajoutée dans les domaines d'intérêt qui ne sont pas encore pris en compte (la gouvernance politique, les thèmes liés à la religion, etc..).
- Intégrer dans la mise en œuvre de la phase 2 la prise en compte des expertises appropriées pour mener la campagne de plaidoyer et de lobbying indispensable pour obtenir les résultats liés à l'outcome 3 relatif à l'environnement propice pour les médias

### 5.3. Défis à relever et orientations pour la seconde phase

La mise en œuvre de la seconde phase du Programme RAAYI devra relever quatre grands défis.

#### 5.3.1 Le défi sécuritaire

De nos jours, le déplacement dans les zones de trois frontières, le lac Tchad et le long de la Komadougou Yobé est quasiment impossible pour les journalistes. Tout déplacement d'une ONG ou association telle que la Fondation Hirondelle est interdite sans escorte militaire. Dans ces conditions l'accompagnement de proximité des médias partenaires dans ces zones « rouges » devient problématique tout comme le maintien en activité de ces dernières à cause des risques d'attaques terroristes. Il s'avère nécessaire pour le programme RAAYI de concevoir et de mettre en œuvre un plan de suivi et de mitigation des risques pour faire face à ces situations car l'inaction serait plus grave. La prévention et gestion des risques dans un contexte de fragilité et de vulnérabilité dépasse la simple dimension de formation professionnelle ordinaire en journalisme.

#### 5.3.2 Aller au-delà du professionnalisme et accompagner la spécialisation des journalistes

En dépit des efforts des institutions de formation et du Programme RAAYI, force est de constater qu'il y a encore un besoin de renforcement des capacités techniques en journalisme afin de permettre aux populations nigériennes d'accéder à des informations fiables, sûres et à travers plusieurs sources d'informations. L'application des normes journalistiques et le respect des règles d'éthique et de déontologie du métier de journaliste restent des enjeux majeurs pour éviter des situations d'instrumentalisation des médias à des fins politiques. Le respect des lignes éditoriales du studio Kalangou et des médias partenaires dans le traitement de l'information doit être préservé. A cet égard, ce qui a été fait jusqu'à présent mérite d'être renforcé, surtout en termes de maîtrise des domaines très sensibles comme la politique, la religion et la culture dans lesquels les journalistes doivent se former et se spécialiser afin d'offrir aux auditrices et auditeurs de bonnes productions sur ces thèmes qui ne sont pas facilement traités. Le plan de renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles proposé pourra mieux traiter cette préoccupation.

#### 5.3.3 L'autonomie financière des médias partenaires et du studio Kalangou

En l'absence de véritables stratégies de financement et d'autofinancement, la totalité des médias partenaires vivent dans la précarité. Les sources de financement et d'auto-financement se réduisent progressivement rendant l'équilibre financier des organes de ces médias incertain. En conséquence la majorité des journalistes de ces médias privés n'ont pas accès à un salaire décent et à une protection sociale garantie. Ces mauvaises conditions de travail de ces derniers justifient parfois le non-respect des règles d'éthique et de déontologie face aux risques d'instrumentalisation des médias. Bref les médias sont confrontés à un manque de professionnalisme et à une incapacité d'acquisition et de renouvellement de matériels car les recettes générées par la publicité, sont très aléatoires et ne suffisent pas à faire. Par ailleurs, les radios communautaires ne sont même pas autorisées à accéder à ce type de ressources alors que les contributions attendues des collectivités locales aussi ne viennent pas comme prévu.

#### 5.3.4 La communication pour le développement à travers les radios communautaires

Le programme RAAYI développe un partenariat avec les radios communautaires qui n'ont pas la même vocation que le studio Kalangou et les médias privés commerciales. En effet, les radios communautaires sont des outils de communication et d'animation qui sont appelés à développer une offre d'émissions de qualité, répondant aux besoins d'information, d'éducation, de développement et de divertissement de la communauté dont elles sont issues. Elles contribuent à l'éveil des populations, leur sensibilisation sur les actions de développement et constituent des instruments d'expression de la citoyenneté. En outre elles véhiculent des messages de paix et de cohésion sociale, contribuant ainsi à la prévention et de résolution de conflits au Niger. La redynamisation de la communication au développement via les

[3] Une brève description de cette approche est présentée en annexe 6



### 5.3.5 Le défi de la co-production transfrontalière

Les réalités sociales, culturelles, économiques et environnementales entre les pays sahéliens dans la zone des trois frontières d'une part et dans les zones transfrontalières du Niger avec le Nigéria et la Zone transfrontalière Gaya / Kamba (Nigéria) et Malanville (Bénin) posent de réels défis de co-production transfrontalière. Ces réalités ont fait l'objet d'une dynamique de co-production entre le studio Kalangou et les radios du Burkina Faso et du Mali qui a été lancée avec des résultats intéressants. Il faudra donc consolider ces acquis et les mettre à l'échelle en recherchant un partenariat dynamique avec la Fédération des Radios Communautaires et Assimilées du Bénin (FERCAB) et ses radios communautaires membres qui émettent dans les zones frontalières. Il est important de souligner que ce créneau intéresse aussi des chaînes internationales qui diffusent leurs productions et informations à travers un réseau de radios commerciales et radios communautaires. Il s'agit des radios internationales telles que RFI, BBC, DW et radio Iran International qui diffusent des informations et autres productions via les radios partenaires du studio Kalangou.

### 5.4. Propositions de pistes de formulation de la phase II

Sur la base de l'analyse de la situation, des limites de la théorie du changement et du cadre logique du Programme RAAYI, la mission d'évaluation suggère que la formulation de la phase 2 repose sur une théorie de changement plus élaborée et détaillée, avec des hypothèses et risques ainsi que des indicateurs à la fois quantitatifs et qualitatifs. Dans cette logique, les propositions de reformulation et de rajout sont faites comme pistes à explorer et approfondir pour la formulation de la phase II.

#### Impact (Reformulation) :

Les populations nigériennes participent plus efficacement à la construction de la démocratie et à la stabilité du pays en promouvant une culture de la paix, grâce à un environnement favorable aux médias qui fournissent une information de qualité

#### Outcome (Reformulation et rajout)

- Outcome1 : La population nigérienne y compris les femmes et les jeunes est mieux informée et participe plus activement dans les débats démocratiques ;
- Outcome 2 : Les radios partenaires se professionnalisent, améliorent la qualité de leur production et consolident leur viabilité financière grâce à la mise en œuvre d'un plan de renforcement des capacités individuelles, organo-fonctionnelles et institutionnelles
- Outcome 3 : Les médias bénéficient d'un environnement plus propice qui facilite leur durabilité et leur contribution aux efforts de développement national et régional

#### Résultats (Reformulation et rajout)

- Résultat n°1.1 : Des nombreuses sources d'informations offrent aux citoyens des informations fiables et objectives qui répondent à leurs besoins
- Résultat n°1.2 : La population nigérienne y compris les femmes et les jeunes participent plus systématiquement aux débats démocratiques et exigent plus de redevabilité aux détenteurs de pouvoir ;
- Résultat n°2.1 : Les capacités individuelles, organisationnelles et institutionnelles, des médias privés partenaires et de leurs faitières sont renforcées ;
- Résultat n°2.2 : Le Studio Kalangou s'institutionnalise et développe, en partenariat avec les faitières / associations professionnelles, un modèle d'affaires qui contribue à l'autonomisation des radios partenaires et membres ;
- Résultat n°3.1 : Les réformes en faveur d'un environnement favorable aux médias privés ont abouti grâce aux efforts concertés de leurs structures faitières, des institutions de régulation et de tutelle et des Organisations de la Société Civile ;
- Résultat n°3.2 : La contribution des médias privés aux efforts de développement national et régional a accru grâce à un partenariat multi-acteur et multisectoriel en matière de communication.

## LISTE DES ANNEXES

- Annexe 1 : Termes de référence de la mission
- Annexe 2 : Liste des radios partenaires
- Annexe 3 : Programme de déroulement de l'atelier d'auto-évaluation
- Annexe 4 : Rapport de synthèse de l'autoévaluation
- Annexe 5 : Outils de collecte des données utilisés
- Annexe 6 : Brève description de l'approche de renforcement des capacités
- Annexe 7 : Listes des personnes rencontrées et des participants aux ateliers d'auto-évaluation et de validation du rapport provisoire

[3] Une brève description de cette approche est présentée en annexe 6

## **LISTE DES ANNEXES**

Annexe 1 : Termes de référence de la mission

Annexe 2 : Liste des radios partenaires

Annexe 3 : Programme de déroulement de l'atelier d'auto-évaluation

Annexe 4 : Rapport de synthèse de l'autoévaluation

Annexe 5 : Outils de collecte des données utilisés

Annexe 6 : Brève description de l'approche de renforcement des capacités

Annexe 7 : Listes des personnes rencontrées et des participants aux atelier d'auto-évaluation et de validation du rapport provisoire

## **Annexe 1 : Termes de référence de la mission**

**Programme d'Appui aux Médias (RAAYI), Phase 1**

**Evaluation finale**

**Invitation à soumissionner**

**Aout 2023**

---

## Sigles et abréviations :

Sigle ou Abréviation	Définition
<i>Art.</i>	<i>Article</i>
<b>APCA</b>	<b>Association des Professionnelles Africaines de la communication</b>
<b>BP</b>	<i>Boîte postale</i>
<b>Buco</b>	<i>Bureau de Coopération</i>
<b>CENI</b>	<i>Commission Electorale Nationale Indépendante</i>
<b>CHF</b>	<i>Franc suisse</i>
<b>CG</b>	<i>Conditions Générales</i>
<b>CSPM</b>	<i>Gestion des Programmes sensible aux conflits</i>
<b>CSC</b>	<i>Conseil Supérieur de la Communication</i>
<b>DDC</b>	<i>Direction du Développement et de la Coopération</i>
<b>DFAE</b>	<i>Département Fédéral des Affaires Etrangères</i>
<b>DNH</b>	<i>Do No Harm</i>
<b>FCFA</b>	<i>Franc de la Communauté Financière Africaine</i>
<b>IFTIC</b>	<i>Institut de Formation aux Techniques de l'Information et de la Communication</i>
<b>KARIA</b>	<i>Programme Protection DDC Niger</i>
<b>LNOB</b>	<i>Leave No One Behind</i>
<b>OCDE</b>	<i>Organisation de coopération et de développement économiques</i>
<b>OMP</b>	<i>Ordonnance du 11.12.1995 sur les marchés publics</i>
<b>ONG</b>	<i>Organisation Non Gouvernementale</i>
<b>OSC</b>	<i>Organisation de la Société Civile</i>
<b>PACT</b>	<i>Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales</i>
<b>PAGOD</b>	<i>Programme d'Appui à la Gouvernance Démocratique</i>
<b>PHRASEA</b>	<i>Programme d'Hydraulique rurale, Hygiène Assainissement</i>
<b>PTF</b>	<i>Partenaires Techniques et Financiers</i>
<b>RAAYI</b>	<i>Programme d'Appui aux Médias</i>
<b>RP</b>	<i>Radios Partenaires</i>
<b>RS</b>	<i>Réseaux sociaux</i>
<b>CN-RACOM</b>	<i>Coordination Nationale des Radios Communautaires du Niger</i>
<b>SADEL</b>	<i>Sécurité Alimentaire et Développement Economique Local</i>
<b>SAO</b>	<i>Section Afrique de l'Ouest</i>
<b>TDRs</b>	<i>Termes de Références</i>

## 1. Données de base

## 1.1 Domaine d'intervention : La Suisse dans le secteur de la gouvernance au Niger

### Les médias, pilier essentiel de toute société démocratique

La Coopération Suisse est active dans le secteur de la Gouvernance depuis de nombreuses années en contribuant par exemple au renforcement des institutions démocratiques en vue de préserver, de protéger et d'élargir l'espace démocratique et civique pour permettre la participation de tous les citoyens. Dans sa collaboration avec les médias, la Suisse adopte une double approche : d'une part en agissant comme vecteur de développement et de l'autre en participant activement à la gouvernance. Les médias sont des intermédiaires indispensables entre les individus et le reste de la société. De plus, ils contribuent à façonner la nature même de la société en jouant un rôle de charnière entre les citoyens et les événements d'actualité, ainsi que les institutions sociales, économiques, culturelles et politiques. Les médias représentent des canaux pour que ces institutions puissent interagir avec les citoyens et viceversa. Les médias sont considérés comme un levier important pour la promotion de la gouvernance, car ils renforcent la participation citoyenne et politique, ainsi que les mécanismes de redevabilité horizontaux et verticaux. Un tel secteur contribue inéluctablement aux objectifs clés de la bonne gouvernance, comme donner une voix au peuple, renforcer la responsabilité, et promouvoir la transparence – et ce non pas à travers la diffusion de messages sur ces problématiques, mais plutôt par le biais de son existence même.<sup>1</sup> La Suisse, en soutenant la professionnalisation du secteur médiatique et la promotion de la participation citoyenne via les médias, fait la promotion d'une gouvernance inclusive et soucieuse du bien-être des populations. Le programme RAAYI vise également le renforcement des structures étatiques, notamment celles en charge de la régulation tel que le Conseil Supérieur de la Communication (CSC), la forte implication des faitières des radios communautaires dans le choix des radios partenaires, l'association de différents acteurs comme la Commission Electorale Nationale Indépendante CENI, l'Association des Professionnelles Africaines de la Communication APAC, le Ministère en charge de l'Intérieur et de la décentralisation MID pour le choix des thématiques et la recherche d'une meilleure coordination entre acteurs, y compris les Partenaires Techniques et Financiers PTF. Le programme RAAYI complète le portefeuille gouvernance de la coopération suisse, qui comprend : i) le PAGOD (renforcement du dispositif électoral, l'implication des femmes et des jeunes dans le processus politique ainsi que la transparence dans la gestion des industries extractives), ii) le PACT (renforcement des capacités des collectivités territoriales pour une meilleure délivrance des services publics), iii) le programme protection humanitaire KARIA (en démarrage), qui se développe autour de la protection et de l'assistance aux personnes déplacées et réfugiées, et iv) le NARIMEY, qui adresse la thématique de la migration. Ces différents programmes adressent des problématiques pertinentes et complémentaires qui reflètent les valeurs de la Suisse et maximisent l'impact de son empreinte et de son savoir-faire dans le secteur de la gouvernance au Niger : gouvernance locale, développement local, gestion rationnelle et transparente des ressources, droits humains, participation citoyenne, redevabilité, accès aux services sociaux de base. Le point de départ pour tous ces programmes part du principe que la mauvaise gouvernance est étroitement liée aux situations de fragilité et de conflit. Ces dernières sont systématiquement associées à des actes de violence et des abus de pouvoir par des acteurs étatiques ou non étatiques, à une faiblesse des institutions et des processus politiques ainsi qu'à un faible niveau de confiance. Ce programme est en cohérence avec les orientations du programme Niger 2020-2024.

### 1.2 Contexte du pays

Le Niger présente le paradoxe d'avoir été un des pays les plus avancés de la région en ce qui concerne les progrès dans le secteur des médias, notamment au niveau du cadre législatif. Toutefois, malgré une baisse encourageante du nombre d'atteintes à la liberté de la presse, le contexte régional a encore un impact significatif, tant sur la sécurité des journalistes que sur l'accès à l'information de la population. Les observateurs des médias au Niger s'accordent sur le constat suivant : pluralité des organes, mais pluralisme encore rare, et plus rares encore de médias au service du public et de l'intérêt général. Les médias du Niger semblent incapables de jouer ce rôle attendu d'eux en matière d'appui à la participation des citoyens, d'éclairage des opinions par des débats constructifs et de veille sur l'action publique. La promotion de la bonne gouvernance comme levier pour induire des changements durables en matière de développement dans les différents secteurs (éducation, sécurité alimentaire, climat, etc) est essentielle. Les médias sont un des acteurs clés pour favoriser la participation citoyenne et l'obligation de reddition des comptes. Globalement, on peut dire qu'au Niger la situation socio-politique et économique se dégrade (tensions politiques, jeunes et femmes marginalisées dans les processus, pauvreté). Le Niger évolue dans un contexte régional de grande instabilité, grevant le budget national (environ 20% pour la sécurité) au détriment du développement. La persistance de ces problèmes malgré les alternances politiques fait naître des questionnements au sein de la population, notamment les jeunes qui ne croient plus en ses représentants et en elle-même. La jeunesse a du mal à entrevoir des perspectives sur son avenir et sur sa contribution à la construction du pays. L'incapacité de la société civile à jouer pleinement son rôle d'interpellation malgré sa diversité constitue un enjeu de taille. Toutefois, l'existence d'un dispositif institutionnel et d'un cadre légal, bien que contesté, pose les bases pour la régulation et l'amélioration du processus démocratique.

<sup>1</sup> Kalathil, Shanthi, « Developing Independent Media as an Institution of Accountable Governance : A how to guide, » The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank, 2011: 4.

### 1.3 Le Programme d'Appui aux Médias (RAAYI)

Le Niger a amorcé depuis trois décennies un processus démocratique qui est confronté à de nombreuses difficultés tant d'ordre institutionnel (trois interruptions violentes du processus électoral), que liées au comportement des acteurs. Dans l'intérêt d'une mitigation de l'instabilité la Suisse, à travers RAAYI, vise l'amélioration de la participation politique et la gouvernance inclusive, ainsi que le renforcement de la paix sociale moyennant une participation active de la population nigérienne, y compris les hommes et les femmes et la professionnalisation des radios partenaires (qualité production et viabilité financière). Prévue pour une durée de 5 ans, la phase actuelle était prévue du 01.11.2018 au 31.10. 2023. Toutefois, afin de disposer du temps nécessaire à la finalisation des activités prévues pour la phase 1 et pour la planification de la phase 2, une prolongation de la phase a été faite jusqu'au 31 mars 2024.

#### 1.3.1 Bref aperçu de l'évolution du programme

Entre 2015 et 2018, la Suisse a appuyé le Studio Kalangou de la Fondation Hirondelle dans son installation et la consolidation de ses acquis. De ces initiatives sont ressorties les nécessités de :

- Conforter les médias dans leur rôle d'information, de prévention et de régulation des tensions sociales, notamment vis-à-vis de l'extrémisme violent
- Rechercher des canaux et approches novatrices pour intéresser les femmes et les jeunes sur des questions citoyennes.
- Professionnaliser les journalistes et les radios partenaires tout en assurant un équipement adéquat, afin d'atteindre un effet dans la durée.
- Amener le Studio Kalangou à développer une stratégie de durabilité autonome, réduisant sa dépendance envers des financements extérieurs.

Sur la base des expériences de studio Kalangou en matière d'appui aux médias nigériens, ainsi que de l'analyse des enjeux et des défis du développement au Niger, le programme RAAYI a été pour répondre aux enjeux suivants :

- La professionnalisation des acteurs des médias : renforcer les radios nigériennes (radios partenaires) tant sur des aspects journalistiques que de management et techniques. En effet, les radios nigériennes doivent pouvoir disposer de moyens pour produire des programmes de proximité de qualité sur des thématiques de société ou en lien avec la gouvernance. Les instances de régulation telle que le Conseil Supérieur de la Communication sont également renforcés.
- La participation des femmes et des jeunes aux processus de décision via la production de programmes stimulant l'émergence d'une opinion publique responsable et engagée au Niger pour une appropriation par la population nigérienne de son propre développement, justement en lui donnant l'information utile sur les priorités de développement du Niger, et en les faisant participer au débat sur la prise en compte de ces priorités par leurs gouvernants.
- Faire face aux défis régionaux : les défis auxquels doit faire face le Niger présentent des similarités avec ses voisins Burkina Faso, Mali, mais avec des spécificités. Le développement du pays est notamment fortement conditionné par la stabilité et la sécurité intérieures et frontalières

- Lutter contre l'instrumentalisation des médias :

Il faut relever que, bien que le rôle des radios communautaires et privées soit aujourd'hui reconnu, leur travail comporte aussi des risques. De nombreuses radios sont créées dans des communautés qui n'ont ni structure, ni tradition démocratique. Ces médias peuvent devenir de puissants outils de propagande, envenimer les conflits, voire même se transformer en «armes de guerre», d'où l'importance d'un média qui traite l'information de façon factuelle.

Les thèmes transversaux – le genre et la gouvernance – sont au cœur de RAAYI. Ainsi, des émissions spécifiques traitant du sujet des égalités entre hommes et femmes, mais aussi de la situation spécifique des femmes (droits, réalités et changements possibles) sont produites et diffusées. Aussi, la gouvernance est centrale pour ce programme, vu que des émissions spécifiques sur les élections, mais aussi des thèmes comme les droits humains, la liberté de la presse, la redevabilité ou la participation citoyenne tant au niveau national que local ont été réalisées et diffusées. La gouvernance interne des radios partenaires est aussi un sujet clé.

L'objectif général du programme est : « La participation politique s'améliore, la gouvernance est plus inclusive et la paix sociale se renforce »

L'hypothèse de changement est que :

- Le programme et le développement au Niger :
  - Si Studio Kalangou produit et diffuse des programmes indépendants, factuels et pertinents à travers le pays, la probabilité que la population du Niger soit mieux informée et accède à une information vitale s'accroît. Si la population nigérienne a un meilleur accès aux informations et à l'actualité, alors elle aura la connaissance nécessaire pour prendre de meilleures décisions ayant un impact sur son propre développement et sa sécurité.
  - Si Studio Kalangou produit et diffuse un programme quotidien qui permet aux auditeurs de réagir et d'interagir, alors les citoyens nigériens disposeront de davantage d'opportunités pour faire entendre leurs voix. Si les auditeurs ont davantage d'opportunités pour faire entendre leurs voix, il est probable qu'ils s'impliqueront davantage dans les stratégies et processus de développement dans le pays, renforçant ainsi leur appropriation de ces stratégies et processus. Si l'appropriation par les citoyens nigériens des processus de développement de leur pays augmente, alors les chances que les stratégies de développement réussissent augmenteront.
  
- Le programme et la bonne gouvernance au Niger :
  - Si Studio Kalangou et les radios partenaires produisent et diffusent des programmes d'information et de débat qui encouragent les discussions sur les politiques publiques en permettant aux citoyens, aux experts, à l'opposition et au gouvernement de s'exprimer, la probabilité s'accroît que le gouvernement prenne davantage ces différents points de vue en considération dans ses processus décisionnels. Si le gouvernement prend en compte les besoins des citoyens, des experts, et de l'opposition quand il prend des décisions, alors les politiques publiques reflèteront et répondront davantage aux besoins de toutes les composantes de la société.
  - Si Studio Kalangou et les radios partenaires produisent et diffusent des programmes d'information et de débat qui encouragent les discussions sur les politiques publiques en permettant aux citoyens, aux experts, à l'opposition et au gouvernement de s'exprimer, alors les citoyens seront davantage en mesure de décrypter les actions et décisions du gouvernement. Si le citoyen dispose d'une meilleure lisibilité sur les actions et décisions du gouvernement, il sera davantage en mesure d'exiger une gestion publique responsable ; et de placer sa confiance dans les décideurs qui privilégient l'intérêt général. Si davantage de gouvernants sont investis de la confiance du citoyen, alors leurs politiques auront un meilleur impact et seront plus efficaces.
  
- Le programme et la stabilité :
  - Si Studio Kalangou donne des informations pertinentes et vérifiées sur la situation sécuritaire dans toutes les régions du pays, alors les populations disposeront des éléments leur permettant d'assumer des comportements responsables pour minimiser les risques sécuritaires qu'elles encourent. Si les populations peuvent assumer un comportement responsable, alors il y a moins de chances que des rumeurs se développent et produisent des effets néfastes ; et les risques d'incidents sécuritaires seront réduits.
  - Si Studio Kalangou donne des informations pertinentes sur les activités des forces de sécurité nigériennes et internationales aux populations, il est probable que le sentiment qu'ont ces populations que ces actions se déroulent dans l'opacité totale et contre leurs intérêts diminue. Si ce sentiment de complot se réduit, alors les populations auront une image plus positive des efforts sécuritaires consentis, et seront probablement plus enclins à faciliter le travail des forces de sécurité.

### 1.3.2 Les principaux acteurs du programme :

Les groupes cibles :

- Les radios et TV partenaires (52 radios et 7 TV partenaires)
- Les journalistes du Studio Kalangou
- Les institutions indépendantes et la société civile : la commission électorale nationale indépendante (CENI) et les OSC (jeunesse, femmes, inclusion, paix, cohésion sociale, droits humains, etc.)
- La population (avec un focus sur les femmes et les jeunes).

Les partenaires de mise en œuvre :

- Le Conseil Supérieur de la Communication (CSC),

## 2. Mandat de l'évaluation

L'objectif principal de la prestation est de conduire l'évaluation de la mise en œuvre de la phase 1 du programme RAAYI selon les principes d'évaluation de l'OCDE. Le mandataire pourra également proposer toute autre approche qu'il jugera plus adaptée en prenant le soin de faire ressortir dans son offre sa valeur ajoutée.

L'évaluation doit inclure une démarche d'auto-évaluation tout en identifiant les grandes orientations de la prochaine phase. Il s'agira à travers cet exercice d'amener les différentes parties prenantes à poser un regard critique sur les différents aspects de la mise en œuvre, apprécier les processus et les rôles des parties prenantes et apprécier les résultats du programme et les principales leçons tirées. L'évaluation doit également trouver des indices permettant de savoir si la théorie du changement choisie peut être étayée. Cet exercice devrait permettre de disposer d'éléments pour la formulation de la phase 2 qui intégrera prioritairement les enjeux liés à : la participation politique et civique des femmes et des jeunes, l'éducation et la culture aux médias, la lutte contre la désinformation, le renforcement de la présence en ligne des médias, le renforcement des curricula, les dynamiques et enjeux du dialogue intergénérationnel, les médias comme outils de redevabilité, la gouvernance locale, la décentralisation, migration, etc...

### 2.1 Orientations générales de l'évaluation :

De manière plus spécifique, il s'agira de :

- Mesurer l'atteinte des résultats stratégiques du programme,
- Identifier les contraintes majeures et des mesures correctives,
- Analyser le niveau d'adaptabilité du programme à l'évolution du contexte,
- Formuler des recommandations et proposer des orientations stratégiques et des modalités institutionnelles permettant de concevoir la prochaine phase du programme.

L'évaluation se fera en deux étapes :

#### 1. Une première phase pour établir le bilan de mise en œuvre :

Au cours de cette étape, le prestataire rencontrera les différentes parties prenantes pour des échanges autour des aspects suivants : pertinence, cohérence, efficacité, efficience, durabilité. Au cours de l'étape initiale, les évaluateurs, en accord avec la DDC, affineront les questions suggérées ci-dessous, structurées selon les critères du CAD de l'OCDE. Ces questions seront toujours traitées par les consultants/es sous l'angle des résultats atteints (succès, limites, défis) ainsi que des recommandations d'amélioration pour le futur programme. Le mandataire pourra proposer dans son offre d'autres questions additionnelles.

#### 2. Une deuxième phase prospective :

L'évaluation doit également trouver des indices permettant de savoir si la théorie du changement choisie peut être étayée. Cet exercice devrait permettre de disposer d'éléments pour la formulation de la phase 2 qui intégrera prioritairement les enjeux liés à : la participation politique et civique des femmes et des jeunes, l'éducation et la culture aux médias, la lutte contre la désinformation, le renforcement de la présence en ligne des médias, le renforcement des curricula, les dynamiques et enjeux du dialogue intergénérationnel, les médias comme outils de redevabilité, la gouvernance locale, la décentralisation, migration, etc...

Pertinence :

- Dans quelle mesure le programme répond-t-il aux besoins prioritaires des groupes cibles (radios partenaires, journalistes du Studio Kalangou, institutions indépendantes et la société civile : la commission électorale nationale indépendante (CENI) et les OSC, population (avec un focus sur les femmes et les jeunes), Collectivités Territoriales)
- Dans quelles mesures les programmes proposés répondent-ils aux attentes et besoins des citoyens et citoyennes ?
- Dans quelle mesure le programme a-t-il renforcé les capacités des différents acteurs aussi bien (Niamey et Région) ?
- Dans quelle mesure le programme a-t-il permis à ces acteurs de développer des capacités d'adaptation aux contextes ?
- Dans quelle mesure le programme a-t-il permis aux organisations et acteurs de la société civile, aux auditeurs et auditrices et aux institutions de régulation d'influer sur les enjeux et thématiques discutés et traités, sur la gouvernance interne, l'institutionnalisation de la culture de redevabilité et la transparence ?
- Dans quelle mesure le dispositif institutionnel du programme est-il approprié : ancrage de la tutelle ? comité de pilotage ? Dans quelle mesure le mandataire d'exécution a-t-il assuré la conduite efficace et efficiente du programme ?

- Dans quelle mesure le programme adresse-t-il les thématiques transversales de la DDC (LNOB, DNH, Genre, CSPM) ?
- Quels effets secondaires indésirables le programme peut-il avoir eu ?

#### Cohérence

- En quoi les appuis de RAYI sont-ils complémentaires avec les programmes des principaux PTF qui soutiennent les médias, les instances de régulation et les faitières des médias, la gouvernance, la décentralisation, les élections, la société civile, la participation citoyenne, le changement de mentalité, le leadership féminin, les droits humains ?
- Quelles sont les collaborations et les plus-values avec les autres programmes du domaine gouvernance (focus : PAGOD, RAYI, PACT) et avec les autres domaines du programme de coopération SADEL et Education ?
- En quoi le partenariat avec le CSC renforce et complète les actions mis en place par la Fondation Hironnelle ?

#### Efficacité (résultats, effets, impacts)

- Dans quelles mesures les résultats, effets et impacts escomptés du programme ont-ils été atteints en termes de : i) production d'information de qualité et répondant aux besoins des auditeurs, programmes spécifiques jeunes et femmes adaptés à leur besoins ii) couverture nationale et accessibilité aux programme via les RP, RS et web, iii) participation politique et civique des femmes et des jeunes; iv) professionnalisation des médias ; v) redevabilité, transparence au niveau de la gestion des CT vi) soutien à la société civile et des faiseurs d'opinion et acteurs de changement.

Plus spécifiquement :

##### Participation au développement du Niger :

- Dans quelles mesures les productions du SK et des radios partenaires ont permis aux citoyens de prendre de meilleures décisions sur leur vie de citoyens (droits, sécurité, éducation, réduction des inégalités Homme/Femmes, entrepreneuriat, pandémie COVID 19, pratiques néfastes, etc.)
- Dans quelles mesures les productions du SK et des radios partenaires ont permis aux citoyens de s'exprimer et de s'impliquer davantage dans les stratégies et processus de développement de leur pays (participation citoyenne, participation politique, entrepreneuriat, vie associative etc.)?
- Dans quelles mesures les productions du SK et des radios partenaires ont permis aux citoyens de mieux comprendre les processus électoraux et de davantage participer aux élections ?

Bonne gouvernance : ○ Dans quelles mesures les productions du SK et des radios partenaires ont permis la prise en compte des différents points de vue, des besoins des différentes composantes de la société par le gouvernement, les STD et les CT? ○ Dans quelles mesures les productions du SK et des radios partenaires ont permis aux citoyens de mieux décrypter les actions et les décisions du gouvernement ? ○ Dans quelles mesures les productions du SK et des radios partenaires ont permis aux citoyens d'exiger une redevabilité du gouvernement, STD et CT ? ○ Dans quelles mesures les productions du SK et des radios partenaires ont permis de renforcer la confiance des citoyens envers les décideurs et les politiques publiques ?

##### Stabilité :

- Dans quelles mesures les productions du SK et des radios partenaires ont permis aux citoyens d'assumer des comportements responsables pour minimiser les risques sécuritaires ?
- Dans quelles mesures les productions du SK et des radios partenaires ont permis aux citoyens d'avoir une image plus positive des efforts sécuritaires consentis par les FDS nigériennes et internationales ?
- Dans quelles mesures les productions du SK et des radios partenaires ont permis aux citoyens de mieux collaborer avec les FDS ?
- Dans quelle mesure les productions ont permis aux collectivités territoriales, aux OSC, aux institutions indépendantes de l'état et autres partenaires du programme de contribuer à la cohésion sociale, à la prévention et gestion des conflits ?

- Est-ce que les journalistes des zones d'insécurité ont été en mesure de continuer leurs activités ?

Partenariats et coopérations : o Dans quelle mesure le CSC, CN-RACOM, l'ARTPN, l'APCA, L'IFTIC, la CENI, les OSC, les CT participent-ils à la définition des sujets à couvrir et au contenu des formations et des productions décentralisées ?

Dialogue politique : o Dans quelle mesure le programme et le partenariat avec le CSC a permis une meilleure prise en compte de la liberté de la presse au niveau du jeu/cadre politiques ?

- Dans quelle mesure le partenariat avec le CSC a permis une meilleure prise en compte de la question de la régulation de la presse en ligne et des RS aussi bien au Niger que dans la sous-région ?
- Dans quelle mesure le programme RAAYI a renforcé la liberté de la presse au Niger ?
- Quel a été le rôle de la société civile et des médias sur le dialogue politique ?

Professionnalisation des médias et du CSC :

- Dans quelle mesure le soutien apporté au RP (journalistes, rédacteurs, services de soutien (techniques, Ressources Humaines, gestion, Finances, Marketing) est adapté à leurs besoins et leur permet de mieux traiter l'information ?
- Dans quelle mesure les RP ont eu à améliorer leur viabilité financière et ainsi réduire le clientélisme ?
- Dans quelles mesures les capacités opérationnelles du CSC et des journalistes ont été effectivement renforcées ?

Participation citoyenne/Équité/inclusion : o Dans quelle mesure les femmes et les jeunes ont plus participé dans les processus électoraux ? Cela a-t-il permis d'influencer le jeu politique ?

- Dans quelle mesure le programme a favorisé la mise en place de nouveaux espaces d'expression citoyenne ? o Dans quelle mesure le programme a adressé les préoccupations des groupes vulnérables, minoritaires (ethnies, langues) (LNOB) et des zones fragiles ?
- Le programme a-t-il permis une réduction des inégalités de genre et compétences en genre des différents acteurs en termes de prise en compte des femmes et des jeunes dans leurs activités ? o Dans quelles mesure le programme a permis d'assurer la visibilité des femmes, de leurs droits et de leurs initiatives ? o Dans quelle mesure le programme a influencé la transparence dans la gestion des ressources à tous les niveaux ?

### Efficiences

- Le programme a-t-il été réalisé selon les critères d'efficience ou aurait-il pu avoir plus d'impact si les ressources avaient été utilisées différemment ?
- Est-ce que les coûts du programme étaient réalistes (sur ou sous-estimés) au regard des résultats atteints ?
- Les objectifs du programme ont-ils été atteints dans les délais prévus ? Si non, pourquoi pas ?
- Evaluer les synergies créées par le programme (mise en réseau des partenaires entre eux et synergies avec d'autres PTF et l'Etat sur des modalités de cofinancement) et les obstacles qui empêchent de telles synergies et les opportunités pour une plus grande efficience dans ce domaine
- Les processus de pilotage du programme ont-ils permis de rationaliser et d'optimiser les différents financements dans une logique de complémentarité ?
- Quelles sont les mesures et pratiques mises en place par les différents acteurs pour une gestion efficiente des ressources ? Quels sont leurs points faibles ?

### Durabilité

- Quel est le portage observable pour les résultats du programme par les différents acteurs ?
- Outre le soutien de la DDC, quelles sont les autres ressources financières mobilisées par les différents partenaires ? Disposent-ils de stratégies programmatiques pluriannuelles ou autres ?
- Dans quelle mesure le programme est-t-il novateur dans la démarche, les acteurs ?

- Comment le CSC/Ministère de la Communication assurant la tutelle du programme, compte-tenu de l'échelle les bonnes pratiques issues du programme ?
- Dans quelle mesure les bonnes pratiques du programme inspirent les autres PTFs ? Est-ce que les résultats peuvent être mis à l'échelle par d'autres acteurs (PTF, RP, Fautières)?
- En termes de compétences : est-ce que les journalistes et RP appuyés disposent des compétences requises pour assurer de manière autonome, efficace et durable leurs rôles/responsabilités ?

#### Adaptativité/Visibilité

- Quelles sont les contraintes majeures/ leçons apprises clés à prendre en compte pour la formulation de la phase 2 ? Quelles mesures correctives sont à mettre en place pour optimiser la prochaine phase ?
- Dans quelle mesure la visibilité du programme sur les réseaux sociaux a-t-elle été assurée ?
- Dans quelle mesure le potentiel des NTIC /Digitalisation a-t-il été exploité ?
- Eu égard à l'évolution du contexte politique et sécuritaire sous régional, quels sont les principaux défis et enjeux et les mesures anticipatives à prendre pour une prochaine phase du RAAYI?

### 3. Méthodologie de l'évaluation

L'évaluation envisagée du programme est une démarche mixte entre une revue externe et un processus d'autoévaluation qui permet de fertiliser les avantages des deux approches. Elle se fera en trois grandes parties par les évaluateurs :

- Une visite de terrain et les échanges avec les différents acteurs,
- L'atelier d'autoévaluation avec les différentes parties prenantes à la mise en œuvre du programme,
- L'analyse et la mise en commun des différents constats pour finaliser l'évaluation,
- Un atelier de restitution des conclusions finales de l'évaluation.

#### A-Visite de terrain

La visite de terrain sera essentiellement articulée autour des objectifs atteints dans la zone d'intervention du programme (8 régions du Niger). La liste non exhaustive des questions rappelées dans le point 2 serviront de base pour orienter les échanges avec les différents acteurs.

#### B- Atelier d'autoévaluation

L'atelier d'autoévaluation sera organisé en trois grands temps :

- Un premier moment de mise en commun et de discussions sur les principaux résultats de RAAYI liés aux indicateurs d'outcomes ;
- Un deuxième moment de travaux de groupes relatifs aux résultats d'outputs pour chacun des trois outcomes et des suggestions d'orientations pour la phase 2 du programme.
- Enfin, un travail de restitution en plénière sera réalisé pour confronter les points retenus aux critiques des participants.

Les consultants retenus pour l'évaluation organiseront l'ensemble de l'atelier. Ils seront chargés de l'animation de la partie sur la mise en commun et de la restitution en atelier. Cet atelier d'autoévaluation se focalisera sur l'évaluation systématique de faits selon le point de vue des personnes impliquées. C'est un travail de conscientisation critique qui permet de poser les bases solides de la prochaine phase du programme.

#### C- Processus d'analyse et de mise en commun des différents constats

À l'issue des deux premières étapes du processus d'évaluation (mission de terrain et atelier d'autoévaluation), les évaluateurs externes tireront les enseignements du programme en apportant des réponses aux questions indicatives mentionnées ci-dessus. La réflexion sur le nouveau programme sera organisée en s'appuyant sur les résultats atteints et un brainstorming sur des idées d'axes stratégiques en lien avec les orientations du Programme pays de la coopération Suisse au Niger 2022-2024 (en prenant en compte les conclusions de la revue réalisée pendant le premier trimestre 2023), ainsi que les orientations définies par le Groupe thématique Gouvernance des bureaux de coopération de la Section Afrique de l'Ouest (SAO) pour l'année 2023 (lutte contre la corruption, changement climatique, secteur privé, genre,

urbanisation, lutte contre la désinformation). Cette réflexion doit se faire en tenant compte de l'ambition de bâtir un programme de gouvernance jouant le rôle « pivot » au sein du nouveau programme pays de coopération de la Suisse au Niger.

#### D- Atelier de restitution

Enfin, un atelier de restitution sera organisé par les évaluateurs avec un appui du mandataire et de la DDC, afin de livrer l'essentiel des conclusions de l'évaluation, ainsi que les grandes orientations de la phase 2 du programme. Cet atelier réunira les principales parties prenantes identifiées à l'issue des différentes étapes.

#### 4. Produits attendus

- Rapport de cadrage au début de la mission avec le chronogramme actualisé de déroulement de la mission - 5 pages maximum ;

- Rapport provisoire de 25 pages maximum (sans les annexes éventuelles), comportant l'ensemble des résultats attendus, et un résumé. Ce rapport fera ressortir clairement une analyse basée sur les évidences pour l'appréciation des résultats du programme, ainsi que des propositions d'orientations pour la phase 2 du programme. Ce rapport sera envoyé en version électronique par courriel et une version papier sera déposée au Bureau de coopération suisse et agence consulaire au Niger.

- Rapport final d'évaluation en version papier, de 25 pages maximum (sans les annexes éventuelles), comprenant l'ensemble des résultats attendus et un résumé (2 pages) incluant tous les éventuels commentaires et observations formulées par la DDC.

Ce rapport sera envoyé en version électronique par courriel et une version papier sera déposée au Bureau de coopération suisse et agence consulaire au Niger.

#### 5. Organisation de la prestation

La mission sera articulée autour des étapes suivantes :

- Revue des documents de référence
- Cadrage de la mission et rapport de cadrage
- Echanges avec les acteurs à Niamey et sur le terrain (8 régions du Niger).
- Atelier autoévaluation
- Mise en commun des constats
- Atelier de restitution
- Rédaction du rapport provisoire
- Finalisation du rapport final

#### 6. Profil des consultants

La mission d'évaluation est constituée d'une équipe de consultants constituée d'expert-es nigériens-nes et d'expert-es internationaux, y compris issus des pays de la CEDEAO.

Le/la chef-fe d'équipe doit être un-e consultant-e international-e y compris de la CEDEAO disposant de :

- Au moins 5 ans d'expériences prouvées en évaluation de programmes de développement dans les secteurs des médias et de la gouvernance.
- Diplômé-e 2ème cycle (Master) en sciences politiques ou sociales, ou domaines équivalents ;
- Très bonnes connaissances des enjeux de la gouvernance et des médias (élections, participation politique, décentralisation, participation citoyenne, redevabilité) en Afrique de l'Ouest et au Niger en particulier ;
- Fortes capacités d'analyse basées sur des évidences (quantitative et qualitative) et forte habilité de synthèse ;
- Connaissance en analyse Genre, en développement institutionnel, en renforcement des capacités organisationnelles et en gestion de programmes sensible aux conflits (CSPM) ;
- Capable de livrer du travail de haute qualité dans de courts délais et apte à travailler en équipe ;
- Très bonnes capacités de rédaction en français.

Le/la/les consultant-e.s national-e.naux doit.vent aussi avoir :

- une très bonne maîtrise de l'environnement des médias du Niger et une bonne connaissance des enjeux/défis de la gouvernance (gouvernance, participation politique, participation citoyenne, décentralisation, genre, redevabilité),
- une expérience d'au moins 5 ans dans l'évaluation et/ou la formulation de projets/programmes,
- Il/elle doit disposer du niveau Bac+4 minimum.
- Une bonne aptitude de rédaction et une connaissance des langues locales.

Certains des membres de l'équipe d'évaluation doivent être capables de voyager dans toutes les zones d'intervention du programme. Ils doivent démontrer leurs capacités d'analyse de contextes sensibles aux conflits et sont coordonnés par un-e chef-fe d'équipe de statut international.

## 7. Echancier

Date	Action
Mercredi 30 aout 2023	DDC : Invitation aux consultant(e)s pour soumission des offres + Envoi documents complémentaires (cf. chapitre 7, annexes aux présents TDRs)
Mercredi 20 septembre 2023 à 18.00h (Niamey Time Zone)	Soumissionnaires: Délai du dépôt de l'offre par courriel électronique à <a href="mailto:niamey@eda.admin.ch">niamey@eda.admin.ch</a> , <a href="mailto:ibrahim.mahaboubou@eda.admin.ch">ibrahim.mahaboubou@eda.admin.ch</a> et <a href="mailto:shafaatou.laoualioumarou@eda.admin.ch">shafaatou.laoualioumarou@eda.admin.ch</a>
Décembre 2023-Janvier 2024	Adjudication du mandat et information des soumissionnaires dont les offres n'ont pas été retenues
Décembre 2023-Janvier 2024	Conclusion du contrat
Date	Action
Décembre 2023-Janvier 2024	Début du mandat

## 8. Aspects formels de la procédure sur invitation

### 8.1 Adjudicateur

La procédure d'adjudication est placée sous l'égide du Bureau de coopération suisse et agence consulaire au Niger, B.P. 728, Rue du Souvenir 267, Niamey, qui intervient en tant qu'adjudicateur direct à l'égard du soumissionnaire.

### 8.2 Mode de procédure

L'adjudication a lieu dans le cadre d'une procédure invitant à soumissionner, aux termes de l'ordonnance sur les marchés publics du 11 décembre 1995 (OMP), RS 172.056.11.

La décision d'adjudication ne peut faire l'objet d'un recours.

### 8.3 Structure, contenu des offres

Sur la base des présents termes de référence, le soumissionnaire soumettra une offre composé d'une proposition technique et financière. L'offre comprendra obligatoirement mais non exhaustivement les éléments suivants :

Chapitre	Contenu
Compréhension du Mandat et des Termes de références	Compréhension du contexte, du programme, des parties prenantes, du rôle des consultants, du but de l'évaluation, des champs d'analyse, questions clés et résultats attendus etc.

Description détaillée de la méthodologie et l'approche proposée	Approche, outils et méthodologie que le soumissionnaire compte utiliser pour conduire les étapes du processus d'évaluation du programme, questions d'évaluation et des données à utiliser ou à collecter, concept détaillé décrivant la procédure envisagée, calendrier de mise en œuvre indiquant les jours de travail planifié pour les consultant (s), plan de rapportage etc.
CV des consultants	Qualification et références, diplômes et connaissances des langues et du contexte, compétences et expériences avec des mandats similaires etc.
Organisation de l'équipe	Rôles, tâches et responsabilités du consultant(e) principal(e) et du ou des consultants(es) suppléants (es), répartition de travail entre les consultant(e)s, rapport consultant principal/consultant suppléant, etc.
Attestation de Disponibilité	Attestations signées par les consultant(e)s confirmant leur disponibilité pour le mandat prévu pendant toute la durée du mandat et pour les déplacements dans les régions d'intervention du Programme selon les normes sécurité du Bureau de coopération suisse et agence consulaire au Niger etc.
Offre financière	L'offre financière doit être faite conformément au formulaire budgétaire en format Excel et dans la devise FCFA ou CHF. L'offre financière comprendra, outre les honoraires des consultant(e)s, tous les coûts estimés pour le déroulement du mandat d'évaluation, en lien avec la proposition technique et le calendrier de travail proposé ainsi qu'un narratif sur l'offre financière et toutes autres informations pertinentes.

#### 8.4 Coûts pour l'élaboration de l'offre

Le soumissionnaire n'a droit à aucune indemnité pour l'élaboration et la présentation de l'offre.

#### 8.5 Conditions contractuelles

Le contrat qui doit être conclu est soumis aux Conditions générales pour les mandats locaux (pour des soumissionnaires domiciliés au Niger et dans la sous-région) /aux Conditions générales pour les contrats de mandat types A et B (pour des soumissionnaires domiciliés en Suisse ou dans l'Union Européenne).

Ces CG sont considérés comme acceptées au moment du dépôt de l'offre.

### 9. Critères d'évaluation des offres

#### 9.1 Exigences formelles

Respect du délai de dépôt : les offres doivent être déposées avant le délai de clôture des offres.

Les exigences formelles énoncées aux chapitres 8.3 et 10 doivent être entièrement respectées. Dans le cas contraire, il ne sera pas entré en matière sur l'offre.

#### 9.2 Critères de qualification

Le soumissionnaire apporte des justificatifs indiquant qu'il est en mesure de remplir le mandat d'un point de vue technique, financier et économique ou il en fait la déclaration par écrit.

Critères de qualification		Justificatifs
1	<p>Informations du soumissionnaire</p> <p>Le soumissionnaire doit remplir l'information du soumissionnaire.</p>	Signature valable en droit de la « Déclaration du soumissionnaire » (cf. annexe au chapitre 11 dûment remplie et signée.
2	<p>Expérience</p> <p>Le soumissionnaire a acquis suffisamment d'expérience lors de la réalisation d'études comparables au présent mandat du point de vue de l'étendue et de la complexité des prestations. Il atteste cette expérience en fournissant (exactement) trois (3) références de ces 10 dernières années.</p>	<p>Justificatif écrit comportant au moins les indications suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nom et adresse de l'entreprise commanditaire, avec le nom et le numéro de téléphone des interlocuteurs;</li> <li>- Période et lieu de l'exécution du mandat;</li> <li>- Étendue du mandat exécuté;</li> <li>- Description des prestations fournies.</li> </ul>
Critères de qualification		Justificatifs
		L'adjudicateur se réserve le droit de prendre contact avec les interlocuteurs indiqués.
3	<p>Calendrier et Disponibilité</p> <p>Le soumissionnaire confirme la conformité au calendrier d'intervention présenté par l'adjudicateur. Une attestation de disponibilité signée individuellement par (tous) le/s consultant/es confirmant sa/leur disponibilité pour le mandat prévu pendant toute la durée du mandat.</p>	<p>Confirmation écrite et attestation de disponibilité dûment signée.</p> <p>Une caution bancaire à hauteur de maximum 50 % de la valeur du marché doit être fournie après l'adjudication et avant à la signature du contrat en cas de défaillance ou même de décès du mandataire avant la fourniture des livrables</p>
4	<p>Acceptation des conditions générales Le soumissionnaire confirme explicitement qu'il accepte les conditions générales du DFAE sans restrictions ni modifications, telles qu'elles figurent à l'annexe des présents TDR ( chapitre 11)</p>	Confirmation écrite et dûment signé d'acceptation des CG.
5	<p>Connaissances linguistiques des personnes clés</p> <p>Le soumissionnaire s'engage à faire appel à un/des consultant/es qui maîtrise/nt le français (oral et écrit) et qui est/sont en mesure d'établir et de livrer les résultats et les documentations en français et un/des consultant/es qui maîtrise/nt au minimum le Haussa et le Djerma.</p>	Confirmation écrite accompagnée d'une documentation claire concernant les connaissances linguistiques du/des consultant(s).

Seuls les soumissionnaires et les offres qui satisfont toutes les exigences formelles et remplissent les critères de qualification sont évalués sur la base des critères d'adjudication. Les autres soumissionnaires et offres sont exclus de suite de la procédure.

### 9.3 Critères d'adjudication

Parmi les soumissionnaires ayant déposé une offre valable, celui ou celle dont l'offre est la plus avantageuse économiquement l'emporte.

Les offres sont évaluées à l'aune des critères d'adjudication et des pondérations ci-après :

Critère d'adjudication	Pondération
Critères qualitatifs	80%
Compréhension des termes de référence et du mandat	15%
Adéquation et qualité et exhaustivité de l'offre technique et la méthodologie	35%
Qualification et références, connaissances, expériences et compétences	20%
Qualification chef d'équipe	10%
Organisation de l'équipe Rationalité de l'organisation/structure proposée, cohérence du partage de responsabilités, complémentarité de l'équipe, couverture des domaines d'intervention	10%
Proposition d'éléments innovants apportant une valeur ajoutée pour la Suisse	10%
Critères quantitatif	20%
Planification financière / structure des coûts : répartition sur différents axes (conseil, ateliers, missions dans des pays), estimation réaliste des coûts	30%
<p>Critère de Prix            Evaluation du prix :            Le montant total en FCFA ou CHF (hors TVA) sera évalué à l'aide de la formule suivante:</p> $\text{Score} = \left( \frac{P_{\min} \times \text{max.Points}}{P} \right)$ <p>P = Prix de l'offre à évaluer            P min = Prix de l'offre la plus avantageuse Max. Points = 5</p>	70%

Les critères d'adjudication sont évalués selon l'échelle de 0 à 5 détaillée ci-après.

Note	Niveau de satisfaction et de qualité des critères	
0	Non évaluable	Pas d'indications
1	Très mauvais	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Données insuffisantes, incomplètes</li> <li>• Qualité des données extrêmement médiocre</li> </ul>

2	Mauvais	<ul style="list-style-type: none"> <li>Données sans rapport suffisant avec le projet</li> <li>Qualité des données médiocre</li> </ul>
3	Normal, moyen	<ul style="list-style-type: none"> <li>Données correspondant aux exigences de l'appel d'offres</li> <li>Qualité des données appropriée</li> </ul>
4	Bon	<ul style="list-style-type: none"> <li>Données remplissant bien les exigences</li> <li>Bonne qualité des données</li> </ul>
5	Très bon	<ul style="list-style-type: none"> <li>Données contribuant clairement à la réalisation des objectifs</li> <li>Excellente qualité des données</li> </ul>

## 10. Autres éléments devant être pris en compte par les soumissionnaires

### 10.1 Adresse de dépôt des offres

Les offres doivent être envoyées au Bureau de coopération suisse et agence consulaire au Niger par courriel électronique aux adresses suivantes :

E-mail : [niamey@eda.admin.ch](mailto:niamey@eda.admin.ch) , [ibrahim.mahaboubou@eda.admin.ch](mailto:ibrahim.mahaboubou@eda.admin.ch) et [shafaatou.laoualioumarou@eda.admin.ch](mailto:shafaatou.laoualioumarou@eda.admin.ch)

### 10.2 Langue de l'offre

L'offre doit être déposée en français.

### 10.3 Délai de dépôt et validité de l'offre

L'offre doit être envoyée par courriel électronique au plus tard le mercredi 20 septembre 2023 à 18h00 (Niamey Time Zone) aux adresses citées au point 10.1 et porter la mention suivante. OFFRE EVALUATION RAAYI.

L'adjudicateur confirmera réception de l'offre dans les 3 jours ouvrables suivant le délai de soumission. Si la confirmation manque, le soumissionnaire doit réclamer celle-ci à l'adresse [niamey@eda.admin.ch](mailto:niamey@eda.admin.ch) jusqu'au 25.09.2023 au plus tard.

Le soumissionnaire doit s'assurer dans tous les cas qu'il dispose de la preuve de remise de l'offre dans les délais. La signature électronique certifiée faisant foi. L'offre reste valable 120 jours après le délai de dépôt.

### 10.6 Négociations

Demeurent réservées. La DDC se réserve le droit de négocier les coûts d'honoraires après adjudication pour tenir compte de la grille d'honoraires applicables à la DDC et les conditions fiscales locales.

### 10.7 Confidentialité

Le soumissionnaire doit traiter de manière confidentielle l'ensemble des informations qu'il reçoit en rapport avec l'activité de l'adjudicateur ou de tiers. Les documents d'appel d'offres ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles prévues par la soumission de l'offre, même sous forme d'extraits. Le contenu de l'appel d'offres ne peut être rendu accessible à des tiers que pour la soumission de l'offre.

Le soumissionnaire veille à la confidentialité de toutes les informations qui ne sont pas publiques ou librement accessibles. Dans le doute, les informations seront traitées de manière confidentielle. Cette obligation de garder le secret continue de s'appliquer après la clôture de la procédure.

Le destinataire de l'offre s'engage à garder le secret à l'égard des tiers au sujet de cette offre.

### 10.8 Clause d'intégrité

Le soumissionnaire et l'adjudicateur s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter la corruption. Ils s'abstiennent en particulier d'offrir ou d'accepter toute libéralité ou autre avantage.

Si le soumissionnaire viole cet engagement, il doit verser une peine conventionnelle à l'adjudicateur. Le montant de cette peine s'élève à 10 % de la valeur du contrat, mais à CHF 3000 au moins par infraction.

Le soumissionnaire prend note du fait que tout manquement au devoir d'intégrité entraîne en principe l'annulation de l'adjudication ainsi que la résiliation anticipée du contrat par l'adjudicateur pour juste motif. Les parties s'informent de tout fait de corruption fondée sur des soupçons raisonnables.

### 10.9 Droits de propriété

Tous les droits de propriété nés de la réalisation du mandat passent à l'adjudicateur.

### 10.10 Pénalités

Outre les pénalités prévues dans les documents des conditions générales (Annexe 3 et Annexe 4), en cas d'indisponibilité d'une ressource clé avant le démarrage du mandat, la DDC se réserve le droit de réclamer des dommages et intérêts équivalents à 10% de la valeur du contrat.

## 11. Annexes aux termes de références

1. Formulaire budgétaire en format Excel « Canevas Budget, Mandat local »
2. Formulaire budgétaire en format Excel « Canevas Budget, Mandat A ou B »
3. Conditions générales pour mandat local (pour des soumissionnaires domiciliés au Niger et la sous-région)
4. Conditions générales pour les contrats de mandat types A et B (pour des soumissionnaires domiciliés en Suisse ou un autre pays industriel).
5. Code de Conduite des partenaires contractuels du DFAE
6. Respect des conditions de travail
7. Formulaire Déclaration de soumissionnaire

En cas de manifestations d'intérêt les documents complémentaires suivants seront envoyés :

8. Documentation existante du programme RAAYI
9. Programme de coopération Suisse-Niger 2020- 2024
10. Lignes directrices de réduction des inégalités hommes-femmes de la DDC
11. Extrait du plan de sécurité destinés aux mandataires/partenaires du Bureau de coopération suisse et agence consulaire au Niger

## Annexe 2: Liste des radios partenaires et télévisions rencontrées

Régions	Localités	Radios	Types radios		Télévisions
			Privée	Communautaire	
Agadez	Agadez	Nomade	X		
		Sahara	X		
Diffa	Diffa	Anfani	X		
		Alternative	X		
Dosso	Dosso	Fara'a	X		
	Birnin N'Gaouré	Marhaba		X	
Maradi	Maradi	Garkuwa	X		
		Saraounia	X		
	Dakoro	Murya Dakoro		X	
	Tessaoua	Tarmamuwa		X	
Niamey	Niamey	Scoute		X	
		Tambara	X		X
Tahoua	Madaoua	Saraounia	X		
	Birnin N'Konni	Niyya	X		
Zinder	Matameye	Shukurah	X		
	Zinder	Gaskiya	X		X
		Shukurah	X		
	Bandé	Ikarawa		X	
Tillabéri	Tillabéri	Té Bon Sé	X		
	Tillabéri	Baani	X		
	Balleyara	Dallol	X		
Total			16	5	2

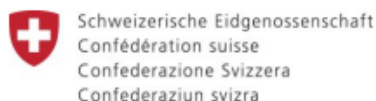
**Annexe 3 : Programme de déroulement de l'atelier d'évaluation**

**ATELIER D'AUTO-EVALUATION PROGRAMME RAAYI**  
**Regard rétrospectif et regard prospectif « Waywayé Adon Tafia »<sup>2</sup>**  
**PROGRAMME DE DEROULEMENT (MARDI 2 ET MERCREDI 3 MAI 2024)**

Horaires	Activités
	<b>PREMIERE JOURNEE</b>
08:00 – 09 :00	Mise en place et ouverture de l'atelier
09:00 – 10:30	<b>SESSION 1 : INTRODUCTION ET APERÇU SUR LE PROGRAMME RAAYI</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation des participants et mise en place du présidium</li> <li>Présentation des objectifs et de la méthodologie de l'atelier</li> <li>Aperçu sur le cadre logique de RAAYI et constitution des groupes de travail</li> </ul>
<b>10:30-11:00</b>	<b>Pause-Café</b>
<b>11:00-13:15</b>	<b>SESSION 2 : TRAVAUX DE GROUPES EN SESSIONS PARALLÈLES SIMULTANÉES</b>
	<b>Outcome 1: la population nigérienne, y compris les femmes et les jeunes, est mieux informée et participe plus activement dans les débats démocratiques.</b>
	<i>Output 1 : Production et diffusion d'émissions d'information nationales et régionales (de qualité)</i>
	<i>Output 2 : Production et diffusion d'émissions sur les élections et l'éducation citoyenne</i>
	<i>Output 3 : Production du SK et des radios partenaires assurant une forte visibilité des femmes, de leurs droits et initiatives</i>
11:00-12:15	<i>Output 4 : Un nouveau programme destiné à la jeunesse avec une dimension sous-régionale est conçu et formaté sur la base des besoins exprimés par les jeunes</i>
	<i>Output 5 : La majorité de la population nigérienne, dans l'ensemble des régions, a accès aux programmes de SK par le biais de radios partenaires et locales, du site Web SK et des réseaux sociaux</i>
12:15-13:15	<b>Mini-plénière sur l'outcome 1 suivie de débats</b>
	<b>Outcome 2: les radios partenaires se professionnalisent, améliorent la qualité de leur production et consolident leur viabilité financière</b>
	<i>Output 1 : Les radios partenaires de SK enrichissent l'offre de programmes proposée aux populations de leur région grâce à la diffusion de SK et augmentent leur audience</i>
11:00-12:15	<i>Output 2 : Les radios partenaires de SK bénéficient d'opportunités de formation et d'un soutien financier et technique favorisant leur viabilité</i>
	<i>Output 3 : Formations-actions organisées à SK et dans les régions visant l'amélioration des capacités des radios partenaires à produire des programmes thématiques, plus en phase avec les préoccupations locales</i>
12:15-13:15	<b>Mini-plénière sur l'outcome 2 suivie de débats</b>
<b>13:15-14:15</b>	<b>Pause déjeuner</b>
14:15 – 15:30	Plénière de restitution des résultats des groupes suivie de discussions
15:30 – 16:30	<b>SESSION 3 : PLENIERE DE DISCUSSIONS SUR LA THEORIE DE CHANGEMENT</b>
<b>16:30-17:00</b>	<b>Pause-Café et fin de la journée</b>
	<b>DEUXIEME JOURNEE</b>
08:30 – 09 :30	<b>SESSION 4 : PLENIERE SUR L'ANALYSE CROISEE DES RESULTATS DU TERRAIN</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Rappel des grandes lignes des travaux du jour 1 et Bilan global du programme RAAYI : Retour sur les résultats préliminaires du terrain, questionnaires en ligne et discussions : <i>Appréciations sur la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité et l'impact suivies de discussions sur la stratégie d'intervention et les leçons apprises</i></li> </ul>
09:30 – 10:30	<b>SESSION 5 : TRAVAUX DE GROUPES SUR LES 3 C (CESSER, CONSERVER ET CREER), LES ENSEIGNEMENTS TIRES, ORIENTATIONS ET RECOMMANDATIONS POUR LE FUTUR PROG</b>
<b>10:30-11:00</b>	<b>Pause-Café</b>
11:00-12:45	Restitution des résultats des groupes suivie de discussions
12:45-14:15	Pause prière et déjeuner
14:15-15:00	Point des gaps à combler, besoins éventuels en données complémentaires et prochains pas

<sup>2</sup> Un adage Haoussa qui veut dire littéralement « jeter un regard en arrière, est ce qui fait le charme de la marche vers l'avant »

## Annexe 4 : Rapport de synthèse de l'autoévaluation



Département fédéral des affaires étrangères DFAE  
Direction du développement et de la coopération DDC  
Bureau de la Coopération suisse et agence consulaire au Niger

# Evaluation finale du programme d'Appui aux Médias (RAAYI), Phase 1

## *Analyse des données d'enquêtes*



Ressources et  
Expertises  
Internationales pour le  
Développement

 Godomey - Lot 4F, Abomey-Calavi  
 (+229) 95955478 & 97891163  
 reid\_consulting@yahoo.fr  
acaurelien@hotmail.com  
 [www.reid-consulting.org](http://www.reid-consulting.org)

Avril 2024

## Méthodes d'analyse pour le questionnaire "EVALUATION FINALE DU PROGRAMME RAAYI"

L'analyse des données du questionnaire "EVALUATION FINALE DU PROGRAMME RAAYI" impliquera une combinaison de méthodes qualitatives et quantitatives, notamment :

### Analyse descriptive

L'analyse descriptive sera utilisée pour résumer et présenter les données de manière simple et compréhensible. Cela inclura la fréquence des réponses, les moyennes, les médianes, les écarts-types et les distributions des réponses. Les graphiques et les tableaux seront utilisés pour visualiser les données et faciliter la compréhension des résultats.

### Analyse thématique

L'analyse thématique sera utilisée pour identifier et analyser les thèmes émergents dans les réponses ouvertes. Cela permettra de comprendre les opinions et les expériences des participants d'une manière plus nuancée que ne le permettent les questions fermées.

### Triangulation des méthodes

Les résultats des différentes méthodes d'analyse seront triangulés afin de produire une compréhension plus complète et plus nuancée du programme RAAYI. Cela permettra de prendre en compte les forces et les faiblesses de chaque méthode et de s'assurer que les conclusions sont fondées sur plusieurs sources de données.

### Logiciels d'analyse

Le traitement et l'analyse des données du questionnaire seront effectués grâce à des logiciels statistiques comme Stata 18 et Excel.

### Considérations éthiques

L'analyse des données du questionnaire sera menée dans le respect des principes éthiques de la recherche. Cela inclut le consentement éclairé, la confidentialité et la protection des données. Les données des participants seront stockées en toute sécurité et ne seront utilisées qu'à des fins de recherche pour lesquelles elles ont été collectées.

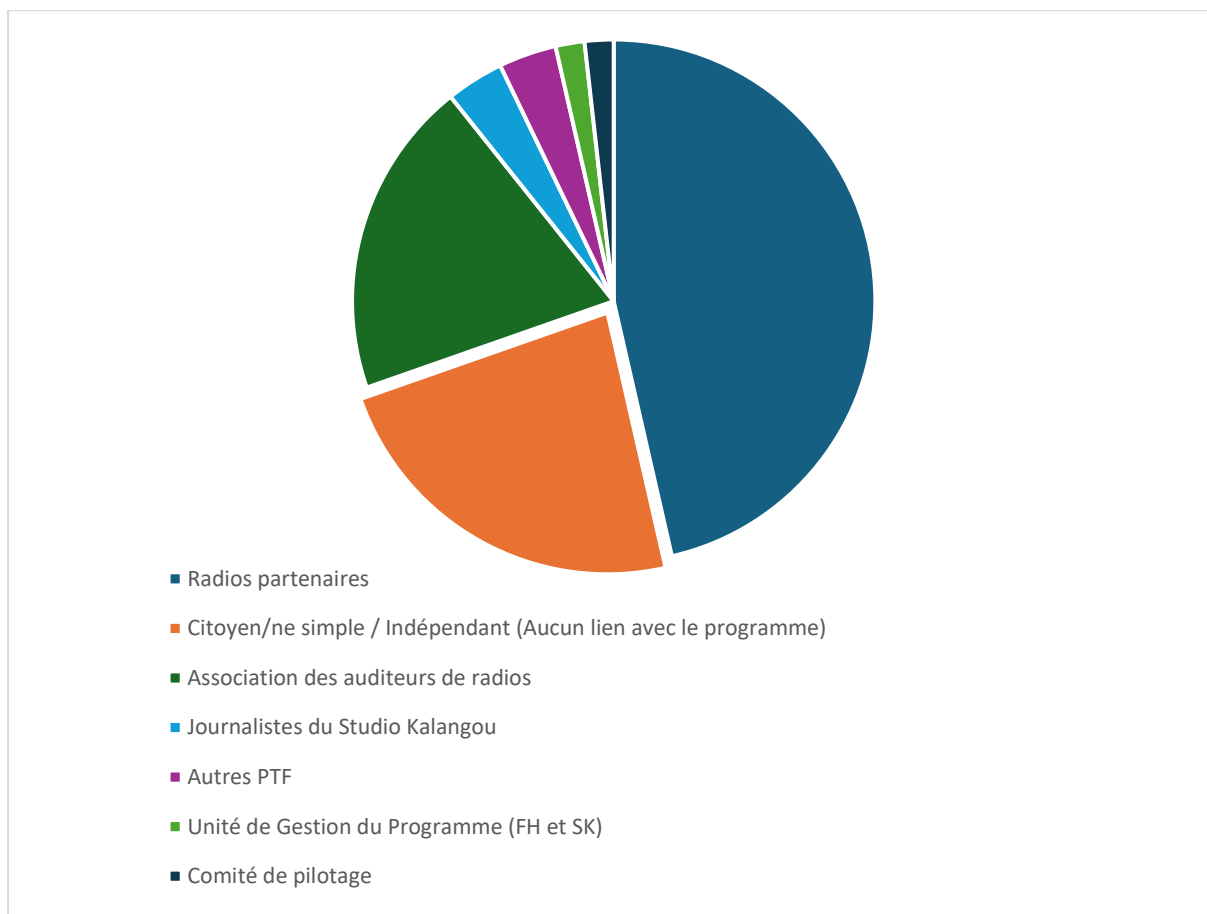
L'utilisation d'une combinaison de méthodes d'analyse qualitatives et quantitatives permettra de fournir une évaluation complète et rigoureuse du programme RAAYI. Les résultats de l'analyse permettront d'appuyer les conclusions sur l'efficacité, l'efficacité, la durabilité et l'impact du programme, et de formuler des recommandations pour son amélioration future.

## Approche

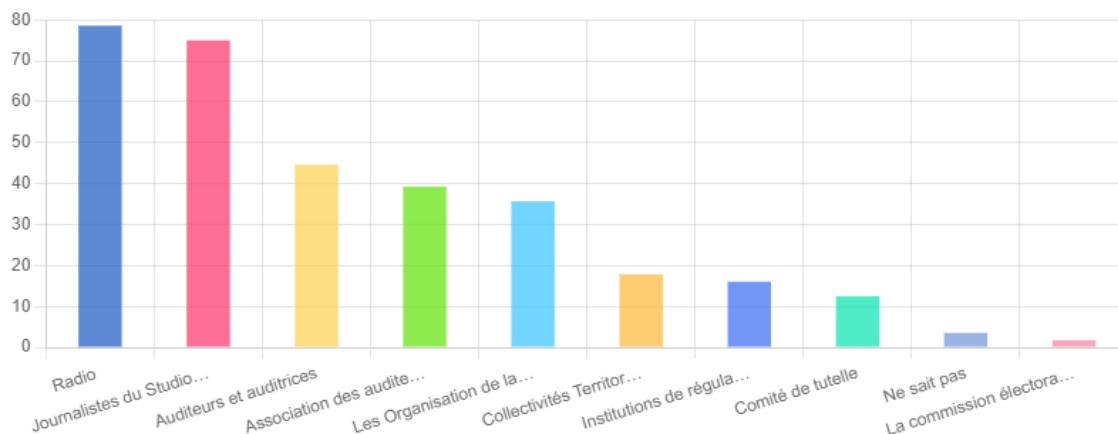
Afin l'appréciation du programme RAAYI par les différentes parties prenantes, une échelle de notation a été utilisée pour bien discriminer les opinions et jugements .

Modalité	Note	Description
Très large mesure	6	Une approbation totale et une très grande satisfaction
Large mesure	5	Une approbation forte, une grande satisfaction notable.
Moyenne / certaine mesure	4	Une approbation modérée et une certaine satisfaction.
Faible mesure	3	Une approbation limitée et très peu satisfait
Aucune mesure	2	Une désapprobation totale et une insatisfaction complète.
Ne sait pas	1	Absence ou insuffisance d'information ou de connaissance pour opiner ou juger

L'attribution d'une note à chaque modalité permet d'établir une tendance générale de l'appréciation du programme.



L'analyse des données révèle une diversité significative parmi les répondants de l'évaluation du programme RAAYI. La majorité des participants (46.43%) sont des radios partenaires, soulignant leur engagement direct dans les activités et les résultats du programme. Environ un quart des répondants (23.21%) sont des citoyens indépendants ou n'ont aucun lien avec le programme, ce qui suggère une implication de la société civile dans l'évaluation. Près de 20% des répondants représentent des associations d'auditeurs de radios, mettant en lumière l'implication active de ce groupe dans le suivi des activités radiophoniques du programme. Bien que moins représentés, la présence des journalistes du Studio Kalangou (3.57%), d'autres partenaires techniques et financiers (3.57%), ainsi que des membres de l'Unité de Gestion du Programme (1.79%) et du Comité de pilotage (1.79%) est également notable. Ces différentes affiliations reflètent une participation diversifiée à l'évaluation, offrant ainsi une gamme variée d'opinions et de perspectives, ce qui enrichit l'analyse globale du programme RAAYI.



L'analyse des réponses à la question sur les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du programme RAAYI révèle une diversité de participants. Les radios représentent la majorité des répondants (78.57%), suivies des journalistes du Studio Kalangou (75%). Les auditeurs et auditrices sont également bien représentés (44.64%), ainsi que les associations des auditeurs de radios (39.29%) et les Organisations de la Société Civile (35.71%). On retient que les réponses aux questionnaires montrent une participation variée des acteurs clés, ce qui témoigne de l'engagement diversifié dans la réalisation du programme RAAYI.

Première activité	La sensibilisation, les forums de discussion Le journal
Deuxième activité	Éducation Débats radiophonique Reportage
Troisième activité	Sensibilisation Culture Emission

Les résultats de l'enquête indiquent que les trois activités les plus fréquemment citées par les enquêtés sont la sensibilisation, les forums de discussion et le journalisme. La sensibilisation implique des campagnes visant à informer le public sur des sujets spécifiques tels que la santé ou l'éducation. Les forums de discussion fournissent une plateforme pour l'échange d'idées et le débat sur des questions locales ou nationales. Enfin, le journalisme englobe la production de contenu journalistique tel que des reportages et des interviews, contribuant ainsi à la diffusion d'informations objectives et à la promotion du dialogue public.

#### Analyse des réponses des radios partenaires et des journalistes du studio kalangou

L'analyse des notes et des commentaires recueillis auprès des radios partenaires et des journalistes du Studio Kalangou permet de dresser un bilan global de la pertinence du programme RAAYI.

Le programme répond aux besoins des radios partenaires en matière de formation, de production et de diffusion d'information. Les activités et émissions sont pertinentes pour le public cible et contribuent à améliorer la gouvernance et la redevabilité au niveau local.

- Pour la question sur la réponse aux besoins prioritaires des groupes cibles, les répondants ont attribué une note de 4,85, ce qui suggère une satisfaction élevée quant à la manière dont le programme répond aux besoins identifiés.
- Les activités et émissions proposées semblent également être bien perçues, avec une note de 5,09, indiquant une satisfaction élevée quant à leur adéquation avec les attentes et besoins des citoyens et citoyennes.

- En ce qui concerne le renforcement des capacités, les notes se situent autour de 4,9, suggérant que le Studio Kalangou et les radios partenaires ont eu un impact positif sur le renforcement des compétences des différents acteurs impliqués dans le programme.
- Cependant, certaines thématiques transversales de la DDC, telles que "Ne laisser personne de côté" et "Ne Pas Nuire", ont reçu des notes plus basses, indiquant peut-être des domaines où des améliorations pourraient être nécessaires pour mieux intégrer ces principes dans les activités du programme.
- De plus, la note de 3,69 attribuée à la question sur l'adéquation des solutions apportées aux besoins des personnes et groupes affectés suggère qu'il existe des aspects à améliorer pour mieux répondre aux besoins identifiés.

Pour accroître sa pertinence et son impact, le programme RAAYI devrait renforcer la participation des acteurs locaux, améliorer l'intégration des thématiques transversales de la

Voici quelques recommandations retenues pour améliorer la pertinence du programme :

1. Renforcer la participation des acteurs locaux dans la définition des enjeux et thématiques abordés dans les émissions.
2. Développer des stratégies pour permettre aux acteurs locaux d'influer sur les décisions et les politiques.
3. Intégrer davantage les thématiques transversales de la DDC dans les activités et émissions du programme.

### Partie 3

Cette section se penche sur l'analyse des données concernant la cohérence de l'intervention avec d'autres initiatives entreprises au Niger.

#### Compatibilité avec les priorités nationales et politiques de développement :

- Les répondants des radios partenaires ont donné des notes majoritairement élevées, indiquant que les programmes du Studio Kalangou et des radios partenaires sont compatibles avec les priorités nationales et les politiques de développement. Ils ont souligné la qualité des émissions thématiques, des débats politiques et de la sensibilisation.
- Les journalistes du Studio Kalangou ont également affirmé la compatibilité de leurs programmes avec les priorités nationales, mettant en avant la participation politique et la sensibilisation aux questions de gouvernance.

#### Compatibilité avec les interventions des autres partenaires en matière de gouvernance :

- Les répondants des radios partenaires ont noté principalement positivement la compatibilité des programmes avec les interventions des autres partenaires en matière de gouvernance, mettant en avant la sensibilisation, la formation, et le respect des règles éthiques et déontologiques.
- Les journalistes du Studio Kalangou ont indiqué une certaine compatibilité, mais ont également noté des lacunes telles que le manque de données ou de formation sur certaines questions politiques.

#### Complémentarité avec les efforts de l'État et des autres partenaires :

- Les réponses suggèrent que le Studio Kalangou et les radios partenaires complètent les efforts de l'État et des autres partenaires, en particulier en ce qui concerne la sensibilisation, la participation politique des femmes et des jeunes, et la promotion de la bonne gouvernance.
- Renforcement du partenariat avec la Fondation Hirondelle : Les répondants des radios partenaires ont noté positivement le renforcement du partenariat entre le Studio Kalangou, les radios partenaires et le CSC, soulignant la collaboration fructueuse, la sensibilisation, et le respect des principes édictés par le CSC.

On retient que les données suggèrent une compatibilité générale des programmes du Studio Kalangou et des radios partenaires avec les priorités nationales et les politiques de développement, ainsi qu'une complémentarité avec les efforts des autres partenaires. Cependant, des défis persistent notamment en matière de formation, de sensibilisation et de respect des normes éthiques et déontologiques, mais le partenariat avec la Fondation Hirondelle semble renforcer les actions entreprises.

### Partie 4

### Analyse du programme RAAYI : des acquis et des défis à relever

L'analyse des données issues de l'enquête sur l'efficacité du programme Raayi met en lumière plusieurs aspects essentiels.

Globalement, les réponses des participants révèlent une satisfaction générale quant à l'atteinte des objectifs fixés par le Studio Kalangou et les radios partenaires, avec une moyenne de 4.86. Cependant, concernant le respect des délais pour l'atteinte de ces objectifs, la moyenne est légèrement inférieure, s'établissant à 4.24. Cela souligne la nécessité d'une amélioration dans la gestion des échéances pour garantir une performance optimale du programme. De même, bien que des stratégies d'adaptation aient été élaborées pour faire face aux retards imprévus, la moyenne des réponses à cette question est de 3.57, indiquant ainsi la présence de certaines lacunes à combler dans ce domaine.

Néanmoins, le suivi et l'auto-évaluation du programme semblent avoir été effectués de manière efficace, avec une moyenne de 4.62, suggérant l'existence de mécanismes appropriés pour opérer des ajustements en cours de route. Par ailleurs, les efforts déployés pour renforcer les collaborations et les réseaux sont également perceptibles, avec une moyenne de 4.43. Enfin, l'utilisation des ressources disponibles pour atteindre les objectifs du programme semble avoir été bien gérée, comme en témoigne une moyenne de 4.81 pour cette question.

En résumé, ces résultats mettent en évidence la satisfaction générale des participants quant à l'efficacité du programme Raayi, tout en soulignant certains domaines spécifiques où des améliorations pourraient être apportées, notamment en matière de gestion des délais et de renforcement des stratégies d'adaptation.

#### Partie 5

L'analyse des données de l'enquête sur l'efficacité du programme révèle plusieurs tendances importantes.

Globalement, les répondants ont exprimé une satisfaction concernant la capacité du Studio Kalangou et des radios partenaires à économiser les ressources, comme en témoigne la moyenne élevée de 4.35 attribuée à cette question. De plus, les choix économiques opérés dans le cadre de la gestion du programme ont également été bien perçus, bien que légèrement inférieurs à l'économie des ressources, avec une moyenne de 4.17.

Cependant, la prise en compte des risques budgétaires a reçu une moyenne relativement basse de 2.93, mettant en évidence un aspect où des améliorations pourraient être nécessaires.

En revanche, la rationalisation des financements a été bien évaluée, avec une moyenne de 4.20, ce qui suggère une gestion efficace des ressources financières disponibles. L'efficacité des outils de suivi financier a reçu une note moyenne de 3.67, indiquant qu'il existe des opportunités d'amélioration pour garantir une transparence et une redevabilité optimales. Enfin, l'identification et l'analyse des obstacles à la création de synergies ont été bien évaluées, avec une moyenne de 4.52, témoignant d'une réflexion approfondie sur la manière de surmonter les défis à la collaboration.

Ces conclusions soulignent la nécessité continue d'optimiser les processus de gestion financière pour assurer une utilisation efficace des ressources et une gestion transparente du programme.

Voici un tableau récapitulatif des problèmes rencontrés et des recommandations associées pour renforcer l'efficacité du programme :

Problèmes Rencontrés	Recommandations Associées
Création de la radio partout au Niger	Débat des jeunes pour encourager l'engagement social et politique Service 24 heures pour une plus grande accessibilité
Insuffisance de ressources financières	Mobiliser des ressources financières et techniques pour équiper convenablement les médias partenaires
Manque de feedback entre le Studio Kalangou et les correspondants	Établir des feedbacks permanents pour améliorer la communication et le suivi

Pertes de signal périodiques	Trouver un partenaire fiable pour garantir une diffusion stable Doter les radios partenaires en énergie solaire pour pallier les coupures d'électricité
Problèmes techniques avec le média diffuseur	Mettre fin aux soucis techniques pour assurer une diffusion sans interruption
Choix des journalistes pour les ateliers	Laisser le directeur de la radio choisir ses agents pour une meilleure adéquation
Manque de ressources financières	Multiplier les formations et continuer l'assistance pour aider les radios partenaires à surmonter leurs difficultés

Ce tableau met en évidence les problèmes spécifiques rencontrés dans le cadre du programme ainsi que les recommandations correspondantes pour les résoudre et renforcer l'efficacité globale du programme.

### Partie 6

Les réponses fournies reflètent une diversité d'opinions quant à la capacité du Studio Kalangou et de ses partenaires radiophoniques à maintenir leurs activités après la fin du financement de la DDC, ainsi qu'à la pérennisation des acquis et des innovations introduites. Alors que certaines réponses soulignent la nécessité de partenariats et de financements alternatifs pour assurer la continuité des activités, d'autres mettent en avant la pertinence et la qualité des services fournis par les radios partenaires.

Des stratégies variées sont proposées pour garantir l'appropriation et la pérennisation des acquis, allant de la création de structures de suivi à la mise à disposition de moyens nécessaires. L'adoption et la pérennisation des innovations sont considérées comme dépendantes de la fiabilité des informations diffusées et du respect de l'éthique journalistique. Les conditions clés de succès pour une mise à l'échelle des bonnes pratiques incluent la formation des journalistes et la collaboration avec d'autres acteurs du secteur.

En outre, des mécanismes tels que la mise en place de dispositifs de diffusion et la création de réseaux entre les radios partenaires sont recommandés pour faciliter l'adoption des bonnes pratiques. Les résultats du Studio Kalangou et de ses partenaires sont perçus comme ayant le potentiel d'influencer les politiques et les pratiques en matière de développement des médias au Niger, notamment en raison de leur indépendance et de leur impartialité.

Enfin, les réponses soulignent l'importance des formations pour renforcer durablement les capacités des journalistes et des radios partenaires, ainsi que la contribution du Studio Kalangou au renforcement de la liberté d'expression et de la transparence dans le pays.

### Partie 7

L'analyse des données de l'enquête sur la durabilité du programme du Studio Kalangou et des radios partenaires révèle une gamme de perspectives quant à l'efficacité et à l'influence du programme sur divers aspects sociétaux. Les résultats indiquent une tendance générale favorable, bien que nuancée, avec des notes moyennes oscillant entre 1 et 6. Ces notes reflètent une diversité d'opinions quant à l'impact du programme sur des domaines tels que la participation politique, la gouvernance, la paix sociale, la participation électorale, l'engagement civique, la liberté de la presse, la qualité de l'information et le renforcement des capacités médiatiques.

En examinant ces aspects spécifiques, il apparaît que le programme a généralement contribué positivement à la sensibilisation politique, à l'amélioration de la gouvernance locale et à la promotion de la paix sociale à travers ses émissions et ses activités de sensibilisation. De plus, il semble avoir eu un certain impact sur l'augmentation de la participation électorale et sur l'incitation des auditeurs à s'engager civiquement suite à l'écoute des émissions. Par ailleurs, le programme a été perçu comme ayant renforcé la liberté et l'indépendance des journalistes, ainsi que la qualité et la fiabilité des informations diffusées.

Cependant, malgré ces résultats positifs, des aspects tels que la diversité des formations offertes et l'équité dans leur distribution ont été remis en question, tout comme la nécessité d'améliorer la fiabilité des statistiques et des informations diffusées. Malgré ces nuances, l'analyse globale suggère que le

programme du Studio Kalangou et des radios partenaires a joué un rôle important dans la promotion du dialogue, de la transparence et de la démocratie au Niger, contribuant ainsi au développement et au renforcement du paysage médiatique et sociopolitique.

L'analyse des notes attribuées au programme RAAYI révèle une évaluation globalement positive de ses performances.

En termes de pertinence, le programme obtient une note élevée de 4,44, suggérant que ses activités sont considérées comme appropriées et adaptées aux besoins du public cible. Sa capacité à produire du contenu cohérent est également bien évaluée, avec une note de 3,84 pour la cohérence, indiquant que les informations diffusées sont généralement bien articulées et organisées, en ligne avec ses objectifs.

En ce qui concerne l'efficacité et l'efficience, le programme RAAYI reçoit des notes élevées de 4,42 et 4,52 respectivement. Cela suggère qu'il parvient à atteindre ses objectifs de manière efficace et efficiente, en utilisant probablement ses ressources de manière judicieuse pour maximiser l'impact de ses activités.

Cependant, la durabilité du programme semble être légèrement moins bien évaluée, avec une note de 3,97. Cela peut indiquer qu'il existe des préoccupations quant à sa capacité à maintenir ses activités sur le long terme, peut-être en raison de contraintes financières ou de ressources limitées.

Malgré cela, l'impact global du programme RAAYI est jugé positif, avec une note élevée de 4,51, suggérant qu'il parvient à influencer positivement son public cible et à apporter des changements significatifs dans la société. En résumé, bien que le programme RAAYI ait démontré une forte pertinence, efficacité et efficience dans ses activités, des efforts supplémentaires peuvent être nécessaires pour assurer sa durabilité à long terme.



### Analyse des réponses des AUTRES PTF, COMITE DE PILOTAGE ET DDC

Première activité	Deuxième activité	Troisième activité
Production du contenu par STKAL et diffusion par les médias partenaires Éducation Émissions sur le mariage précoce Débats radiophoniques	Appuis financier et matériel à l'endroit des médias partenaires par STKAL Justice Émissions sur la santé Forum	Renforcement de capacités des acteurs à travers des formations organisées par le département formation des médias partenaires Culture Émissions sur la paix Émissions

## Partie 2

L'enquête sur la pertinence du programme Studio Kalangou offre un aperçu significatif de l'impact et de la perception des participants. Les résultats indiquent que dans l'ensemble, le Studio Kalangou et ses partenaires ont réussi à répondre efficacement aux besoins prioritaires des groupes cibles, avec une note moyenne de 5,33 sur 6.

Les activités et émissions proposées ont également été jugées satisfaisantes, avec une moyenne de 5,17, abordant des thèmes cruciaux tels que la justice sociale, la lutte contre les inégalités et la promotion de la paix. De plus, les participants ont souligné les efforts déployés pour renforcer les capacités des acteurs locaux et influencer les enjeux de gouvernance et de transparence, avec une moyenne de 5,33.

Cependant, des lacunes ont été identifiées, notamment dans l'adaptation aux contextes locaux et dans l'adéquation du dispositif institutionnel, avec des moyennes respectives de 3,83 et 5,33. Malgré cela, les principes clés tels que Ne Laisser Personne de Côté, Ne Pas Nuire, l'égalité des genres et la gestion sensible aux conflits sont généralement respectés, avec des moyennes de 5,00, 5,00, 5,00 et 5,00 respectivement.

En identifiant les principaux problèmes prioritaires tels que les conflits internes, la mendicité et l'ignorance, l'enquête souligne les domaines où des améliorations sont nécessaires, avec une moyenne de 3,67.

Globalement, les solutions apportées par le Studio Kalangou et ses partenaires sont considérées comme répondant aux besoins des personnes et des groupes affectés, avec une moyenne de 5,17, mais des ajustements peuvent être nécessaires pour une efficacité maximale.

## Partie 3

La moyenne générale des notes pour la cohérence de l'intervention avec les autres interventions au Niger est de 4,63 sur 6.

Globalement, cela suggère que les programmes du Studio Kalangou et des radios partenaires sont perçus comme étant en grande partie compatibles avec les priorités nationales et les politiques de développement en cours au Niger, ainsi qu'avec les interventions des autres partenaires en matière de gouvernance. Les répondants estiment également que ces programmes contribuent à renforcer les capacités des acteurs, à promouvoir la participation politique, à favoriser la gouvernance et la paix sociale, ainsi qu'à compléter les efforts de l'État nigérien et des autres partenaires.

Cependant, certaines réponses indiquent des lacunes dans la complémentarité des actions et des besoins de clarification sur certains aspects spécifiques, tels que la participation des femmes dans la gestion de l'État et l'élaboration d'émissions pour les jeunes.

En outre, des réponses moins élevées sur des questions spécifiques suggèrent qu'il existe des domaines où des améliorations pourraient être apportées pour assurer une meilleure cohérence et complémentarité des interventions.

## Partie 4

Dans l'évaluation de l'efficacité du programme du Studio Kalangou et des radios partenaires, la moyenne de 4,42 sur 6 indique une satisfaction générale quant à l'atteinte des objectifs visés, reflétant ainsi un impact perçu positif des activités menées. De plus, bien que la note moyenne de 4,52 sur 6 pour les délais respectés suggère une bonne gestion temporelle dans l'ensemble, des incertitudes évoquées par certains répondants soulignent des variations dans la perception de la gestion du temps.

Les stratégies d'adaptation face aux retards imprévus du programme, évaluées à 4,52 sur 6, montrent une capacité d'ajustement satisfaisante, mais des réponses variées concernant l'efficacité du suivi et de l'auto-évaluation (moyenne de 3,84 sur 6) suggèrent des améliorations potentielles dans la surveillance et l'évaluation du programme pour garantir une efficacité optimale.

Par ailleurs, les collaborations et mises en réseau (moyenne de 4,51 sur 6) ont été renforcées, illustrant la capacité du programme à mobiliser différents acteurs. Cependant, les notes variées concernant l'adéquation des ressources (moyenne de 4,42 sur 6) soulignent la nécessité d'une gestion plus efficace des ressources pour une utilisation optimale du programme à l'avenir.

## Partie 5

L'analyse des données de l'enquête sur l'efficacité du programme du Studio Kalangou et des radios partenaires révèle des résultats mitigés. ***La moyenne globale de 2,33 sur 6 suggère une efficacité générale du programme qui est perçue comme étant faible.***

Concernant la production de résultats tout en économisant les ressources, la note moyenne de 2,33 sur 6 indique une efficacité limitée dans l'utilisation des ressources humaines, matérielles et financières. De plus, les choix économiques plus avantageux et la prise en compte des facteurs de risque dans les estimations budgétaires ont été évalués de manière très basse (moyenne de 1 sur 6), soulignant un besoin d'amélioration dans la planification financière et la gestion des risques.

Les processus de pilotage et les outils de suivi financier ont également été perçus comme peu efficaces, avec des moyennes de 1 sur 6, reflétant un manque de transparence et de redevabilité dans la gestion financière du programme. De plus, les obstacles à la création de synergies n'ont pas été identifiés de manière significative, ce qui suggère une opportunité manquée pour optimiser les ressources et maximiser l'impact du programme.

En résumé, ces résultats soulignent la nécessité pour le Studio Kalangou et les radios partenaires d'améliorer leur efficacité opérationnelle et financière, en mettant en œuvre des pratiques de gestion plus rigoureuses et transparentes pour garantir une utilisation optimale des ressources et une réalisation efficace des objectifs du programme.

	Premier problème rencontré	Première recommandation	Deuxième problème rencontré	Deuxième recommandation	Troisième problème rencontré	Troisième recommandation
1	Déficit de communication des axes du projet RAAYI avec les principaux concernés	Communiquer plus sur les échéances, périodicités et les axes du projet	Revue à mi-parcours	Instaurer une revue à mi-parcours	Pas assez de ressources pour les formations	Affecter plus de ressources aux formations
2	Thème	Améliorer vos thèmes	Participation	Cibler davantage les auditeurs	Financement	Accroître les ressources financières des partenaires

## Partie 6

L'analyse des notes attribuées à chaque question de l'enquête sur la durabilité du programme permet de mieux comprendre les perceptions des répondants quant à la viabilité et à la pérennité des activités du Studio Kalangou et de ses radios partenaires.

Les réponses indiquent une préoccupation générale concernant la dépendance au financement de la DDC, comme le montrent les notes relativement basses attribuées à la question sur la capacité des activités à continuer après la fin de ce financement (note moyenne de 3). Cela suggère une incertitude quant à la durabilité financière du programme une fois que le soutien de la DDC prendra fin.

De plus, les réponses montrent qu'il existe peu de mécanismes en place pour garantir l'appropriation et la pérennisation des acquis par les différents acteurs, ce qui est reflété par les notes relativement basses attribuées à cette question (note moyenne de 3). Cela souligne un défi important pour assurer la durabilité à long terme des résultats du programme.

Cependant, malgré ces préoccupations, les réponses indiquent que certaines stratégies sont en place pour encourager l'adoption et la pérennisation des innovations introduites par le programme, comme en témoignent les notes plus élevées attribuées à cette question (note moyenne de 4). De plus, les mécanismes et les outils de suivi financier semblent être efficaces pour garantir la transparence et la redevabilité, comme en témoignent les notes relativement élevées attribuées à cette question (note moyenne de 5).

En conclusion, bien que des défis subsistent quant à la dépendance financière et à l'absence de mécanismes pour garantir la pérennité des activités, il existe des aspects positifs qui suggèrent que le Studio Kalangou et ses partenaires ont un impact significatif et potentiellement durable sur le paysage médiatique et la société au Niger.

## **Partie 7**

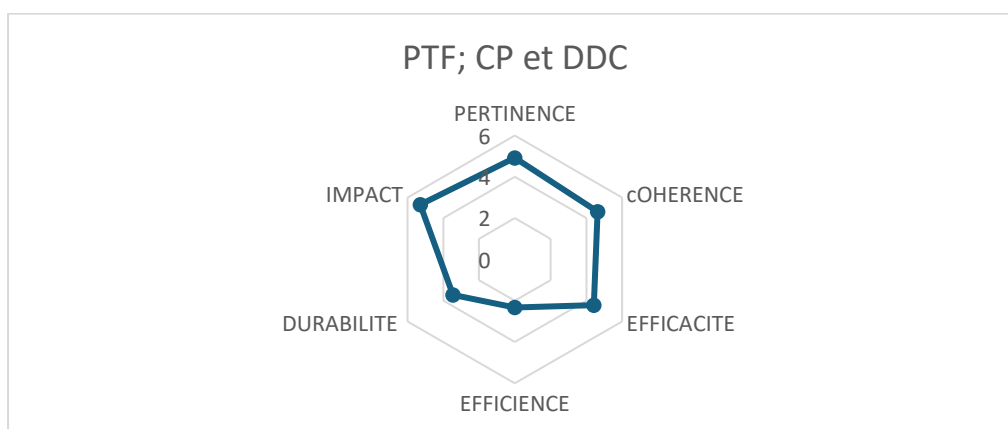
L'analyse des données de l'enquête sur l'impact du programme du Studio Kalangou et des radios partenaires révèle plusieurs tendances significatives. Globalement, les résultats indiquent une contribution positive du programme à divers aspects sociaux et politiques au Niger.

- en ce qui concerne la participation politique, l'enquête montre une moyenne élevée de 5.75 sur 6. Cela suggère que le programme a joué un rôle important dans l'encouragement de la participation politique des bénéficiaires et des cibles.
- bien que la moyenne pour la contribution à la gouvernance soit légèrement plus basse à 5 sur 6, cela reste significatif. Cependant, il est clair qu'il y a encore des domaines où des améliorations pourraient être apportées pour renforcer davantage la gouvernance.
- en ce qui concerne l'amélioration de la paix sociale, bien que la moyenne soit également de 5 sur 6, il est important de noter que des efforts continus peuvent être nécessaires pour consolider ces gains et promouvoir la stabilité sociale à long terme.
- l'enquête montre une moyenne de 5.25 pour l'accroissement du taux de participation aux élections, indiquant que le programme a contribué à encourager une participation plus active des citoyens dans le processus démocratique.
- en ce qui concerne l'incitation à participer à des actions ou des discussions, ainsi que le renforcement de la liberté et de l'indépendance des journalistes, les moyennes sont élevées, ce qui souligne l'impact positif du programme dans ces domaines

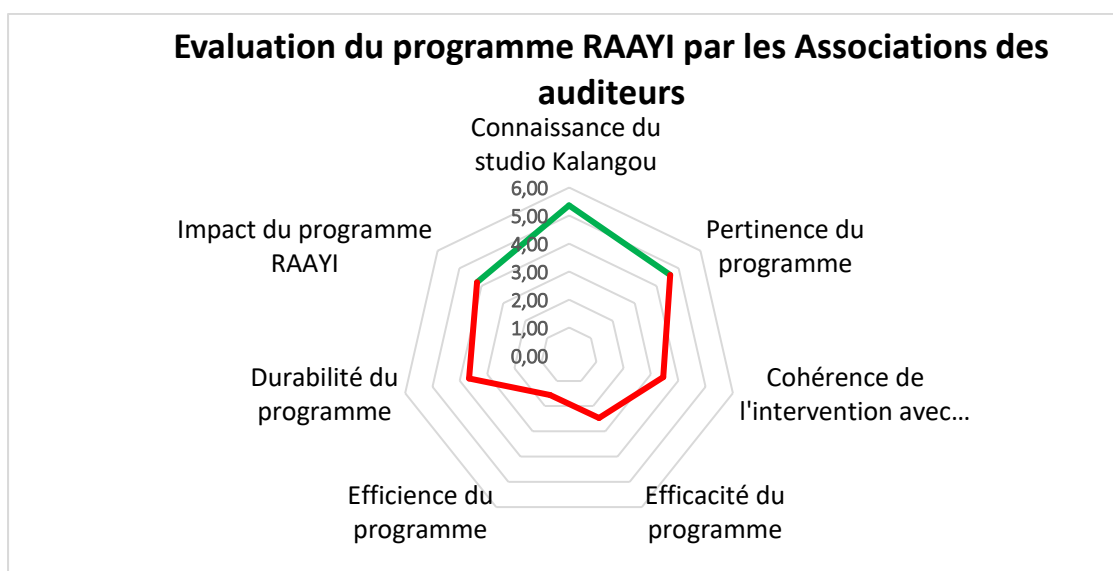
- Enfin, la moyenne de 5.5 pour le renforcement des capacités des médias nigériens témoigne de l'efficacité des efforts déployés pour améliorer les compétences et les ressources des médias locaux.

En conclusion, bien que les résultats globaux soient positifs, il reste des domaines où des améliorations peuvent être apportées pour maximiser l'impact du programme sur la société nigérienne.

On peut observer que l'impact du programme est évalué, par les PTF, le comité de pilotage et la CP RAAYI, positivement, avec une note de 5,29, indiquant que le programme a généré un effet significatif sur les aspects sociaux et politiques ciblés. En revanche, l'efficacité du programme est notée relativement basse, ce qui suggère des possibilités d'amélioration dans l'utilisation des ressources disponibles. Les autres critères, tels que la pertinence, la cohérence, l'efficacité et la durabilité, obtiennent des notes assez proches les unes des autres, indiquant une évaluation généralement positive mais avec des domaines où des améliorations peuvent être apportées.



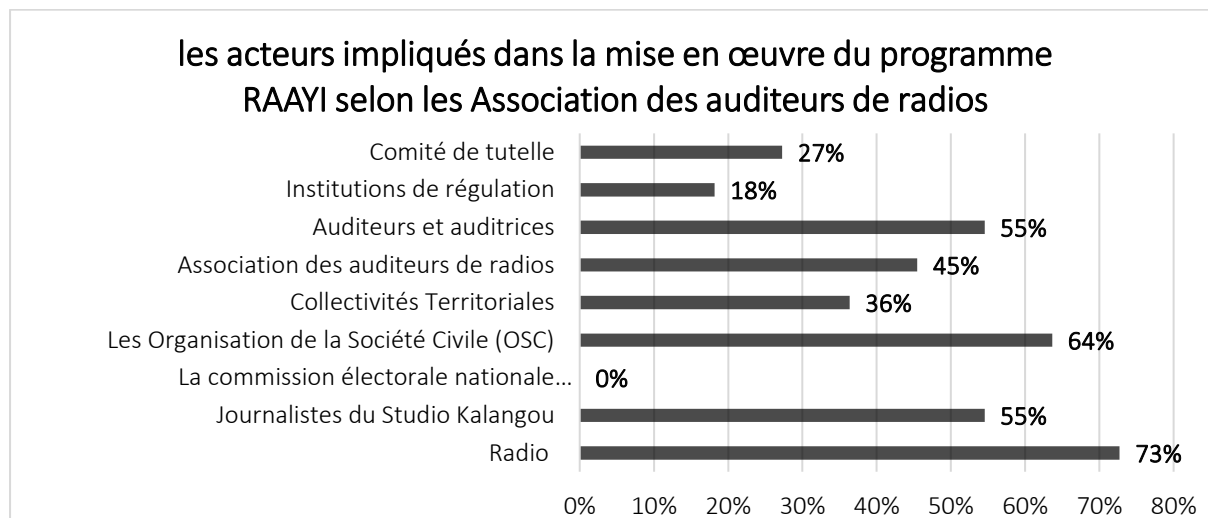
### Analyse des réponses des Association des auditeurs de radios



#### PARTIE 1 : Connaissance du programme

Les répondants de l'Association des auditeurs de radio connaissent largement (5,36/6) le studio de Kalangou et ses radios partenaires à travers leur écoute régulière des émissions, des informations et des débats culturels et sociaux. Le programme RAAYI est donc bien connu et reçu par ce groupe d'auditeurs. Pour eux, les principaux acteurs impliqués dans le programme RAAYI sont les radios (73%), les

organisations de la société civile (64%), les journalistes du studio Kalangou et les auditeurs et auditrices (55%). Les trois activités concrètes menées par le studio de Kalangou et ses radios partenaires sont la sensibilisation (sur divers thèmes tels que la culture, la religion, etc.), l'information (à travers les flashes infos et les débats) et l'éducation (à travers les émissions d'information).



## PARTIE 2 : Pertinence du programme

La note de 4,62/6 pour la pertinence du programme est attribuée par les associations d'auditeurs de la radio. Cette note est bonne, mais les membres des associations considèrent qu'il est nécessaire de renforcer les capacités des autres acteurs dans les régions et/ou de leur permettre de développer des capacités sur les questions transversales et les thèmes discutés et abordés, tels que le genre, la gouvernance interne, l'institutionnalisation de la culture de la responsabilité, et la transparence.

## PARTIE 3 : Cohérence de l'intervention avec les autres interventions au Niger

La cohérence de l'intervention avec d'autres interventions au Niger est évaluée par les membres des associations d'auditeurs radio à 3,45/6. Ce score indique une satisfaction mitigée des associations quant à la complémentarité de ce programme avec des programmes similaires sur le terrain. En général, les associations considèrent que les apports du programme RAAYI sont insatisfaisants et insuffisants. Pour expliquer cette appréciation, les répondants se basent sur la faible amélioration de la qualité et du format des programmes du studio de Kalangou et de ses radios partenaires. En tant qu'auditeurs, ils ne sont pas nécessairement informés de tous les aspects du programme RAAYI.

## Partie 4 : Efficacité du programme

La note de 2,47/6 pour l'efficacité du programme est attribuée par les associations d'auditeurs de la radio. Cette note reflète une insatisfaction totale de la part des associations d'auditeurs. Cependant, cette note est à prendre avec des pincettes, car les auditeurs ne connaissent pas vraiment le programme RAAYI et ses objectifs. Par conséquent, ce score est plus lié à leur manque de compréhension des objectifs du programme qu'à l'évaluation réelle de l'efficacité du programme.

## Partie 5 : Efficience du programme

De même que pour l'évaluation de l'efficacité, les associations d'auditeurs de la radio ne disposent pas d'éléments suffisants pour apprécier l'efficacité du programme. Le score de 1,56/6 indique que ce groupe d'acteurs ne dispose pas d'informations suffisantes pour évaluer le programme, soulignant la compréhension limitée de l'efficacité opérationnelle du programme parmi les auditeurs.

## Partie 6 : Durabilité du programme

L'appréciation de la durabilité du programme RAAYI par les associations des auditeurs de radios est évaluée à 3,66 sur 6, traduisant une approbation limitée. Cette évaluation reflète une perception que la

pérennité des acquis de ce programme pourrait être menacée. Cependant, les associations des auditeurs estiment que la mise en pratique des apprentissages et le transfert de compétences pourraient avoir un impact positif sur la pérennité et la pérennisation des acquis du projet.

### Partie 7 : Impact du programme RAAYI

Les résultats du Studio Kalangou et des radios partenaires ont contribué à renforcer la confiance des auditeurs dans les informations et les débats politiques, reflétant une évaluation positive de l'impact de ce programme par les associations des auditeurs de radios, évaluée à 4,20 sur 6. Les auditeurs assidus apprécient les émissions et débats, mais ils souhaitent une plus grande variété de sujets abordés et la possibilité d'interagir avec les journalistes pour proposer des sujets et participer à la définition des problèmes. Cependant, la participation des auditeurs à la gestion de la station est souvent limitée par les contraintes de l'action collective, qui peuvent inclure des difficultés à mobiliser les auditeurs pour des tâches spécifiques, comme l'entretien des studios ou la réparation du matériel défectueux

#### Analyse des réponses des Citoyen/nes simples / Indépendants : analyse globale

L'évaluation du programme RAAYI par les citoyens révèle une perception globalement positive de celui-ci, avec des notes assez élevées dans plusieurs domaines clés (Figure 1). En ce qui concerne la connaissance du programme, les participants lui ont attribué une note solide de 4,1, indiquant ainsi une bonne compréhension générale de ses objectifs et de ses activités. La pertinence du programme a également été bien évaluée, avec une note de 3,5, ce qui témoigne de son importance et de son adéquation par rapport aux besoins perçus de la population. Cependant, l'évaluation souligne des aspects à améliorer, notamment la cohérence de l'intervention avec d'autres initiatives au Niger, qui a reçu une note de 3,2, indiquant la nécessité d'une meilleure intégration dans le paysage des programmes de développement existants. De plus, l'efficacité du programme, évaluée à 2,8, et son efficience, notée à 2,3, révèlent des domaines où des améliorations pourraient être apportées pour optimiser les résultats et l'utilisation des ressources. Néanmoins, la durabilité du programme, avec une note de 3,2, indique une certaine confiance dans sa capacité à perdurer dans le temps, tandis que son impact, avec une note de 3,9, suggère qu'il a eu des effets significatifs et positifs sur la population. En conclusion, bien que des aspects puissent être améliorés, l'évaluation globale reflète un programme perçu comme bénéfique et ayant un impact positif sur la société nigérienne.

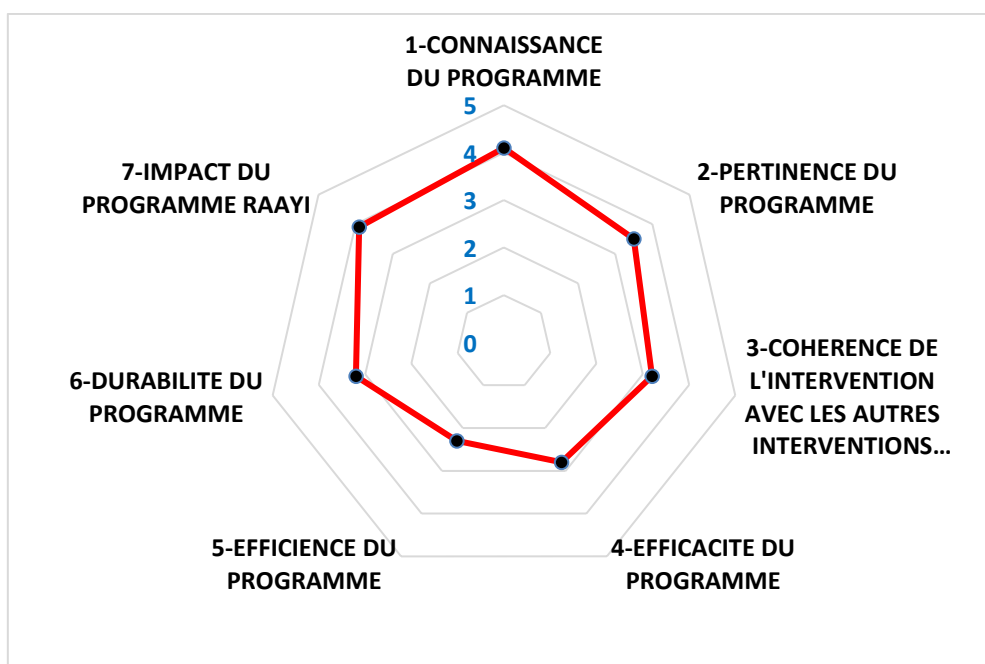


Figure 1 : Vue globale

## PARTIE 1 : CONNAISSANCE DU PROGRAMME

Les citoyens évaluant le programme RAAYI ont attribué une **note moyenne de 4,1** à leur connaissance du Studio Kalangou et des radios partenaires au Niger. Les raisons avancées comprennent l'écoute d'émissions culturelles, l'utilisation d'Internet, le suivi de la page Facebook du Studio Kalangou, l'écoute des émissions radiophoniques, ainsi que la participation aux programmes diffusés. Cette diversité de canaux de diffusion démontre un engagement significatif du public envers le Studio Kalangou et ses partenaires radiophoniques, soulignant ainsi leur impact et leur portée dans la société nigérienne.

Les réponses des citoyens évaluant le programme RAAYI révèlent une diversité d'acteurs impliqués dans sa mise en œuvre. Parmi ceux-ci, on retrouve les radios partenaires, les journalistes du Studio Kalangou, les organisations de la société civile (OSC), les collectivités territoriales, l'Association des auditeurs de radios, ainsi que les auditeurs et auditrices eux-mêmes. Cette liste variée d'acteurs démontre l'ampleur de la collaboration et de l'engagement communautaire dans le cadre du programme. La participation active des radios, des journalistes, des OSC et des collectivités locales met en lumière l'importance de la diversité des partenariats et des perspectives pour assurer le succès et l'impact positif du programme sur la société nigérienne.

Le tableau ci-dessous présente les activités concrètes que le Studio Kalangou et les radios partenaires mènent

Première activité	Deuxième activité	Troisième activité
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Débats politiques</li> <li>- Activités culturelles</li> <li>- Invités d'autres partenaires des radios</li> <li>- Émissions sur la vie en société</li> <li>- Sensibilisation à la santé</li> <li>- Sensibilisation à la vie en société</li> <li>- Forums de discussion</li> <li>- Informations nationales et internationales</li> <li>- Enquêtes dans les bidonvilles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Éducation</li> <li>- Activités sociales</li> <li>- Informations éducatives</li> <li>- Animation d'artistes invités</li> <li>- Débats radiophoniques sur l'éducation</li> <li>- Reportages éducatifs</li> <li>- Émissions sur les rescapés de l'insécurité</li> <li>- Promotion de la cohésion sociale</li> <li>- Débats sur la paix et la cohésion sociale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Activités culturelles</li> <li>- Éducation</li> <li>- Sensibilisation politique</li> <li>- Sensibilisation à la culture</li> <li>- Sketchs</li> <li>- Journal culturel</li> <li>- Animation culturelle</li> <li>- Sensibilisation à la justice</li> <li>- Programmes sur l'actualité politique</li> <li>- Gestion des conflits, éducation, santé</li> <li>- Promotion de la santé et de l'éducation</li> </ul>

## PARTIE 2 : PERTINENCE DU PROGRAMME

Propulsé par une évaluation citoyenne du programme RAAYI, le Studio Kalangou et ses radios partenaires ont obtenu une **note moyenne de 3,8** quant à leur réponse aux besoins prioritaires des groupes cibles. Les raisons invoquées varient, avec des mentions récurrentes telles que l'éducation, la sensibilisation et la diffusion d'informations pertinentes. Certains citoyens soulignent l'intérêt des émissions qui éclairent sur la vie en société, tandis que d'autres apprécient la richesse des informations partagées. Ces résultats témoignent d'une réponse diversifiée mais globalement positive aux besoins des auditeurs, mettant en lumière l'importance du Studio Kalangou et de ses partenaires dans la satisfaction des attentes de leur public.

Selon l'évaluation citoyenne du programme RAAYI, les activités et émissions proposées par le Studio Kalangou répondent en grande partie aux attentes et besoins des citoyens et citoyennes, avec une **note moyenne de 4,3**. Les raisons avancées soulignent notamment l'aspect éducatif des émissions, qui enseignent et informent sur divers sujets. De plus, la satisfaction des auditeurs est mise en avant, avec une augmentation apparente du nombre d'auditeurs. Les thèmes abordés reflètent la réalité locale et les problèmes rencontrés par la population, témoignant ainsi d'une programmation pertinente et adaptée. Ces résultats mettent en évidence l'impact positif des activités du Studio Kalangou sur la communauté, confirmant son rôle crucial dans la diffusion d'informations et la promotion de la culture et de l'éducation au Niger.

D'après l'évaluation des citoyens participant au programme RAAYI, le Studio Kalangou et ses radios partenaires ont considérablement renforcé leurs capacités, obtenant une **note moyenne de 4,5**. Les

raisons avancées mettent en lumière divers aspects, notamment l'impact social, culturel et éducatif des émissions diffusées. Certains soulignent l'utilisation de la page Facebook du Studio Kalangou comme source d'information et de renseignement sur la situation du pays. De plus, la transformation des fadas en lieux de débats utiles est mentionnée, témoignant de l'efficacité des programmes radiophoniques pour engager la communauté. Les émissions en ligne et les informations sécuritaires sont également citées comme renforçant les capacités des auditeurs. Ces résultats confirment l'importance du Studio Kalangou et de ses partenaires dans le développement des compétences et des connaissances des citoyens nigériens, contribuant ainsi à leur engagement social et à leur émancipation.

L'évaluation citoyenne du programme RAAYI révèle que le Studio Kalangou et ses radios partenaires ont considérablement renforcé les capacités des autres acteurs dans les régions, avec une **note moyenne de 4**. Les raisons avancées mettent en avant divers aspects, notamment le développement des relations entre les acteurs locaux grâce aux émissions diffusées. De plus, la sensibilisation et la diffusion d'informations, notamment sur les questions sécuritaires, sont mentionnées comme des moyens efficaces pour permettre aux acteurs de mieux comprendre leur région et de prendre des décisions éclairées. Ces résultats soulignent l'importance du rôle joué par le Studio Kalangou et ses partenaires dans le renforcement des capacités et dans l'autonomisation des acteurs locaux, contribuant ainsi au développement et à la stabilité des régions du Niger.

L'évaluation citoyenne du programme RAAYI révèle que le Studio Kalangou et ses radios partenaires ont contribué de manière limitée au développement des capacités d'adaptation des acteurs aux contextes, avec une **note moyenne de 3,3**. Les raisons évoquées mettent en lumière des défis, tels que le manque de formation des acteurs et une compréhension insuffisante de la question posée. Cependant, certaines initiatives, comme les sensibilisations et les formations proposées, ont été mentionnées comme des moyens potentiels pour aider les acteurs à mieux s'adapter aux contextes changeants. En particulier, les informations sécuritaires fournies ont été identifiées comme un outil précieux pour minimiser les risques et bénéficier d'une assistance gouvernementale et des partenaires. Ces résultats soulignent la nécessité de renforcer les efforts visant à développer les capacités d'adaptation des acteurs locaux, en mettant l'accent sur la formation et la sensibilisation aux défis et opportunités des contextes régionaux au Niger.

D'après l'évaluation citoyenne du programme RAAYI, le Studio Kalangou et ses radios partenaires ont offert une contribution modérée, avec une **note moyenne de 3,2**, quant à la capacité des acteurs à influencer les enjeux et thématiques discutés, ainsi que sur la gouvernance interne, l'institutionnalisation de la culture de redevabilité et la transparence. Les réponses variées mettent en évidence certains points forts, tels que les débats politiques et sociaux-culturels organisés par les émissions, ainsi que la reconnaissance des activités du Studio Kalangou et des radios partenaires dans la mise en lumière des réalités locales. Cependant, des défis persistent, notamment en termes d'influence sur la culture et la compréhension de la question posée. Malgré cela, les débats impliquant diverses couches de la société ont été identifiés comme des moyens potentiels pour permettre aux acteurs de participer activement à la discussion et à la prise de décision sur les enjeux de gouvernance et de transparence. Ces résultats soulignent la nécessité de renforcer les efforts visant à accroître l'implication des acteurs dans les processus décisionnels et à promouvoir une culture de redevabilité et de transparence au Niger.

Selon l'évaluation des citoyens participant au programme RAAYI, le dispositif institutionnel du Studio Kalangou et des radios partenaires reçoit une **note moyenne de 2,1**, indiquant une perception mitigée de son adéquation. Les réponses varient, avec des mentions de oui et de non, mais la plupart semblent manquer de clarté sur la question ou ne pas avoir d'opinion formée. Cependant, une réponse souligne la division entre les informations vraies et fiables, ce qui suggère une certaine reconnaissance de l'importance du dispositif pour garantir la qualité des informations diffusées. Malgré cela, il semble y avoir un besoin d'amélioration ou de clarification du dispositif institutionnel pour répondre aux attentes et aux besoins des citoyens de manière plus efficace. Ces résultats soulignent l'importance d'un examen approfondi du fonctionnement et de la structure du Studio Kalangou et de ses partenaires pour garantir leur pertinence et leur efficacité dans le paysage médiatique nigérien.

D'après l'évaluation des citoyens participant au programme RAAYI, le Studio Kalangou et ses radios partenaires reçoivent une **note moyenne de 3,1** en ce qui concerne leur adresse aux thématiques transversales de la DDC, notamment le principe de "ne laisser personne de côté". Les réponses varient, avec des mentions de oui et de non, ainsi que des réponses indiquant une compréhension limitée de la question. Cependant, une réponse met en avant l'implication de tous dans les activités, ce qui suggère une certaine reconnaissance de l'effort du Studio Kalangou et de ses partenaires pour être accessibles à un large public. Malgré cela, il semble y avoir encore des lacunes à combler pour garantir une prise en compte effective de ce principe dans toutes les activités et émissions. Ces résultats soulignent l'importance de poursuivre les efforts pour assurer que personne n'est laissé de côté dans la programmation du Studio Kalangou et de ses radios partenaires, contribuant ainsi à la promotion de l'inclusion et de l'égalité au Niger.

Selon l'évaluation des citoyens participant au programme RAAYI, le Studio Kalangou et ses radios partenaires reçoivent une **note moyenne de 4,1** en ce qui concerne leur adresse aux thématiques transversales de la DDC, notamment le principe de "ne pas nuire". Les réponses varient, avec des mentions de oui et de non, mais la plupart reconnaissent les efforts du Studio Kalangou et de ses partenaires pour éviter de nuire dans leurs actions. Certaines réponses mettent en avant la sensibilisation, le choix des thématiques et la promotion de la paix comme moyens d'assurer le respect de ce principe. De plus, l'implication des auditeurs et auditrices dans le processus est soulignée comme une pratique qui contribue à minimiser les risques et à garantir une programmation adaptée et responsable. Ces résultats témoignent de l'engagement du Studio Kalangou et de ses partenaires à opérer dans le respect du principe de "ne pas nuire" tout en poursuivant leur mission de sensibilisation et de promotion du dialogue au Niger.

D'après l'évaluation des citoyens participant au programme RAAYI, le Studio Kalangou et ses radios partenaires reçoivent une **note moyenne de 4,3** en ce qui concerne leur adresse aux thématiques transversales de la DDC, notamment la prise en compte du genre. Les réponses reflètent une reconnaissance des efforts déployés pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes, ainsi que pour sensibiliser sur les questions de genre. Certains citoyens soulignent spécifiquement l'équité dans les émissions et publications, tandis que d'autres mettent en avant le respect des droits des femmes. De plus, la diversité des thématiques abordées, telles que les violences conjugales, le rôle des parents, la scolarisation des jeunes filles et les mariages forcés et précoces, témoigne de l'engagement du Studio Kalangou et de ses partenaires à traiter les enjeux liés au genre de manière complète et inclusive. Ces résultats mettent en lumière l'importance de la sensibilisation et de l'éducation sur les questions de genre dans la programmation radiophonique au Niger, contribuant ainsi à la promotion de l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes dans la société.

D'après l'évaluation des citoyens participant au programme RAAYI, le Studio Kalangou et ses radios partenaires reçoivent une **note moyenne de 2,4** en ce qui concerne leur adresse aux thématiques transversales de la DDC, notamment la gestion des cycles de projet sensible aux conflits. Les réponses sont mitigées, avec des mentions de oui et de non, mais la plupart semblent ne pas avoir une compréhension claire de la question ou ne pas avoir d'opinion formée. Cependant, certaines réponses reconnaissent la promotion de la paix et de la cohésion sociale dans les émissions du studio, ainsi que l'impact des sensibilisations dans la réduction des conflits. Malgré cela, il semble y avoir un besoin de mieux intégrer la gestion des cycles de projet sensible aux conflits dans la programmation et les activités du Studio Kalangou et de ses partenaires. Ces résultats soulignent l'importance de renforcer les efforts pour promouvoir la paix et résoudre les conflits de manière constructive à travers les médias, contribuant ainsi à la stabilité et au développement du Niger.

Le tableau ci-dessous présente les 3 problèmes prioritaires pour lesquels le Studio Kalangou et les radios partenaires essaient d'apporter des solutions :

Premier problème prioritaire	Deuxième problème prioritaire	Troisième problème prioritaire
- Promotion du bien-être social insuffisante	- Promotion de la richesse culturelle insuffisante	- Sensibilisation politique insuffisante - Promotion de l'éducation civique à renforcer

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaboration avec d'autres radios limitée</li> <li>- Présence de Radio Kalangou peu renforcée dans notre département</li> <li>- Sensibilisation à la santé pas assez efficace</li> <li>- Collaboration à renforcer</li> <li>- Promotion de la paix peu efficace</li> <li>- Civisme à renforcer</li> <li>- Égalité des genres peu promue</li> <li>- Sensibilisation à la sécurité à améliorer</li> <li>- Gestion des conflits à renforcer</li> <li>- Satisfaction des auditeurs à améliorer</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaboration avec la population à renforcer</li> <li>- Sensibilisation à améliorer</li> <li>- Éducation culturelle pas assez développée</li> <li>- Transmission inefficace des informations</li> <li>- Promotion de la tolérance à améliorer</li> <li>- Changement de comportement positif à encourager</li> <li>- Promotion des droits de l'enfant à renforcer</li> <li>- Diversification des programmes nécessaire</li> <li>- Cohésion sociale à renforcer</li> <li>- Prise en compte des suggestions des auditeurs à améliorer</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaboration à améliorer</li> <li>- Garantie de la sécurité alimentaire à assurer</li> <li>- Sensibilisation sur les problèmes de sécurité à intensifier</li> <li>- Lutte contre l'extrémisme à intensifier</li> <li>- Diffusion d'informations fiables à améliorer</li> <li>- Promotion de la santé pour tous à renforcer</li> <li>- Diffusion de publicités informatives à intensifier</li> <li>- Renforcement de l'éducation et de la sensibilisation à la santé nécessaire</li> <li>- Respect des règles et réglementations en vigueur à assurer</li> </ul>
---	--	---

L'évaluation des citoyens participant au programme RAAYI révèle une **note moyenne de 3,2** quant à la mesure dans laquelle les solutions proposées par le Studio Kalangou et ses radios partenaires répondent aux besoins des personnes et groupes affectés. Les réponses varient, avec des mentions de oui et de non, mais certaines soulignent l'impact positif des émissions sur la diffusion d'informations et la mise en pratique des conseils donnés. En effet, les auditeurs ont noté des changements remarquables dans leurs compétences et comportements, notamment en ce qui concerne la solidarité et la cohésion sociale. Ces résultats témoignent de l'efficacité des initiatives du Studio Kalangou et de ses partenaires dans la réponse aux besoins des communautés locales, et soulignent l'importance continue de fournir des solutions pratiques et adaptées pour améliorer la vie quotidienne des citoyens nigériens.

### PARTIE 3 : COHERENCE DE L'INTERVENTION AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS AU NIGER

L'évaluation citoyenne du programme RAAYI révèle une **note moyenne de 3,5** concernant la compatibilité des programmes du Studio Kalangou et des radios partenaires avec les priorités nationales et les politiques de développement en cours au Niger. Bien que les réponses varient, certaines mettent en avant l'importance accordée aux aspects de santé publique et à la scolarisation des enfants, ce qui suggère une certaine correspondance avec les objectifs de développement nationaux. De plus, plusieurs réponses soulignent une synergie entre les parties prenantes et le respect strict de la réglementation, ce qui témoigne d'une collaboration efficace avec les autorités et d'une conformité aux directives étatiques. Ces résultats indiquent que les programmes du Studio Kalangou et de ses partenaires sont en ligne avec les priorités nationales et les politiques de développement en cours, contribuant ainsi aux efforts de développement du Niger dans des domaines clés tels que la santé et l'éducation.

L'évaluation citoyenne du programme RAAYI révèle une **note moyenne de 2,3** concernant la compatibilité des programmes du Studio Kalangou et des radios partenaires avec les interventions des autres partenaires en matière de gouvernance. Les réponses varient, mais la plupart semblent indiquer une certaine confusion ou un manque de clarté sur la question. Cependant, quelques réponses mettent en avant une synergie d'action entre le Studio Kalangou, les radios partenaires et d'autres acteurs gouvernementaux, ce qui suggère une certaine complémentarité dans les interventions en matière de gouvernance. Malgré cela, il semble y avoir un besoin de clarification et de coordination accrues entre les différentes parties prenantes pour garantir une harmonisation efficace des programmes et des actions dans ce domaine. Ces résultats soulignent l'importance de renforcer la collaboration et la coordination entre tous les acteurs impliqués dans la gouvernance pour maximiser l'impact des interventions et favoriser un développement durable au Niger.

L'évaluation citoyenne du programme RAAYI révèle une **note moyenne élevée de 4,4** concernant la conformité des programmes du Studio Kalangou et des radios partenaires à la réponse locale et nationale de l'État nigérien en matière de participation politique. Les réponses indiquent une

reconnaissance de l'importance des émissions dans la sensibilisation politique et la prise de conscience des jeunes sur les enjeux sociaux et politiques. De plus, les citoyens soulignent que les programmes du Studio Kalangou et des radios partenaires entrent en contact direct avec la communauté et abordent les problèmes locaux de manière pertinente, en alignement avec l'actualité et les besoins du milieu. Cette conformité apparente avec la réponse politique locale et nationale suggère une contribution significative des médias locaux à l'engagement civique et à la participation politique au Niger, renforçant ainsi le lien entre la population et les processus décisionnels gouvernementaux.

L'évaluation citoyenne du programme RAAYI révèle une **note moyenne élevée de 4** concernant la conformité des programmes du Studio Kalangou et des radios partenaires à la réponse locale et nationale de l'État nigérien en matière de gouvernance et de paix sociale. Les réponses des participants mettent en avant la contribution significative du Studio Kalangou et des radios partenaires dans la promotion de la paix et de la cohésion sociale à travers leurs émissions et leurs activités de sensibilisation. Ces initiatives ont été perçues comme ayant un impact positif sur la population, favorisant l'unité et la solidarité, et même encourageant les mariages interethniques. Cette conformité avec les priorités nationales en matière de gouvernance et de paix sociale témoigne de l'importance des médias locaux dans la construction d'une société pacifique et harmonieuse au Niger, en renforçant le dialogue, la compréhension mutuelle et la résolution pacifique des conflits.

L'évaluation citoyenne du programme RAAYI révèle une **note moyenne de 2,9** concernant sa compatibilité avec les priorités et les autres interventions de la DDC dans le champ de la gouvernance. Les réponses des participants montrent une certaine diversité, avec des opinions mitigées quant à cette compatibilité. Cependant, certains soulignent que le programme a accompagné la communauté et permet aux auditeurs de donner leur point de vue, ce qui peut potentiellement contribuer à l'amélioration des interventions des studios et des radios partenaires. De plus, l'appréciation générale du programme par tous est mentionnée, ce qui suggère une reconnaissance de son importance et de son impact au niveau local. Ces résultats indiquent un potentiel pour le programme RAAYI à s'aligner davantage sur les priorités de la DDC en matière de gouvernance, en renforçant la participation communautaire et en améliorant la qualité des interventions médiatiques pour mieux répondre aux besoins et préoccupations de la population.

L'évaluation citoyenne du programme RAAYI révèle une **note moyenne de 3,7** concernant la complémentarité des efforts du Studio Kalangou et des radios partenaires avec ceux de l'État nigérien et des autres partenaires techniques et financiers (PTF). Les réponses des participants indiquent une certaine reconnaissance de cette complémentarité, notamment à travers le partage d'informations et les activités de sensibilisation menées par les médias locaux. Cependant, quelques opinions expriment une insatisfaction quant à l'ampleur des efforts déployés, suggérant que davantage pourrait être fait pour répondre aux normes et attentes fixées. Malgré cela, les exemples cités, tels que les émissions sur la citoyenneté et les sensibilisations, démontrent un impact positif des initiatives du Studio Kalangou et des radios partenaires dans leur contribution aux objectifs et aux actions menées par l'État et les autres partenaires au Niger.

L'évaluation citoyenne du programme RAAYI révèle une **note moyenne de 3,3** concernant la complémentarité des appuis du Studio Kalangou et des radios partenaires avec les programmes d'autres partenaires techniques et financiers (PTF) qui soutiennent les médias, les instances de régulation et les faitières des médias. Les réponses des participants montrent une certaine reconnaissance de cette complémentarité, soulignant que les initiatives du Studio Kalangou et des radios partenaires sont souvent en harmonie avec les programmes diffusés par d'autres acteurs. Ils mettent également en avant le rôle de diffusion des actualités et le choix des sujets, soulignant ainsi la contribution des médias locaux à l'information et à la régulation médiatique. Bien que quelques réponses soient plus neutres ou n'aient pas fourni de justification, les exemples cités montrent néanmoins une synergie entre les efforts du Studio Kalangou, des radios partenaires et d'autres PTF, renforçant ainsi l'écosystème médiatique et régulateur au Niger.

L'évaluation citoyenne du programme RAAYI révèle une **note moyenne de 3,4** concernant la complémentarité des appuis du Studio Kalangou et des radios partenaires avec les programmes d'autres partenaires techniques et financiers (PTF) soutenant la gouvernance et la décentralisation. Bien que les opinions varient, plusieurs participants reconnaissent une certaine complémentarité entre les initiatives du Studio Kalangou, des radios partenaires et les programmes de soutien à la gouvernance et à la décentralisation. Ils soulignent notamment le rôle des émissions dans la sensibilisation et l'éducation des citoyens sur les enjeux de la gouvernance locale et de la décentralisation. De plus, des exemples concrets sont mentionnés, tels que l'augmentation des recettes communales, attribuée en partie aux thématiques abordées lors des émissions sur le devoir citoyen et la définition de la citoyenneté. Ces résultats indiquent une contribution positive des médias locaux à la promotion de la gouvernance participative et de la décentralisation, renforçant ainsi les efforts des autres partenaires impliqués dans ces domaines au Niger.

L'évaluation citoyenne du programme RAAYI révèle une **note moyenne de 2,8** concernant la complémentarité des appuis du Studio Kalangou et des radios partenaires avec les programmes d'autres partenaires techniques et financiers (PTF) soutenant les élections. Bien que la perception de la complémentarité varie, certains participants reconnaissent que les initiatives du Studio Kalangou et des radios partenaires ont contribué à faciliter les processus électoraux. Ils soulignent notamment le rôle des sensibilisations menées par ces médias locaux, qui ont encouragé une participation accrue des citoyens aux élections et ont facilité la transmission des résultats électoraux. Ces témoignages soulignent l'importance des médias dans le renforcement de la démocratie et des processus électoraux, même si des améliorations peuvent être envisagées pour une meilleure couverture géographique et une sensibilisation plus approfondie. En fin de compte, ces résultats suggèrent une contribution positive du Studio Kalangou et des radios partenaires à la promotion de la participation citoyenne et à la transparence des élections au Niger.

L'évaluation citoyenne du programme RAAYI révèle une **note moyenne de 3,9** concernant la complémentarité des appuis du Studio Kalangou et des radios partenaires avec les programmes d'autres partenaires techniques et financiers (PTF) soutenant la société civile, la participation citoyenne et les droits humains. Bien que les opinions divergent, une grande partie des répondants reconnaissent que ces médias locaux jouent un rôle dans la protection des droits et la promotion de la participation citoyenne. Certains soulignent que les émissions du Studio Kalangou et des radios partenaires offrent une plateforme pour réclamer des droits et sensibiliser sur les questions liées aux droits humains. Cependant, d'autres estiment que leur impact dans ces domaines est limité. Malgré cela, il est souligné que ces médias facilitent la participation de divers acteurs de la société civile et de la population dans les débats et activités, ce qui contribue à renforcer la voix des citoyens et à promouvoir les droits humains. Ces résultats suggèrent une reconnaissance générale du rôle positif du Studio Kalangou et des radios partenaires dans la promotion de la société civile active, de la participation citoyenne et des droits humains, tout en laissant place à des possibilités d'amélioration pour un engagement plus approfondi et plus efficace dans ces domaines.

L'évaluation citoyenne du programme RAAYI révèle une **note moyenne de 3,9** concernant la complémentarité des appuis du Studio Kalangou et des radios partenaires avec les programmes d'autres partenaires techniques et financiers (PTF) soutenant le changement de mentalité et le leadership féminin. Les opinions exprimées indiquent une reconnaissance significative du rôle de ces médias locaux dans la promotion de ces aspects. Certains répondants soulignent que les émissions du Studio Kalangou et des radios partenaires font activement la promotion du changement de mentalité et du leadership féminin. Cependant, d'autres estiment que leur impact dans ces domaines reste limité en raison de leur faible audience. Malgré cela, il est souligné que ces médias offrent une plateforme pour discuter et sensibiliser sur ces questions, ce qui contribue à changer les attitudes et à promouvoir le leadership féminin. Les témoignages des répondants mettent en évidence l'impact positif des émissions et des activités du Studio Kalangou et des radios partenaires sur la transformation des mentalités, notamment en ce qui concerne la scolarisation des jeunes filles, la promotion de la femme et la lutte contre le mariage précoce. Ces résultats suggèrent que ces médias jouent un rôle important dans la promotion

du changement social et du leadership féminin, tout en indiquant des possibilités d'amélioration pour atteindre un public plus large et un impact plus significatif.

L'évaluation citoyenne du programme RAAYI révèle une **note moyenne de 2,5** concernant la collaboration, la valeur ajoutée et la coordination des efforts du Studio Kalangou et des radios partenaires avec d'autres programmes dans le domaine de la gouvernance, notamment le Programme d'Appui à la Gouvernance et à l'Observation de la Démocratie (PAGOD). Les réponses des citoyens expriment une diversité de perspectives, certains reconnaissant une collaboration effective et une contribution significative de ces médias locaux, tandis que d'autres soulignent des défis et des points de rivalité. Certains répondants notent que le Studio Kalangou et les radios partenaires fournissent une plus-value en abordant des thèmes pertinents et en invitant les services étatiques à proposer des sujets pour leurs débats radiophoniques. Cependant, d'autres estiment que la collaboration et la coordination avec d'autres programmes dans le domaine de la gouvernance peuvent être améliorées. Malgré cela, il est noté que ces médias offrent une plateforme pour discuter de questions importantes telles que la prévention des maladies, la gestion des conflits et l'établissement des pièces d'état civil, ce qui contribue à renforcer la gouvernance et la démocratie au niveau local. Ces résultats suggèrent des possibilités d'amélioration de la collaboration et de la coordination entre le Studio Kalangou, les radios partenaires et d'autres programmes de gouvernance, afin d'optimiser leur impact et leur efficacité dans la promotion de la démocratie et de la transparence.

L'évaluation du programme RAAYI indique une **note moyenne de 2** en ce qui concerne la collaboration, la valeur ajoutée et la coordination des efforts du Studio Kalangou et des radios partenaires avec d'autres programmes du domaine de la gouvernance, notamment le Programme d'Appui à la Consolidation de la Transition (PACT). Les réponses des citoyens expriment une diversité de perceptions, avec certains reconnaissant une certaine forme de collaboration et de valeur ajoutée, tandis que d'autres semblent moins informés ou ne comprennent pas pleinement la question. Certains citoyens mentionnent la collaboration avec des médias télévisés partenaires, suggérant une certaine coordination avec d'autres acteurs médiatiques. Cependant, d'autres répondants notent qu'ils ne sont pas en mesure de fournir une évaluation claire ou qu'ils ne sont pas au courant des efforts de collaboration avec d'autres programmes de gouvernance. Ces résultats mettent en lumière un besoin potentiel de communication et de sensibilisation accrues sur les collaborations et les efforts coordonnés entre le Studio Kalangou, les radios partenaires et d'autres initiatives de gouvernance telles que le PACT, afin d'optimiser leur impact et de renforcer leur efficacité dans la promotion de la démocratie et de la transparence au niveau local.

L'évaluation du programme RAAYI révèle une **note moyenne de 1,8** en ce qui concerne la collaboration, la valeur ajoutée et la coordination des efforts du Studio Kalangou et des radios partenaires avec le Programme de coopération SADEL dans le domaine de la gouvernance. Les réponses des citoyens montrent une certaine confusion ou un manque de connaissance sur la question, avec plusieurs participants indiquant qu'ils ne comprennent pas la question ou qu'ils ne sont pas au courant des efforts de collaboration. Ces résultats suggèrent un besoin potentiel d'amélioration de la communication et de la sensibilisation concernant les collaborations et les synergies entre le Studio Kalangou, les radios partenaires et le Programme SADEL. Une meilleure coordination et une plus grande visibilité des efforts communs pourraient renforcer l'impact et l'efficacité de ces initiatives dans la promotion de la gouvernance locale et de la participation citoyenne.

L'évaluation du programme RAAYI indique une **note moyenne de 4,1** en ce qui concerne la collaboration, la valeur ajoutée et la coordination des efforts du Studio Kalangou et des radios partenaires avec d'autres programmes du domaine de l'éducation. Les réponses des citoyens mettent en évidence une reconnaissance de l'impact positif des émissions sur l'éducation diffusées par le studio et les radios partenaires. Ces émissions contribuent à sensibiliser la population, en particulier sur des questions cruciales telles que l'émancipation des jeunes filles. De plus, les participants notent que ces programmes éducatifs ont entraîné un changement de comportement, notamment en encourageant la fréquentation scolaire et en réduisant les mariages précoces. Cette collaboration efficace entre le Studio Kalangou, les radios partenaires et d'autres initiatives éducatives démontre leur engagement envers

l'amélioration de l'accès à l'éducation et la promotion de l'égalité des chances, contribuant ainsi aux objectifs de développement dans le domaine de l'éducation au Niger.

L'évaluation du programme RAAYI révèle une note moyenne de 3,3 quant à la collaboration, la valeur ajoutée et la coordination des efforts entre le Studio Kalangou, les radios partenaires et d'autres programmes gouvernementaux tels que les clusters ou groupes de travail. Bien que la réponse moyenne soit modérée, les commentaires des citoyens mettent en lumière certains aspects positifs. Ils reconnaissent que les émissions diffusées sont de qualité, ce qui suggère une certaine valeur ajoutée dans le domaine de la gouvernance. De plus, certains participants soulignent les partages d'informations et d'expériences entre les différentes parties prenantes, ce qui contribue à renforcer les relations et à favoriser une synergie d'action. Malgré quelques incompréhensions et incertitudes sur le sujet, il est clair que des efforts sont déployés pour favoriser une collaboration étroite entre les clusters, le Studio Kalangou et les radios partenaires, ce qui pourrait potentiellement renforcer l'efficacité des initiatives de gouvernance dans le pays.

L'évaluation du programme RAAYI montre une **note moyenne relativement faible de 1,8** en ce qui concerne le partenariat entre le Studio Kalangou, les radios partenaires, le CSC et les actions de la Fondation Hirondelle. Cependant, malgré cette évaluation mitigée, quelques points positifs émergent des commentaires des citoyens. Certains reconnaissent que le partenariat parvient à toucher toutes les couches sociales, ce qui suggère une certaine portée et pertinence des actions entreprises. Malgré quelques incertitudes exprimées par certains participants, il semble y avoir une certaine reconnaissance de l'importance de ce partenariat dans la diffusion d'informations et l'engagement des différentes communautés. Il reste néanmoins des axes d'amélioration à explorer pour renforcer et compléter davantage les actions de la Fondation Hirondelle par le biais de ce partenariat, afin d'optimiser son impact sur le terrain.

#### PARTIE 4: EFFICACITE DU PROGRAMME

L'évaluation du programme RAAYI indique une **note moyenne de 4,1** attribuée par les citoyens pour l'atteinte des objectifs par le Studio Kalangou et les radios partenaires. Bien que certains participants expriment des réserves quant à la réalisation complète des objectifs, la majorité semble reconnaître des progrès significatifs dans la réalisation des objectifs sociaux et culturels. Les retours d'information jouent un rôle crucial dans cette évaluation, soulignant l'importance d'un dialogue ouvert avec le public pour évaluer et ajuster les initiatives. Cependant, il est également noté qu'il existe des opportunités d'amélioration, notamment en termes de recherche de partenariats supplémentaires et d'optimisation des ressources engagées. Malgré ces défis, les résultats obtenus et les appréciations des auditeurs témoignent de l'impact positif des activités menées par le Studio Kalangou et les radios partenaires dans la réalisation de leurs objectifs.

L'évaluation des délais par les citoyens donne une **note moyenne de 2,2**, reflétant une perception mitigée quant au respect des échéances par rapport à l'atteinte des objectifs. Bien que certains participants reconnaissent que les délais ont été respectés, d'autres soulignent des retards, en particulier dans la diffusion des programmes radiophoniques. Cette observation suggère une certaine irrégularité dans la ponctualité des activités, ce qui peut avoir un impact sur l'efficacité globale du programme. La remarque concernant le retard de diffusion de plusieurs jours met en évidence un aspect critique de la gestion du temps, ce qui nécessite une attention particulière pour garantir une exécution plus cohérente et opportune des activités. En somme, bien que des progrès aient été réalisés, il reste des efforts à déployer pour améliorer la gestion des délais et maintenir une cadence de travail efficace.

L'évaluation des stratégies d'adaptation face aux retards imprévus du programme a reçu une **note moyenne de 2**, indiquant une perception mitigée de leur efficacité. Bien que certains participants reconnaissent l'existence de telles stratégies, d'autres ne voient aucun changement significatif dans la gestion des retards. Cela soulève des préoccupations quant à la clarté et à l'efficacité des mesures prises pour faire face à ces situations imprévues. Le manque de compréhension de la question par certains participants suggère également un besoin de clarification ou de communication plus efficace des procédures d'adaptation mises en place. Malgré cela, la référence au suivi et à l'évaluation comme

moyen d'adaptation suggère une reconnaissance de l'importance de surveiller et d'évaluer régulièrement le programme pour identifier les retards et y répondre de manière appropriée. En résumé, bien que des efforts aient été déployés pour élaborer des stratégies d'adaptation, il reste des défis à relever pour améliorer leur efficacité et leur compréhension par tous les acteurs impliqués.

La **note moyenne de 2,5** attribuée par les citoyens à l'efficacité du suivi et de l'auto-évaluation du programme suggère une évaluation mitigée de ces processus. Bien que certains ajustements aient été opérés en réponse aux retours d'information recueillis, d'autres participants expriment des doutes quant à l'impact de ces réajustements sur l'atteinte des objectifs. Cela soulève des questions sur l'efficacité et la pertinence des mécanismes de suivi et d'auto-évaluation en place. Il semble y avoir un besoin d'amélioration dans la manière dont les rétroactions sont recueillies, analysées et utilisées pour informer les ajustements du programme. Une compréhension plus claire de la manière dont le suivi et l'auto-évaluation contribuent directement à l'amélioration des résultats du programme pourrait être nécessaire pour renforcer la confiance des participants dans ces processus. En résumé, bien que des réajustements aient été effectués, il reste des opportunités d'amélioration pour maximiser l'efficacité du suivi et de l'auto-évaluation dans la réalisation des objectifs du programme.

La **note moyenne de 3,3** attribuée par les citoyens à l'effort de renforcement des initiatives de collaboration et de mise en réseau entre le Studio Kalangou et les radios partenaires suggère une évaluation plutôt positive de ces activités. Cela indique que ces entités ont réussi à établir et à entretenir des partenariats efficaces avec d'autres acteurs du secteur. Ces collaborations et mises en réseau peuvent avoir favorisé un échange d'expertise, de ressources et d'informations, renforçant ainsi l'impact global des programmes radiophoniques. Toutefois, il reste peut-être des possibilités d'amélioration pour optimiser ces collaborations et élargir davantage le réseau de partenaires afin d'accroître l'influence et la portée des initiatives du Studio Kalangou et des radios partenaires. En résumé, bien que des efforts aient été déployés pour renforcer les collaborations et la mise en réseau, il existe toujours un potentiel pour renforcer davantage ces initiatives dans le cadre des programmes de radiodiffusion.

La **note moyenne de 2,9** attribuée par les citoyens à l'efficacité des ressources mises à la disposition du Studio Kalangou et des radios partenaires suggère une évaluation mitigée. Bien que certains reconnaissent la présence de personnel qualifié et l'utilisation des fonds pour maintenir les émissions, d'autres expriment des préoccupations quant à la diffusion instantanée des programmes. Cela souligne l'importance d'une allocation efficace des ressources pour garantir une diffusion rapide et efficace des émissions, ce qui peut jouer un rôle crucial dans l'atteinte des objectifs du programme. Il est donc essentiel de continuer à évaluer et à ajuster l'utilisation des ressources disponibles afin d'optimiser leur impact sur la réalisation des objectifs du Studio Kalangou et des radios partenaires. En résumé, bien que des ressources soient disponibles et utilisées, des efforts supplémentaires peuvent être nécessaires pour garantir qu'elles contribuent de manière optimale à la réalisation des objectifs du programme de radiodiffusion.

## **PARTIE 5: EFFICIENCE DU PROGRAMME**

La **note moyenne de 3,2** attribuée par les citoyens à l'économie des ressources par le Studio Kalangou et les radios partenaires suggère une évaluation généralement positive. Les réponses indiquent que les efforts sont faits pour utiliser les ressources de manière judicieuse, notamment en organisant des débats et en garantissant la disponibilité des ressources nécessaires. Cependant, des préoccupations sont soulevées concernant la satisfaction des agents et la capacité de l'organisation à répondre aux besoins du personnel. Pour optimiser davantage l'économie des ressources, il pourrait être nécessaire de prendre des mesures supplémentaires pour améliorer la satisfaction des employés et répondre plus efficacement à leurs attentes. Malgré ces défis, il est encourageant de constater que des efforts sont déployés pour économiser les ressources et optimiser les résultats du Studio Kalangou et des radios partenaires.

La **note moyenne de 2,2** attribuée par les citoyens à la gestion économique du programme du Studio Kalangou et des radios partenaires suggère une évaluation mitigée. Bien que certains répondants reconnaissent des choix économiques plus avantageux, d'autres expriment des doutes quant à la

pertinence de ces avantages. Certains ont également signalé ne pas avoir compris la question ou avoir besoin de plus d'informations pour y répondre adéquatement. Pour renforcer la gestion économique du programme, il peut être nécessaire de clarifier davantage les choix économiques opérés et de démontrer de manière plus convaincante les avantages qui en découlent. Une communication plus transparente et des explications approfondies sur les décisions économiques pourraient contribuer à accroître la confiance et la satisfaction des parties prenantes.

La **note moyenne de 1,4** attribuée par les citoyens à la prise en compte des estimations budgétaires en tenant compte des différents facteurs de risque et d'incertitude indique une évaluation très critique. Les répondants semblent ne pas avoir perçu de manière claire comment ces estimations ont été effectuées et comment les risques ont été pris en compte dans le budget du programme. Certains ont exprimé ne pas avoir compris la question, ce qui suggère un manque de clarté ou d'information sur ce sujet. Pour améliorer cette perception, il serait essentiel de fournir des explications plus détaillées et transparentes sur la manière dont les estimations budgétaires sont élaborées, en mettant en lumière la prise en compte des risques et des incertitudes. Une communication plus efficace sur ces aspects pourrait contribuer à renforcer la confiance et la compréhension des citoyens quant à la gestion financière du programme.

La **note moyenne de 2,6** indique une perception mitigée parmi les citoyens quant à l'efficacité des processus de pilotage du Studio Kalangou et des radios partenaires pour rationaliser et optimiser les financements. Bien que certains répondants reconnaissent des efforts dans cette direction, d'autres ont exprimé un manque de compréhension de la question ou une absence d'idée sur le sujet. Cette diversité de réponses suggère un besoin de clarification et de transparence quant aux processus de gestion financière. Il serait donc essentiel d'améliorer la communication sur la manière dont les fonds sont gérés, en mettant en évidence les méthodes utilisées pour rationaliser les dépenses et optimiser l'utilisation des ressources financières. Une meilleure compréhension de ces processus pourrait contribuer à renforcer la confiance des citoyens dans la gestion financière du programme.

La **note moyenne de 2,2** suggère une perception mitigée quant à l'efficacité des outils et mécanismes de suivi financier du Studio Kalangou et des radios partenaires pour garantir la transparence et la redevabilité. Bien que certains répondants reconnaissent des aspects positifs dans la mise en place de ces outils, d'autres ont exprimé des doutes ou une incompréhension de la question. Cela souligne le besoin d'améliorations dans la communication et la sensibilisation sur la manière dont les finances sont suivies et gérées. Il est crucial de rendre ces outils accessibles à tous et de fournir des explications claires sur leur utilisation afin de renforcer la confiance des citoyens dans la gestion financière du programme.

La **note moyenne de 2,2** indique une reconnaissance mitigée de l'identification et de l'analyse des obstacles à la création de synergies entre le Studio Kalangou, les radios partenaires et d'autres acteurs. Bien que certains répondants aient exprimé une prise de conscience de ces obstacles et une volonté de collaborer avec les partenaires, d'autres semblent avoir eu des difficultés à comprendre la question ou à reconnaître les défis spécifiques. Cela souligne la nécessité d'une meilleure communication et d'une analyse approfondie des obstacles potentiels à la création de synergies. En comprenant ces obstacles et en les abordant de manière proactive, le programme peut mieux exploiter les opportunités de collaboration et renforcer son impact.

Le tableau ci-dessous présente les principaux problèmes rencontrés et les recommandations à prendre en compte pour améliorer la gestion par le Studio Kalangou

Premier problème rencontré	Première recommandation
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Problème de financement insuffisant pour assurer une diffusion continue 24 heures sur 24.</li> <li>- Méconnaissance du Studio Kalangou.</li> <li>- Révision irrégulière des thèmes abordés pour garantir leur pertinence.</li> <li>- Insuffisance liée de la qualité de l'image diffusée.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Encourager l'organisation de débats entre les jeunes sur des sujets politiques et économiques.</li> <li>- Promouvoir la participation active des jeunes dans ces débats pour favoriser leur implication.</li> <li>- Élargir la portée des activités pour inclure davantage d'acteurs de l'intérieur du pays.</li> <li>- Veiller à maintenir une bonne qualité de contenu pour garantir l'impact des émissions.</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible intensification des émissions sur la résilience et l'engagement de la population.</li> <li>- Optimisation nécessaire de la durée des émissions pour une meilleure efficacité.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmenter la fréquence des émissions du Studio Kalangou et des radios partenaires pour toucher un public plus large.</li> <li>- Procéder à une réévaluation des durées de certaines émissions afin de les adapter aux besoins et préférences du public.</li> </ul>
<b>Deuxième problème rencontré</b>	<b>Deuxième recommandation</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de débats culturels et éducatifs</li> <li>- Insuffisance de connaissances sur Radio Kalangou</li> <li>- Absence d'émissions éducatives adéquates</li> <li>- compétences limitées pour la gestion des émissions</li> <li>- Problème d'horaires de diffusion inadaptés</li> <li>- Clubs et espaces pour les jeunes insuffisants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Approfondir l'analyse sociale à travers des émissions axées sur le tourisme et l'histoire pour enrichir le contenu.</li> <li>- Renforcer la collaboration avec d'autres radios pour élargir l'audience et la portée des émissions.</li> <li>- Intensifier les actions de sensibilisation sur des thématiques pertinentes.</li> <li>- Adapter les horaires de diffusion en fonction des préférences des auditeurs.</li> <li>- Investir dans du matériel de qualité pour améliorer la production audiovisuelle.</li> <li>- Organiser des formations pour les jeunes afin de les sensibiliser à leur rôle crucial dans la gestion des conflits.</li> <li>- Établir des clubs et des espaces dédiés aux jeunes pour favoriser leur engagement et leur participation.</li> </ul>
<b>Troisième problème rencontré</b>	<b>Troisième recommandation</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Besoin d'améliorer la sensibilisation sur les questions environnementales.</li> <li>- Nécessité d'assurer une diffusion continue 24 heures sur 24 pour répondre aux attentes du public.</li> <li>- Insuffisance des services disponibles 24 heures sur 24 pour répondre aux besoins des auditeurs.</li> <li>- Manque d'inspiration parmi les jeunes participants aux émissions.</li> <li>- Lacunes en termes d'informations disponibles pour les jeunes auditeurs.</li> <li>- Besoin de prendre en compte toutes les langues du pays pour une représentation équitable.</li> <li>- Manque de ressources pour fournir un appui adéquat aux jeunes, notamment en termes de matériels de sensibilisation sonore et de panneaux solaires.</li> <li>- Présence d'un contexte sécuritaire complexe affectant les activités et la participation des jeunes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Encourager les débats sur des sujets économiques pertinents pour la communauté.</li> <li>- Mettre en place un système de rediffusion pour permettre un accès continu aux émissions.</li> <li>- Renforcer l'implication des jeunes dans la programmation et la participation aux émissions.</li> <li>- Favoriser la collaboration avec d'autres acteurs pour enrichir le contenu et les perspectives.</li> <li>- Rechercher des sources de financement supplémentaires pour soutenir et étendre les activités du Studio Kalangou et des radios partenaires.</li> <li>- Assurer une diffusion dans toutes les langues du pays pour garantir une large accessibilité.</li> <li>- Organiser des séances de sensibilisation sur l'hygiène et la salubrité, ainsi que sur la gestion appropriée des infrastructures sanitaires.</li> <li>- Effectuer une analyse approfondie du contexte sécuritaire pour adapter les activités en conséquence.</li> </ul>

Le tableau ci-dessous présente les principaux problèmes rencontrés et les recommandations à prendre en compte pour améliorer la gestion par les radios partenaires

<b>Premier problème rencontré</b>	<b>Première recommandation</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficultés pour assurer une couverture médiatique continue des questions environnementales.</li> <li>- Ressources limitées pour garantir une diffusion 24 heures sur 24 pour permettre un accès constant à l'information.</li> <li>- Les enjeux de santé publique ne sont pas suffisamment pris en compte à travers des programmes éducatifs.</li> <li>- Remédier au manque d'installations dans les autres départements pour une meilleure portée géographique.</li> <li>- Sources de financement limitées pour soutenir les activités.</li> <li>- Retard dans la diffusion de certaines émissions pour répondre aux besoins de l'audience.</li> <li>- Formation insuffisante des journalistes pour améliorer la qualité du contenu.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Promouvoir la diversité culturelle à travers des programmes éducatifs et culturels.</li> <li>- Assurer un service 24 heures sur 24 pour répondre aux besoins d'information du public à tout moment.</li> <li>- Établir des partenariats avec d'autres acteurs du secteur pour renforcer la portée et l'impact des programmes.</li> <li>- Explorer des options de financement alternatives pour garantir la durabilité des activités.</li> <li>- Mettre à jour régulièrement le logiciel utilisé pour une diffusion efficace et optimale.</li> <li>- Recruter davantage de journalistes pour enrichir la diversité des contenus et des perspectives.</li> <li>- Accorder une attention particulière aux commentaires et aux avis des auditeurs pour améliorer continuellement les programmes.</li> </ul>

- Budget inadéquat pour soutenir les opérations et les initiatives.	
<b>Deuxième problème rencontré</b>	<b>Deuxième recommandation</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficultés sociales et politiques à aborder dans les programmes.</li> <li>- Besoin de rediffusions pour toucher un public plus large et diversifié.</li> <li>- Insuffisance de financement pour soutenir les activités de diffusion.</li> <li>- Manque de sensibilisation sur certaines questions importantes.</li> <li>- Conditions de travail et de rémunération des agents à améliorer.</li> <li>- Collaboration et coordination avec les radios partenaires pour renforcer l'impact des programmes.</li> <li>- Proposition d'émissions adaptées à la réalité locale et au contexte spécifique de chaque zone.</li> <li>- Besoin d'actions pour résoudre ces problèmes et assurer le bon fonctionnement des activités.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer la couverture des sujets politiques et économiques dans les émissions.</li> <li>- Organiser des formations pour les animateurs afin d'améliorer leur expertise.</li> <li>- Inviter régulièrement des experts et des intervenants spécialisés pour enrichir les discussions.</li> <li>- Améliorer les conditions de vie des membres du personnel pour favoriser leur engagement et leur performance.</li> <li>- Renforcer les partenariats avec d'autres radios pour élargir l'audience et maximiser l'impact des programmes.</li> <li>- Assurer un suivi régulier pour évaluer l'efficacité des recommandations et apporter les ajustements nécessaires.</li> <li>- Maintenir un niveau élevé de professionnalisme et d'engagement envers la qualité des programmes radiophoniques.</li> </ul>
<b>Troisième problème rencontré</b>	<b>Troisième recommandation</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance de contenu économique, culturel et politique dans les programmes radiophoniques.</li> <li>- Manque de sensibilisation et d'information sur l'existence et les activités de la radio.</li> <li>- Présence de matériel défectueux et de moyens limités pour assurer une diffusion efficace.</li> <li>- Nécessité d'améliorer la qualité et la diversité du contenu radiophonique pour mieux répondre aux besoins de la communauté.</li> <li>- Besoin d'investir dans l'acquisition de nouveaux équipements et de renforcer les capacités techniques du personnel.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer le contenu éducatif et économique des émissions radiophoniques.</li> <li>- Accroître les efforts de sensibilisation et d'information pour mieux faire connaître les activités de la radio.</li> <li>- Améliorer les équipements des locaux pour garantir des conditions de travail optimales.</li> <li>- Accorder davantage de moyens aux partenaires pour renforcer leur capacité d'action et leur impact sur le terrain.</li> </ul>

## PARTIE 6 : DURABILITE DU PROGRAMME

Malgré une **note moyenne relativement basse de 2,1**, les commentaires des citoyens reflètent une certaine appréciation pour les activités du Studio Kalangou. Ils reconnaissent que les émissions véhiculent des messages importants pour la communauté, ce qui suggère une valeur perçue dans le contenu diffusé. Cependant, il existe des inquiétudes quant à la viabilité financière après la fin du financement de la DDC, soulignant ainsi l'importance du soutien financier continu pour assurer la pérennité des activités du studio. Les réponses indiquent également un besoin de clarification sur le lien entre le financement et la continuité des activités, illustrant ainsi un désir de transparence et de compréhension de la part de la communauté. En résumé, bien que les activités du Studio Kalangou soient perçues comme bénéfiques, il est impératif de trouver des solutions financières durables pour garantir leur continuation après la fin du financement de la DDC.

Malgré une **note moyenne de 2,1**, les réponses des citoyens reflètent une certaine incertitude quant à la continuité des activités des radios partenaires après la fin du financement de la DDC. Les commentaires indiquent un manque de clarté ou de compréhension sur la question, suggérant un besoin de plus d'informations ou de transparence sur la manière dont les activités pourraient être soutenues financièrement à l'avenir. La préoccupation principale semble être le manque de ressources financières, ce qui souligne l'importance d'explorer des alternatives de financement viables pour assurer la pérennité des radios partenaires. En résumé, bien que les citoyens reconnaissent l'importance des radios partenaires, il existe des inquiétudes quant à leur capacité à continuer leurs activités sans le soutien financier de la DDC, mettant en évidence la nécessité d'explorer des solutions de financement alternatives.

Les réponses des citoyens mettent en lumière une **diversité de mécanismes et de stratégies visant à garantir l'appropriation et la pérennisation des acquis** par les différents acteurs. Parmi ces initiatives, la diffusion continue 24 heures sur 24, la production d'émissions télévisées et la redistribution des contenus sont soulignées comme des moyens efficaces pour atteindre un large public. De plus, la formation des acteurs impliqués, la collaboration avec la population locale et la mise en place de comités de gestion sont identifiées comme des approches clés pour renforcer l'appropriation des acquis du programme. La large diffusion de la radio dans tout le territoire national est également mentionnée comme un moyen de toucher un public diversifié. En outre, le transfert des compétences et le maintien de programmes tels que les émissions RAAYI sont présentés comme des efforts visant à assurer la continuité des acquis. Ces réponses mettent en évidence l'importance de développer des stratégies variées et inclusives pour garantir que les bénéfices du programme soient intégrés et durables dans la communauté.

Les résultats de l'évaluation indiquent une **note moyenne de 2,7** attribuée par les citoyens, ce qui suggère une réception mitigée quant à la capacité des innovations introduites par le Studio Kalangou et les radios partenaires à être adoptées et pérennisées par les acteurs du secteur des médias au Niger. Bien que certains répondants reconnaissent que le Studio Kalangou produit des émissions riches en informations et favorise leur représentation dans différentes localités, d'autres expriment des réserves ou une incompréhension de la question. Cependant, des suggestions telles que le renforcement des capacités au niveau local sont mentionnées, ce qui indique un potentiel d'adoption et de pérennisation des innovations, surtout si des efforts supplémentaires sont déployés pour sensibiliser et renforcer les capacités des acteurs du secteur des médias.

Les réponses des citoyens mettent en évidence **plusieurs stratégies potentielles pour encourager l'adoption et la pérennisation des innovations** du Studio Kalangou et des radios partenaires. Parmi celles-ci, on retrouve la diffusion continue 24 heures sur 24, le renforcement des partenariats, la rediffusion du contenu, ainsi que des activités de sensibilisation. Ces réponses soulignent également l'importance de communiquer de manière intensive pour promouvoir les innovations et de sensibiliser les jeunes dans divers domaines tels que l'éducation, la santé et la culture. De plus, l'obtention de financements supplémentaires est identifiée comme une stratégie clé pour soutenir la pérennisation des initiatives. En mettant en œuvre ces stratégies, il est possible d'encourager efficacement l'adoption et la pérennisation des innovations du Studio Kalangou et des radios partenaires.

Les réponses des citoyens mettent en lumière plusieurs conditions et facteurs clés de succès pour une **mise à l'échelle des bonnes pratiques** du Studio Kalangou et des radios partenaires dans d'autres contextes et auprès d'autres acteurs. Parmi ces éléments, on retrouve la nécessité de rediffuser le contenu, de favoriser les associations avec d'autres partenaires, et de fournir un service direct basé sur les émissions existantes. L'accès à des financements suffisants est également identifié comme un facteur crucial pour soutenir cette expansion. De plus, la sensibilisation autour des bonnes pratiques et la recherche de sources de financement supplémentaires sont considérées comme des éléments essentiels. Enfin, la proposition de stratégies d'adoption et l'analyse en fonction de l'évolution du contexte peuvent contribuer à garantir le succès de cette mise à l'échelle. En prenant en compte ces conditions et facteurs clés, il devient possible d'envisager une expansion réussie des pratiques du Studio Kalangou et des radios partenaires vers d'autres contextes et acteurs.

Les réponses des citoyens soulignent plusieurs **mécanismes et outils importants pour faciliter la diffusion et l'adoption des bonnes pratiques** du Studio Kalangou et des radios partenaires. Parmi ceux-ci figurent la participation active des jeunes, la publication d'éditions spéciales ou de supports écrits, ainsi que l'utilisation des réseaux sociaux pour toucher un public plus large. La formation des acteurs impliqués et la promotion de la solidarité sont également identifiées comme des éléments clés pour soutenir cette diffusion. L'acquisition de matériel de dernière génération et l'implication des "fadas" (fans) peuvent également jouer un rôle crucial dans ce processus. En outre, il est suggéré d'utiliser des exemples concrets pour illustrer les bonnes pratiques et de créer des clubs et des groupes de supporters dédiés au Studio Kalangou. En mettant en place ces mécanismes et outils, il devient possible de faciliter efficacement la diffusion et l'adoption des bonnes pratiques par un public plus large et diversifié.

La **note moyenne élevée de 4,3** attribuée par les citoyens suggère une forte conviction quant à la capacité du Studio Kalangou et des radios partenaires à induire des changements de comportement chez leurs bénéficiaires et leurs cibles. Cette confiance reflète probablement l'impact positif perçu de ces médias sur la communauté, tant en termes d'information que de sensibilisation. Les émissions du Studio Kalangou et des radios partenaires sont susceptibles de jouer un rôle significatif dans l'éducation, la conscientisation et l'incitation à l'action, ce qui peut conduire à des changements positifs dans les comportements individuels et collectifs. Cette évaluation souligne ainsi l'importance et l'efficacité des programmes radiophoniques pour influencer les attitudes et les actions des auditeurs, contribuant ainsi au progrès et au développement socio-culturel de la société.

La **note moyenne élevée de 3,9** attribuée par les citoyens suggère que les résultats du Studio Kalangou et des radios partenaires ont le potentiel d'être efficacement capitalisés pour influencer les politiques et les pratiques en matière de développement des médias au Niger. Cette évaluation positive met en lumière la crédibilité et l'impact perçu de ces médias dans la sphère publique. Les résultats obtenus par le Studio Kalangou et les radios partenaires sont susceptibles d'être utilisés comme des preuves tangibles de l'efficacité des programmes radiophoniques dans la sensibilisation, l'éducation et la mobilisation de la population. Ils pourraient ainsi servir de base pour informer et orienter les décideurs politiques dans l'élaboration de politiques et de pratiques visant à promouvoir le développement des médias au Niger. En capitalisant sur ces résultats, il est possible d'instaurer des changements durables et significatifs dans le paysage médiatique, favorisant ainsi un environnement propice à la liberté d'expression, à l'accès à l'information et à la participation citoyenne.

La **note moyenne de 3,5** attribuée par les citoyens indique une reconnaissance générale du rôle du Studio Kalangou et des radios partenaires dans le renforcement durable des capacités des journalistes et des radios partenaires. Les réponses mentionnant les séminaires comme moyen de renforcement des capacités suggèrent que ces initiatives de formation sont perçues comme efficaces et bénéfiques. De plus, le témoignage selon lequel de nombreux jeunes ont été formés dans le journalisme grâce à ces radios souligne leur contribution à l'éducation et à la professionnalisation de la jeunesse locale. Cette implication dans la formation des jeunes constitue un investissement dans l'avenir du journalisme et des médias au Niger. En outre, le fait que certains répondants soulignent que les jeunes prennent conscience de leur rôle souligne l'impact positif des programmes sur la prise de conscience et l'autonomisation des citoyens. Les suggestions concernant l'élaboration des programmes et l'interrogation des journalistes indiquent également un intérêt pour l'amélioration continue et l'implication des professionnels des médias dans le processus. Dans l'ensemble, ces réponses témoignent de l'importance et de l'efficacité des efforts du Studio Kalangou et des radios partenaires dans le renforcement des capacités journalistiques et médiatiques, contribuant ainsi à un secteur des médias plus robuste et durable au Niger.

La **note moyenne de 3,9** attribuée par les citoyens à cette question témoigne d'une reconnaissance positive de la contribution du Studio Kalangou et des radios partenaires au renforcement de la liberté d'expression, de la transparence et de la redevabilité au Niger. Les réponses indiquant que les gens se sentent libres d'exprimer leurs pensées grâce à cette radio soulignent l'importance de ces médias dans la promotion de la liberté d'expression. De plus, le fait que les citoyens parlent plus librement dans les émissions suggère que ces plateformes offrent un espace pour des discussions ouvertes et franches sur divers sujets. Les mentions du respect du droit en matière de presse et de la réglementation soulignent également l'engagement du Studio Kalangou et des radios partenaires à opérer dans le cadre légal et à promouvoir des normes éthiques élevées. En outre, les activités de sensibilisation mentionnées dans certaines réponses montrent leur engagement à sensibiliser les citoyens aux questions de liberté d'expression et de transparence. Dans l'ensemble, ces réponses mettent en lumière le rôle crucial du Studio Kalangou et des radios partenaires dans la promotion de valeurs démocratiques fondamentales au Niger.

## PARTIE 7: IMPACT DU PROGRAMME RAAYI

La **note moyenne élevée de 4,5** attribuée par les citoyens montre que les résultats du Studio Kalangou et des radios partenaires ont eu un impact significatif sur l'amélioration de la participation politique au niveau des bénéficiaires et des cibles. Les réponses mettent en lumière plusieurs points positifs : les bonnes actions menées par le programme sont reconnues comme un facteur clé, avec une mention spéciale pour l'impact positif sur la communauté. Il est également souligné que les jeunes sont particulièrement impliqués, ce qui est crucial pour l'avenir de la participation politique. De plus, la participation des femmes et des jeunes dans la politique est mentionnée, ce qui suggère une diversification et un élargissement des acteurs politiques. Le fait que les auditeurs se sentent écoutés et que le taux de participation aux dernières élections ait augmenté sont des signes tangibles de l'impact positif du programme sur l'engagement politique. Enfin, la satisfaction générale exprimée dans les réponses indique que les résultats obtenus sont en adéquation avec les attentes et les besoins de la population, ce qui renforce l'idée d'une contribution significative à l'amélioration de la participation politique.

La **note moyenne de 3,3** attribuée par les citoyens témoigne d'une contribution notable des résultats du Studio Kalangou et des radios partenaires à la gouvernance. Bien que certains répondants n'aient pas fourni d'explications détaillées, plusieurs points positifs ressortent des réponses. Certains soulignent l'indépendance perçue dans les programmes diffusés, ce qui suggère un environnement médiatique favorable à une gouvernance transparente et impartiale. D'autres mettent en avant la promotion de l'équité sociale par le biais des émissions et des sensibilisations menées par le programme. De plus, la fiabilité des informations diffusées est mentionnée, ainsi que la collaboration efficace avec les radios partenaires et les services techniques étatiques, ce qui renforce l'idée d'une contribution significative à la gouvernance. Ces éléments soulignent l'importance du rôle joué par le Studio Kalangou et les radios partenaires dans la promotion d'une gouvernance plus transparente, inclusive et participative.

La **note moyenne de 3,8** attribuée par les citoyens à la contribution du Studio Kalangou et des radios partenaires à l'amélioration de la paix sociale indique une perception positive de leur impact dans ce domaine. Les réponses des évaluateurs mettent en avant plusieurs points clés. Tout d'abord, la communication et la sensibilisation sont identifiées comme des mécanismes efficaces pour promouvoir la paix sociale. Ensuite, certains répondants remarquent une augmentation de la tolérance au sein de la communauté, suggérant que les programmes diffusés favorisent une atmosphère de compréhension et de respect mutuel. De plus, des changements de comportement sont observés, ce qui témoigne de l'impact concret des initiatives du Studio Kalangou et des radios partenaires sur la vie quotidienne des citoyens. Ces réponses soulignent l'importance des efforts de sensibilisation et de communication dans la promotion de la paix sociale, ainsi que l'efficacité des programmes radiophoniques dans la construction d'une société plus harmonieuse et inclusive.

La **note moyenne de 3,4** attribuée par les citoyens à la contribution du Studio Kalangou et des radios partenaires à l'accroissement du taux de participation aux élections reflète une perception relativement positive de leur impact dans ce domaine. Les réponses des évaluateurs mettent en lumière plusieurs aspects clés. D'abord, les sensibilisations menées par les radios sont identifiées comme des efforts efficaces pour encourager la participation électorale. Ensuite, certains répondants soulignent l'importance d'accorder de l'importance aux élections pour inciter les citoyens à voter. Cependant, il y a aussi des réponses qui expriment un manque de clarté ou de connaissance sur le sujet, ce qui suggère qu'il reste des défis à relever en termes d'engagement civique. Malgré cela, les évaluations reconnaissent le rôle crucial des sensibilisations menées par le Studio Kalangou et les radios partenaires dans la promotion de la participation électorale, soulignant ainsi leur impact potentiel sur le processus démocratique.

La **note moyenne de 3,8** attribuée par les citoyens à l'incitation à participer à des actions ou des discussions suite à l'écoute des émissions du Studio Kalangou et des radios partenaires témoigne d'une réception généralement positive du programme. Les réponses des évaluateurs soulignent plusieurs points forts. D'abord, les émissions et les communiqués sont identifiés comme des éléments incitatifs à

la participation, ce qui suggère que le contenu diffusé est perçu comme pertinent et stimulant. De plus, certains répondants indiquent que l'écoute des émissions encourage le suivi des sujets abordés et facilite la localisation des lieux où engager des discussions. Cependant, il y a aussi des réponses qui expriment un manque de clarté ou de connaissance sur le sujet, ce qui indique qu'il existe des opportunités pour renforcer davantage l'engagement du public. Néanmoins, les évaluations mettent en évidence l'impact positif du programme sur la participation citoyenne, soulignant ainsi son rôle dans la stimulation des actions et des discussions au sein de la communauté.

La **note moyenne de 3,9** attribuée par les citoyens à la contribution du Studio Kalangou et des radios partenaires au renforcement de la liberté et de l'indépendance des journalistes, ainsi qu'à l'amélioration de la qualité des informations diffusées au Niger, reflète une perception globalement positive du programme. Les réponses des évaluateurs mettent en avant plusieurs points forts. Ils soulignent notamment le professionnalisme des journalistes, qui est perçu comme un facteur contribuant à l'autonomie dans la diffusion des informations. De plus, certains répondants expriment un sentiment de responsabilité et d'engagement de la part des médias, ce qui renforce l'image de fiabilité et de qualité des informations diffusées. Cependant, quelques réponses indiquent qu'il reste encore des défis à relever, suggérant des opportunités d'amélioration continue. Dans l'ensemble, ces évaluations mettent en lumière l'impact positif du Studio Kalangou et des radios partenaires sur le paysage médiatique du Niger, soulignant ainsi leur contribution à la promotion de la liberté de la presse et à l'amélioration de la qualité de l'information.

Les réponses des citoyens évaluant le programme du Studio Kalangou et des radios partenaires mettent en lumière plusieurs éléments contribuant à un sentiment accru de liberté et d'indépendance, ainsi qu'à l'amélioration de la qualité des informations diffusées. La diffusion continue 24 heures sur 24 et la disponibilité du service à tout moment sont perçues comme des caractéristiques favorisant l'accès à une diversité d'informations. De plus, la qualité des journalistes et leur autonomie dans la transmission des informations sont soulignées comme des facteurs déterminants. Le respect de la non-ingérence, la gestion financière transparente et le choix des agents sont également mentionnés comme des aspects renforçant la confiance du public dans les médias. Les débats radiophoniques sont identifiés comme une pratique favorisant l'expression diverse des opinions, tandis que l'écoute attentive des radios partenaires est soulignée comme un signe de leur pertinence croissante. En résumé, ces éléments du programme contribuent à instaurer un environnement propice à la liberté d'expression et à l'amélioration de la qualité des informations diffusées, renforçant ainsi le rôle positif du Studio Kalangou et des radios partenaires dans le paysage médiatique du Niger.

Les résultats de l'évaluation du programme RAAYI indiquent une satisfaction significative de la part des citoyens quant à la contribution du Studio Kalangou et des radios partenaires au renforcement des capacités des médias nigériens, comme en témoigne la **note moyenne élevée de 4,4 attribuée**. Les réponses des participants mettent en avant plusieurs éléments positifs, tels que la mise en place d'émissions éducatives et formatrices, ainsi que la tenue de formations pertinentes et la sensibilisation à grande échelle. Les formations régulières du personnel et la réalisation d'ateliers sont également citées comme des actions efficaces pour renforcer les compétences des médias. De plus, la collaboration étroite avec plusieurs radios partenaires et l'expansion du réseau contribuent à une synergie d'action plus large, favorisant ainsi un impact plus significatif sur le paysage médiatique du Niger. Ces éléments soulignent l'engagement continu du Studio Kalangou et des radios partenaires envers le développement des capacités médiatiques dans le pays.

**ANNEXE 5 : OUTIL DE COLLECTE DES DONNÉES**Localité :Commune :Région :Nom de la Radio Partenaire :Type radio partenaire : Radio Communautaire  radios privés Date entretien :Personnes ressources rencontrées :

Noms et prénoms	Fonctions	Numéros téléphone

**GUIDE D'ENTRETIEN AVEC LES RADIOS PARTENAIRES DU STUDIO KALANGOU****I. Analyse Gouvernance dans le fonctionnement des radios partenaires**

Domaines	Indicateurs	Appréciations (note sur 4)					Commentaires
		Nul 0	Faible 1	Passable 2	Bien 3	Très bien 4	
<b>GOUVERNANCE (60) : cas radios communautaires</b>							
<b>Légitimité (24 points)</b>	Qualité de l'élection des membres de l'organe décisionnel						
	Durée mandat membres						
	Respect de renouvellement mandat						
	Respect des rôles et responsabilités des membres						
	Les réunions et AG sont tenues régulièrement						
	Existence PV réunions et AG						
<b>Sous-total</b>							
<b>Participation/implication (8 points)</b>	Taux de participation aux réunions						
	Implication des membres dans les activités de la radio						
<b>Sous-total</b>							
<b>Cohérence avec les objectifs du Projet RAAYI (12 points)</b>	Existence objectifs						
	Pas impliqué dans une malversation						
	Pas de contentieux avec les membres ou tiers traduit devant les juridictions						
<b>Sous-total</b>							
<b>Responsabilité/imp utabilité/Transparence (16 points)</b>	L'organe décisionnel consulte les membres avant la prise de décision						
	L'organe décisionnel est interpellé par les membres						
	L'organe décisionnel restitue les décisions de réunions aux membres						
	Les procès-verbaux des réunions et AG sont diffusés aux membres						
<b>Sous-total</b>							
<b>Cas des radios privés (12 points)</b>							
Nombre de salariés inscrits à la CNSS							
Présence ou non d'arriérés de salaires							
Nombre de mois d'arriérés de salaires							
<b>CAPACITES OPERATIONNELLES (32 points) : cas radios privées et communautaires</b>							
<b>Planification suivi-évaluation (12points)</b>	Existence vision, mission, buts						

Domaines	Indicateurs	Appréciations (note sur 4)					Commentaires
		Nul 0	Faible 1	Passable 2	Bien 3	Très bien 4	
	Existence système formel de planification/suivi-évaluation des activités						
	Les formations reçues par les membres						
<b>Sous-total</b>							
<b>Gestion financière (32points)</b>	Existence compte bancaire/Mutuelle / comptabilité						
	Qui détient le carnet ?						
	Qui autorise la sortie de l'argent ?						
	Existence double signatures						
	Existence outils de gestion						
	Radio en règle vis-à-vis de la fiscalité						
	Existence d'une comptabilité à jour						
	Existence d'un budget annuel						
<b>Sous-total</b>							
<b>Equité/genre (24 points) : cas radios privées et communautaires</b>							
<b>Equité/genre/ Inclusion</b>	Composition du bureau (F H jeunes)						
	Présence des femmes aux réunions ou AG						
	Présence des jeunes aux réunions ou AG						
	Postes occupés par les femmes (niveau de responsabilité)						
	Postes occupés par les jeunes (niveau de responsabilité)						
	Moment choisi pour les réunions						
<b>Sous-total</b>							
<b>Relations externes/plaidoyer (16 points) : cas radios privées et communautaires</b>							
<b>Relations externes /plaidoyer</b>	Nombre des partenaires						
	Nombre de requêtes/dossiers élaborés						
	Nombre de requêtes/dossiers aboutis						
	Volume financier mobilisé à travers des projets						
<b>Sous-total</b>							

Domaines	Indicateurs	Appréciations (note sur 4)					Commentaires
		Nul 0	Faible 1	Passable 2	Bien 3	Très bien 4	
<b>Durabilité (12 points) : cas radios privées et communautaires</b>							
<b>Durabilité</b>	Stratégies de retrait progressif des partenaires développées par la radio						
	Capacité de la radio à s'autogérer						
<b>Sous-total</b>							
<b>TOTAL GENERAL</b>							

## II. Analyse selon les questions évaluatives

N°	Champs d'analyse	Questions Evaluatives	Réponses
1	Pertinence	1. Dans quelles mesures les productions du SK proposées répondent-ils aux attentes et besoins des citoyens et citoyennes ?	
		2. Dans quelle mesure studio Kalangou a-t-il renforcé les capacités de votre radio ?	
		3. Dans quelle mesure les productions du studio Kalangou ont-t-elles permis à ces acteurs de développer des capacités d'adaptation aux contextes ?	
		4. Dans quelle mesure les productions du SK proposées ont-t-il permis aux organisations et acteurs de la société civile et aux auditeurs et auditrices d'influer sur les enjeux et thématiques discutés et traités, sur la gouvernance interne, l'institutionnalisation de la culture de redevabilité et la transparence ?	
		5. Quels effets secondaires indésirables les productions du SK proposées peuvent-il avoir eu ?	
2	Cohérence	1. Quelles sont les collaborations, coordinations et les plus-values avec les autres projets/PTF intervenant dans le domaine ?	
		2. En quoi le partenariat avec le studio Kalangou renforce et complète les actions mis en place par votre radio ?	
		3. Comment les productions du studio Kalangou ont-elles (ou n'ont-elles pas) posé les bases pour un développement sur le plus long terme de votre radio ?	
		4. Dans quelle mesure les productions du studio Kalangou étaient-elles conformes à la réponse locale par rapport à la participation politique et la paix sociale ?	
		5. Dans quelle mesure le studio Kalangou a-t-il complété le travail de votre radio, des autres PTF et de l'Etat ?	

N°	Champs d'analyse	Questions Evaluatives	Réponses
3	Efficacité	<p>1. Quels facteurs ont-ils contribué à la réalisation ou à la non-réalisation des activités de votre radio ?</p> <p>2. Quelles synergies ont-elles été mises en place aux niveaux régional et local qui ont permis une utilisation optimale des ressources de votre radio ?</p> <p><b>Participation au développement du Niger :</b></p> <p>a) Dans quelles mesures les productions du SK et des radios partenaires ont permis aux citoyens de prendre de meilleures décisions sur leur vie de citoyens (droits, sécurité, éducation, réduction des inégalités Homme/Femmes, entrepreneuriat, pandémie COVID 19, pratiques néfastes, etc.)</p> <p>b) Dans quelles mesures les productions du SK et des radios partenaires ont permis aux citoyens de s'exprimer et de s'impliquer davantage dans les stratégies et processus de développement de leur pays (participation citoyenne, participation politique, entrepreneuriat, vie associative etc.) ?</p> <p>c) Dans quelles mesures les productions du SK et des radios partenaires ont permis aux citoyens de mieux comprendre les processus électoraux et de davantage participer aux élections ?</p> <p><b>Bonne gouvernance :</b></p> <p>a) Dans quelles mesures les productions du SK et des radios partenaires ont permis la prise en compte des différents points de vue, des besoins des différentes composantes de la société par le gouvernement, les STD et les CT ?</p> <p>b) Dans quelles mesures les productions du SK et des radios partenaires ont permis aux citoyens de mieux décrypter les actions et les décisions du gouvernement ?</p> <p>c) Dans quelles mesures les productions du SK et des radios partenaires ont permis aux citoyens d'exiger une redevabilité des STD et CT ?</p>	3.

N°	Champs d'analyse	Questions Evaluatives	Réponses
		<p style="text-align: center;"><b>Stabilité :</b></p> <p>a) Dans quelles mesures les productions du SK et des radios partenaires ont permis aux citoyens d'assumer des comportements responsables pour minimiser les risques sécuritaires ?</p> <p>b) Dans quelles mesures les productions du SK et des radios partenaires ont permis aux citoyens d'avoir une image plus positive des efforts sécuritaires consentis par les FDS nigériennes et internationales ?</p> <p>c) Dans quelles mesures les productions du SK et des radios partenaires ont permis aux citoyens de mieux collaborer avec les FDS ?</p> <p>d) Dans quelle mesure les productions du SK ont permis aux collectivités territoriales et aux OSC de contribuer à la cohésion sociale, à la prévention et gestion des conflits ?</p> <p style="text-align: center;"><b>Participation citoyenne/Equité/inclusion :</b></p> <p>a) Dans quelle mesure les femmes et les jeunes ont plus participé dans les processus électoraux ? Cela a-t-il permis d'influencer le jeu politique ?</p> <p>b) Dans quelle mesure les productions du SK ont-elles favorisé la mise en place de nouveaux espaces d'expression citoyenne ?</p> <p>c) Dans quelle mesure les productions du SK ont-elles adressé les préoccupations des groupes vulnérables, minoritaires (ethnies, langues) et des zones fragiles ?</p> <p>d) les productions du SK ont-t-elles permis une réduction des inégalités de genre et compétences en genre des différents acteurs en termes de prise en compte des femmes et des jeunes dans leurs activités ?</p> <p>e) Dans quelles mesure les productions du SK ont permis d'assurer la visibilité des femmes, de leurs droits et de leurs initiatives ?</p>	

N°	Champs d'analyse	Questions Évaluatives	Réponses
		<p>f) Dans quelle mesure les productions du SK ont influencé la transparence dans la gestion des ressources au niveau local et régional ?</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les communautés et les partenaires locaux ont-ils été impliqués dans la conception et la production des émissions du SK? Si oui, comment ? Si non, pourquoi ?</li> <li>2. Les productions du SK ont-t-elles induit des changements significatifs dans la <b>Bonne gouvernance au niveau local et régional</b> ? Si oui, expliquez de quelle manière. Si non, détaillez les obstacles qui ont empêché ces changements, et leurs causes.</li> <li>3. Les productions du SK ont-t-elles induit des changements significatifs dans la <b>stabilité</b> ? Si oui, expliquez de quelle manière. Si non, détaillez les obstacles qui ont empêché ces changements, et leurs causes.</li> <li>4. Les productions du SK ont-t-elles induit des changements significatifs dans les <b>partenariats avec les autres PTF</b> ? Si oui, expliquez de quelle manière. Si non, détaillez les obstacles qui ont empêché ces changements, et leurs causes.</li> <li>5. Les productions du SK induit des changements significatifs dans la <b>Participation citoyenne/Équité/inclusion</b> ? Si oui, expliquez de quelle manière. Si non, détaillez les obstacles qui ont empêché ces changements et leurs causes.</li> </ol>	
4	Questions évaluatives spécifiques	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Quels sont les succès pour le partenariat avec le studio Kalangou ?</li> </ol>	

N°	Champs d'analyse	Questions Evaluatives	Réponses
		2. Quels sont les points faibles pour le partenariat avec le studio Kalangou ?	
		3. Quels sont les opportunités pour le partenariat avec le studio Kalangou ?	
		4. Quels sont les menaces pour le partenariat avec le studio Kalangou ?	
		5. Quelles sont les recommandations à formuler à l'endroit du SK pour une collaboration plus fructueuse et porteuse d'intérêts pour votre radio ?	
		6. Quelles sont vos suggestions d'améliorations	
		7. Existe-t-il de bonnes pratiques à identifier en ce qui concerne les activités/thèmes clés développés par e SK transversaux ?	

## Avertissement

---

Ce formulaire est un outil complémentaire qui vise à collecter les données nécessaires dans le cadre de l'évaluation finale du programme d'appui aux médias (RAAYI) financé par la coopération Suisse au Niger. Vous avez été identifié comme une personne ressource parce que vous êtes une partie prenante de ce programme d'appui aux médias et vos opinions sont très importantes pour nous. Merci d'y consacrer quelques minutes. Le cabinet REID Consulting qui exécute ce mandat vous rassure que les dispositions en vigueur en matière de protection des données personnelles et de confidentialité seront respectées ainsi que le secret statistique. Les données seront traitées dans l'anonymat et nous vous remercions de donner librement vos opinions. Pour chacune des questions, cochez la réponse qui correspond le plus à votre opinion et justifiez votre réponse, le cas échéant. Vous pouvez sauvegarder vos réponses et poursuivre plus tard si, pour diverses raisons, vous ne finissez pas le renseignement. *Les citoyens qui ne connaissent pas le programme RAAYI mais qui suivent les émissions radios et TV peuvent renseigner le formulaire comme faisant partie de la catégorie "citoyen/ne simple".*

**Veillez noter que la date limite pour l'envoi des formulaires renseignés est le mardi 30 avril 2024**

---

Nom du répondant

---

Lieu

---

### ORGANISME / ENTITE DU REpondant

- Radios partenaires
- Journalistes du Studio Kalangou
- Association des auditeurs de radios
- Institutions de régulation
- Comité de coordination restreint : CN-RACOM, ARTPN, APAC, IFTIC
- Unité de Gestion du Programme (FH et SK)
- Citoyen/ne simple / Indépendant (Aucun lien avec le programme)  Chargé de Programme DDC
- Comité éditorial non formel : CENI, OSC spécialisées, Alternatives Espaces Citoyens, CNDH...
- Comité de pilotage
- Autres PTF

### PARTIE 1 : CONNAISSANCE DU PROGRAMME

#### 1. Dans quelles mesures connaissez-vous le Studio Kalangou et les radios partenaires?

- Très large mesure
- Large mesure
- Moyenne / certaine mesure
- Faible mesure

- Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

## 2. Qui sont les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du programme?

Cochez les cases qui conviennent

- Radio  
 Journalistes du Studio Kalangou  
 La commission électorale nationale indépendante (CENI)  
 Les Organisation de la Société Civile (OSC)  
 Collectivités Territoriales  
 Association des auditeurs de radios  
 Auditeurs et auditrices  
 Institutions de régulation  
 Comité de tutelle  
 Ne sait pas

» 3. Citez trois activités concrètes que leStudio Kalangou et les radios partenaires mènent

Première activité

---

Deuxième activité

---

Troisième activité

---

## PARTIE 2 : PERTINENCE DU PROGRAMME

1. Dans quelle mesure le Studio Kalangou et les radios partenaires répondent-ils à vos besoins prioritaires en tant que groupes cibles

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

2. Dans quelles mesures les activités et émissions proposées répondent-ils aux attentes et besoins des citoyens et citoyennes ?

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

3. Dans quelle mesure le Studio Kalangou et les radios partenaires ont-ils renforcé vos capacités ?

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

Dans quelle mesure le Studio Kalangou et les radios partenaires ont-ils renforcé les capacités des autres acteurs dans les régions

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

4. Dans quelle mesure le Studio Kalangou et les radios partenaires ont-ils permis à ces acteurs de développer des capacités d'adaptation aux contextes ?

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

5. Dans quelle mesure le Studio Kalangou et les radios partenaires ont-ils permis aux acteurs d'influer sur les enjeux et thématiques discutés et traités, sur la gouvernance interne, l'institutionnalisation de la culture de redevabilité et la transparence ?

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

Dans quelle mesure le dispositif institutionnel du Studio Kalangou et les radios partenaires est-il approprié :

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

» 8. Dans quelle mesure le Studio Kalangou et les radios partenaires adressent-ils les thématiques transversales de la DDC

### 8.1. LNOB (Ne laisser personne de côté)

*Le principe de « ne laisser personne de côté » se traduit par toutes les mesures et dispositions prises par le Studio Kalangou et ses partenaires pour lutter contre les discriminations et les inégalités en facilitant l'accès à l'information à toutes et à tous et en évitant à leurs équipes d'exclure un ou plusieurs groupes sociaux.*

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

### 8.2. DNH (Ne Pas Nuire)

*Le principe de « ne pas nuire » se traduit par les mesures et dispositions prises par le Studio Kalangou et ses radios partenaires dans le cadre de leurs activités pour éviter d'exposer leurs équipes et leurs auditoires à des risques supplémentaires. "Ne pas nuire" signifie*

*prendre du recul par rapport à une intervention pour examiner le contexte plus large et atténuer les effets négatifs potentiels sur le tissu social, l'économie et l'environnement.*

- Très large mesure  
 Large mesure

- Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

### Genre

*Prendre en compte le genre, se traduit par le fait que le Studio Kalangou et ses partenaires reconnaissent l'importance des différentes catégories sociales dans leurs activités, conçoivent et animent des émissions qui tiennent compte des différents besoins, capacités et contributions propres aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons.*

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

### 8.3. CSPM ( Gestion des Cycles de Projet Sensible aux Conflits)

*C'est une approche de sensibilité aux conflits qui permet de s'assurer que les interventions (émissions et autres activités du Studio Kalangou et ses partenaires) ne contribuent pas involontairement aux conflits, mais permettent plutôt de renforcer les possibilités de paix et d'inclusion.*

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

» 9. Quels sont les 3 problèmes prioritaires pour lesquels le Studio Kalangou et les radiospartenaires essaient d'apporter des solutions ?

Premier problème prioritaire

---

Deuxième problème prioritaire

---

Troisième problème prioritaire

---

10. Dans quelle mesure les solutions apportées par le Studio Kalangou et les radios partenaires répondent-elles au besoin des personnes et groupes affectés ?

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

### PARTIE 3 : COHERENCE DE L'INTERVENTION AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS AUNIGER

1. Dans quelle mesure les programmes du Studio Kalangou et des radios partenaires sont-ils compatibles avec les priorités nationales et les politiques de développement en cours au Niger ?

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

2. Dans quelle mesure les programmes du Studio Kalangou et des radios partenaires sont-ils compatibles avec les interventions des autres partenaires en matière de gouvernance ?

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

» 3. Dans quelle mesure les programmes du Studio Kalangou et des radios partenaires sont-ils conformes à la réponse locale et nationale de l'État nigérien par rapport à :

• la participation politique

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure

- Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

• la gouvernance et la paix sociale

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

4. Dans quelle mesure le programme RAAYI est-il compatible avec les priorités et les autres interventions de la DDC dans le champ de la gouvernance ?

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

5. Dans quelle mesure le Studio Kalangou et les radios partenaires ont-ils complété les efforts de l'État nigérien et des autres partenaires (PTF) ?

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

» 6. Dans quelles mesures les appuis du Studio Kalangou et des radios partenaires sont-ils complémentaires avec les programmes d'autres PTF qui soutiennent:

6.1. les médias, les instances de régulation et les faitières des médias

- Très large mesure  
 Large mesure

- Moyenne / certaine mesure
- Faible mesure
- Aucune mesure
- Ne sait pas

**Justifiez votre réponse**

---

### **6. 2. la gouvernance, la décentralisation**

- Très large mesure
- Large mesure
- Moyenne / certaine mesure
- Faible mesure
- Aucune mesure
- Ne sait pas

**Justifiez votre réponse**

---

### **Les élections**

- Très large mesure
- Large mesure
- Moyenne / certaine mesure
- Faible mesure
- Aucune mesure
- Ne sait pas

**Justifiez votre réponse**

---

### **6.3. la société civile, la participation citoyenne, les droits humains**

- Très large mesure
- Large mesure
- Moyenne / certaine mesure
- Faible mesure
- Aucune mesure
- Ne sait pas

**Justifiez votre réponse**

---

### **6.4. le changement de mentalité, le leadership féminin**

- Très large mesure
- Large mesure

- Moyenne / certaine mesure
- Faible mesure
- Aucune mesure
- Ne sait pas

**Justifiez votre réponse**

---

» 7. Dans quelle mesure le Studio Kalangou et les radios partenaires collaborent, apportent de plus-value et coordonnent leurs efforts avec les autres programmes du domaine gouvernance ?

#### 7.1. PAGOD

- Très large mesure
- Large mesure
- Moyenne / certaine mesure
- Faible mesure
- Aucune mesure
- Ne sait pas

**Justifiez votre réponse**

---

#### 7.2. PACT

- Très large mesure
- Large mesure
- Moyenne / certaine mesure
- Faible mesure
- Aucune mesure
- Ne sait pas

**Justifiez votre réponse**

---

#### 7.3. Programme de coopération SADEL

- Très large mesure
- Large mesure
- Moyenne / certaine mesure
- Faible mesure
- Aucune mesure
- Ne sait pas

**Justifiez votre réponse**

#### 7.4. Éducation

- Très large mesure
- Large mesure

- Moyenne / certaine mesure
- Faible mesure
- Aucune mesure
- Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

#### 7.5. les clusters et/ou groupes de travail

- Très large mesure
- Large mesure
- Moyenne / certaine mesure
- Faible mesure
- Aucune mesure
- Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

#### 8. Dans quelle mesure le partenariat entre le Studio Kalangou et les radios partenaires, le CSC renforce et complète les actions mis en place par la Fondation Hirondelle ?

- Très large mesure
- Large mesure
- Moyenne / certaine mesure
- Faible mesure
- Aucune mesure
- Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

### PARTIE 4: EFFICACITE DU PROGRAMME

---

#### 1. Dans quelle mesure les objectifs visés par le Studio Kalangou et les radios partenaires ont-ils été atteints?

- Très large mesure
- Large mesure
- Moyenne / certaine mesure
- Faible mesure
- Aucune mesure
- Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

#### 2. Dans quelle mesure les délais ont été respectés par rapport à l'atteinte des objectifs?

- Très large mesure
- Large mesure

- Moyenne / certaine mesure
- Faible mesure
- Aucune mesure
- Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

**3. Dans quelle mesure des stratégies d'adaptation ont-elles été élaborées et déployées pour faire face aux retards imprévus du programme ?**

- Très large mesure
- Large mesure
- Moyenne / certaine mesure
- Faible mesure
- Aucune mesure
- Ne sait pas

Justifiez votre réponse

**4. Dans quelle mesure le suivi et l'auto évaluation du programme ont-ils permis d'opérer des réajustements en vue de l'atteinte des objectifs ?**

- Très large mesure
- Large mesure
- Moyenne / certaine mesure
- Faible mesure
- Aucune mesure
- Ne sait pas

**5. Dans quelle mesure le Studio Kalangou et les radios partenaires ont-ils renforcé des initiatives de collaborations et de mise en réseau ?**

- Très large mesure
- Large mesure
- Moyenne / certaine mesure
- Faible mesure
- Aucune mesure
- Ne sait pas

**6. Dans quelle mesure les ressources mises à disposition du Studio Kalangou et des radios partenaires ont-elles permis d'atteindre les objectifs ?**

- Très large mesure
- Large mesure
- Moyenne / certaine mesure
- Faible mesure
- Aucune mesure
- Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

PARTIE 5: EFFICIENCE DU PROGRAMME

1. Dans quelle mesure le Studio Kalangou et les radios partenaires ont-ils produit des résultats en économisant les ressources (humaines, matérielles, financières...) utilisées et le temps?

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

2. Dans quelle mesure des choix économiques plus avantageux ont-ils été opérés dans le cadre de la gestion du programme du Studio Kalangou et des radios partenaires?

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

3. Dans quelle mesure les estimations budgétaires ont-elles pris en compte les différents facteurs de risque et d'incertitude ?

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

4. Dans quelle mesure les processus de pilotage du Studio Kalangou et les radios partenaires ont-ils permis de rationaliser et d'optimiser les différents financements ?

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure

- Aucune mesure
- Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

Dans quelle mesure les outils et les mécanismes de suivi financier ont-ils été efficaces pour garantir la transparence et la redevabilité ?

- Très large mesure
- Large mesure
- Moyenne / certaine mesure
- Faible mesure
- Aucune mesure
- Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

5. Dans quelle mesure les obstacles à la création de synergies ont-ils été identifiés et analysés ?

- Très large mesure
- Large mesure
- Moyenne / certaine mesure
- Faible mesure
- Aucune mesure
- Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

» 7. Quels sont les principaux problèmes rencontrés et les recommandations à prendre en compte pour améliorer la gestion par le Studio Kalangoul

Premier problème rencontré

---

Première recommandation

---

Deuxième problème rencontré

---

Deuxième recommandation

---

Troisième problème rencontré

---

Troisième recommandation

» 8. Quels sont les principaux problèmes rencontrés et les recommandations à prendre en compte pour améliorer la gestion par les radios partenaires

---

Premier problème rencontré

---

Première recommandation

---

Premier problème rencontré

---

Première recommandation

---

Premier problème rencontré

---

Première recommandation

---

#### PARTIE 6 : DURABILITE DU PROGRAMME

1. Dans quelle mesure les activités et résultats du Studio Kalangou peuvent-ils continuer après la fin du financement de la DDC ?

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

2. Dans quelle mesure les activités et résultats des radios partenaires peuvent-ils continuer après la fin du financement de la DDC ?

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

3. Quels sont les mécanismes et les stratégies mis en place pour garantir l'appropriation et la pérennisation des acquis par les différents acteurs ?

---

4. Dans quelle mesure les innovations introduites par leStudio Kalangou et les radios partenaires sont-elles susceptibles d'être adoptées et pérennisées par les acteurs du secteur des médias au Niger ?

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

5. Quelles sont les stratégies pour encourager l'adoption et la pérennisation des innovations du Studio Kalangou et les radios partenaires ?

---

6. Quelles sont les conditions et les facteurs clés de succès pour une mise à l'échelle des bonnes pratiques du StudioKalangou et les radios partenaires à d'autres contextes et acteurs ?

---

7. Quels sont les mécanismes et les outils à mettre en place pour faciliter la diffusion et l'adoption de ces bonnes pratiques ?

---

8. Dans quelle mesure les résultats du Studio Kalangou et les radios partenaires peuvent-ils entraîner des changements de comportements au niveau des bénéficiaires et des cibles ?

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Dans quelle mesure les résultats du Studio Kalangou et les radios partenaires peuvent-ils être capitalisés pour influencer les politiques et les pratiques en matière de développement des médias au Niger ?

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

9. Dans quelle mesure le Studio Kalangou et les radios partenaires ont-ils contribué au renforcement durable des capacités des journalistes et des radios partenaires ?

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure

- Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

10. Dans quelle mesure le Studio Kalangou et les radios partenaires ont-ils contribué à renforcer la liberté d'expression, la transparence et la redevabilité au Niger ?

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

#### PARTIE 7: IMPACT DU PROGRAMME RAAYI

---

1. Dans quelle mesure les résultats du Studio Kalangou et des radios partenaires ont-ils contribué à améliorer la participation politique au niveau des bénéficiaires et des cibles ?

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

2. Dans quelle mesure les résultats du Studio Kalangou et des radios partenaires ont-ils contribué à la gouvernance ?

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

---

3. Dans quelle mesure les résultats du Studio Kalangou et des radios partenaires ont-ils contribué à améliorer la paix sociale ?

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure

- Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

Dans quelle mesure les résultats du Studio Kalangou et des radios partenaires ont-ils contribué à accroître le taux de participation aux élections?

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

4. Dans quelle mesure le programme du Studio Kalangou et des radios partenaires vous ont-ils incité à participer à des actions ou des discussions suite à l'écoute des émissions ?

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

5. Dans quelle mesure le Studio Kalangou et les radios partenaires ont-ils contribué à renforcer la liberté et l'indépendance des journalistes, et à améliorer la qualité des informations diffusées au Niger ?

- Très large mesure  
 Large mesure  
 Moyenne / certaine mesure  
 Faible mesure  
 Aucune mesure  
 Ne sait pas

Justifiez votre réponse

6. Quels sont les éléments du programme du Studio Kalangou et des radios partenaires qui contribuent à ce sentiment accru de liberté et d'indépendance, et à l'amélioration de la qualité des informations ?

Justifiez votre réponse

Dans quelle mesure le Studio Kalangou et les radios partenaires ont-ils contribué à renforcer les capacités des médias nigériens ?

- Très large mesure
- Large mesure
- Moyenne / certaine mesure
- Faible mesure
- Aucune mesure
- Ne sait pas

**Justifiez votre réponse**

## **ANNEXE 6: Brève présentation de l'approche de renforcement des capacités**

## Annexe 6 : Note sur l'approche de renforcement des capacités suggérée

L'approche multidimensionnelle de renforcement des capacités est une approche qui permet d'aller au-delà d'un simple plan de formation. En effet, l'action de renforcement de capacités se définit comme « les processus par lesquels les individus, les organisations et la collectivité dans son ensemble libèrent, créent, renforcent, adaptent et préservent les capacités au fil des ans » (CAD/OCDE, 2006). Le modèle envisagé ici s'inspire de cette définition qui repose sur l'analyse des capacités à trois niveaux, comme indique la figure ci-dessous. Pour réussir un accompagnement efficace de chaque groupe d'acteurs, selon sa mission et assurer une continuité dans la mise en œuvre des initiatives à terme, un modèle d'accompagnement adapté devra être utilisé.

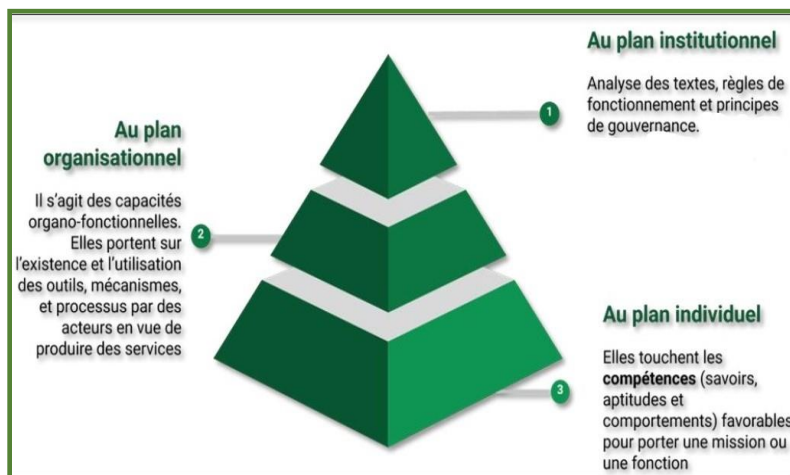


Figure 1: Principales dimensions du diagnostic

Ainsi, avant tout processus de renforcement des capacités, la communauté de pratiques ainsi que la communauté scientifique en Développement Organisationnel et renforcement des capacités admettent désormais que le préalable est la construction d'un référentiel comme fil conducteur et point d'ancrage du processus de renforcement des capacités. Ce référentiel est construit avant tout diagnostic, ce qui permet de ne pas naviguer à vue lors du diagnostic, tant pour les capacités des acteurs organisationnels que pour les ressources humaines qui les animent. Juridiquement, un référentiel est un "document technique définissant les caractéristiques que doit présenter un produit ou un service et les modalités de contrôle de la conformité du produit ou du service à ces caractéristiques." Que ce soit dans le champ professionnel, éducatif ou social, ces deux termes sont de plus en plus associés au point qu'ils finissent par former un syntagme : « référentiel de compétences ». La "compétence" est au cœur de la description, quel que soit le champ, quel que soit le domaine. Les connaissances sont sous-jacentes ou afférentes. Un référentiel se présente comme une typologie, une classification, un inventaire de compétences nécessaires pour que des acteurs soient en capacité de réaliser des activités. Les compétences sont définies au moyen de descripteurs qui s'appuient, en ce qui concerne leur formulation, sur l'expérience des acteurs praticiens concernés et être reconnus clairs et pertinents par eux. Ces descripteurs permettront d'établir des jalons, des niveaux de compétence, des « standards », auxquels on pourra se référer pour situer un individu par rapport aux compétences demandées pour réussir dans un métier, ou pour situer un apprenant dans son apprentissage mais aussi pour évaluer et valider les compétences qu'il a déjà acquises dans diverses situations.

Les compétences sont en général déclinées en niveaux de capacités, indispensables ou nécessaires, qu'il faut mobiliser et, le plus souvent, combiner, pour réaliser avec succès, une tâche quelle qu'elle soit : professionnelle ou didactique, physique ou intellectuelle, manuelle ou langagière, dans une situation donnée ou dans différentes situations, (ce qui demandera un transfert de compétence) : situation d'apprentissage, scolaire ou en entreprise, situation de travail, ou situation de simulation.

Le référentiel de compétences des acteurs (au plan institutionnel, organisationnel ou individuel), est donc le fil conducteur de tout le processus de renforcement des capacités. Il a l'avantage de définir au préalable, pour chaque domaine concerné, le ou les types de compétences requis, les niveaux de capacités exigibles ainsi que les passerelles d'évolution.

Ainsi, le développement des compétences à des fins immédiatement exploitables, c'est-à-dire en milieu professionnel, il est de plus en plus recommandé, un modèle de diagnostic capacitaire avec des critères classant tirés du Korn Ferry Hay Group Limited et du modèle Compmétrica, modèles universellement admis dans la communauté de pratique RH. Il est entendu que ce ne sont pas des modèles exclusifs, mais ils ont fait leurs preuves dans des organisations aussi diverses que variées. Ce modèle a l'avantage d'avoir un langage uniforme et univoque lors du diagnostic, contrairement à l'approche exploratoire qui est classique. Pour le diagnostic des acteurs organisationnels, la même démarche de référentiel sera retenue en se basant sur le modèle de diagnostic capacitaire « Universalis » du CERDI adopté par les Nations unies et référencé au CAD/OCDE.

Ainsi, le diagnostic permet d'évaluer le niveau de capacité d'une personne par rapport à une compétence donnée. Le plan de renforcement des capacités consistera donc à combler le « gap capacitaire » relevé.

Renforcer ses compétences, améliorer l'organisation du travail, disposer de nouveaux outils et méthodes, ajuster les procédures, capitaliser et évaluer, développer les partenariats, la veille stratégique sont autant de pratiques devenues fondamentales pour qu'une organisation reste durablement performante.

Les appuis au renforcement des capacités visent l'amélioration durable de la performance des acteurs concernés (capacité à atteindre leurs objectifs, à s'adapter à leur environnement changeant) et prennent en compte trois niveaux interdépendants: la compétence des individus, le fonctionnement de leur organisation et les caractéristiques de leur environnement. Le renforcement de capacités des acteurs tant individuels qu'organisationnels, est un investissement générateur de valeur ajoutée s'il est conduit dans les règles de l'art.

Donc, si le commanditaire l'approuve, pour l'élaboration du plan de renforcement des capacités plusieurs modèles de compétences peuvent être utilisés, au nombre desquels le Parcours d'Acquisition de Compétences (PAC).

Un « parcours d'acquisition de compétences » est un ensemble approprié, structuré et accompagné de différents modes d'apprentissage qui permet à l'individu d'acquérir (et de s'approprier) les compétences nécessaires pour assumer certains rôles clés pour l'organisation bénéficiaire.

Le PAC comprend 3 phases<sup>3</sup> : une phase A de conception et de préparation (avant formation), une phase B de formation et une phase C de consolidation (après formation). Un PAC est caractérisé par un 'profil d'entrée' minimal et un 'profil de sortie' ciblé, exprimés en 'compétences'. Le PAC met l'individu et son organisation au cœur d'un parcours commun.

La phase A du PAC est celle où se réalise un diagnostic approfondi des besoins en renforcement de capacités des organisations bénéficiaires. La présente mission correspond en réalité à cette phase A.

Tirant profit des expériences de REID Consulting dans l'utilisation de cette approche, le plan de renforcement de capacité à élaborer envisagé doit pouvoir prévoir comme dans la définition du concept PAC, une combinaison de différents modes d'apprentissage tels que :

- Des formations courtes et qualifiantes, plus ou moins étalées dans le temps ;
- Des moments d'étude individuelle, après mise à disposition de ressources d'apprentissage de qualité (ressources imprimées / digitales, le cas échéant audio-visuelles) ;
- Un apprentissage sur le tas, avec un appui-conseil et/ou du coaching structuré ;
- Une formation et/ou un coaching des chefs hiérarchiques ou d'autres coaches qui accompagnent l'apprentissage sur le tas (coaching du coach) ;
- Des moments de vérification / validation des compétences acquises, avant ou pendant le parcours ;
- Des moments de mises en commun (physiques ou digitales, échanges de bonnes pratiques, réponses aux questions fréquentes, etc.) et d'autres appuis pour aider les participants et leurs organisations à mettre à profit les compétences nouvellement acquises ;
- Des stages pratiques, des voyages d'études, des séminaires, etc. (au Bénin, dans la région, en Belgique ou ailleurs) ;
- Des appuis poursuivis à des réseaux de développement professionnel.

<sup>3</sup> Phase A : Diagnostic situation problème - besoins de formation ; adaptation niveau et contenu de la formation ; préparation des supports formation et d'évaluation ;

Phase B : Formation qualifiante de courte durée, standards améliorés pédagogie animation, et conditions de réalisation de la formation ;

Phase C : Accompagnement dans la mise en pratique de la phase B avec option améliorer les processus ; durée variable assez longue 12 mois.

D'une manière générale, l'approche de construction du PRC se fera en quatre temps, à savoir :

1. La construction d'un référentiel de compétences pour chaque type d'acteurs pour différents thèmes fédérateurs en précisant les niveaux de capacité requis : initial (débutant), avancé, confirmé, Expert. Ce référentiel comportera les critères essentiels, tant pour l'acteur organisationnel que pour les individus – clés qui lui donnent vie ;
2. La réalisation de l'état des lieux (photographie de l'existant) pour chaque type d'acteurs pour chacun des thèmes fédérateurs ou transversaux en précisant les niveaux de capacités actuels des personnes consultées.
3. La formulation d'un diagnostic capacitaire en terme de gap, qui n'est rien d'autre que la différence entre le requis du référentiel et les résultats de l'état des lieux. Le diagnostic sera formulé en terme d'écart, d'analyse de causes et d'effets dysfonctionnels sur l'organisation par rapport aux thèmes prioritaires en lien avec le mandat du Studio Kalangou et de ses partenaires..
4. La proposition des mesures de renforcement à ne pas réduire à la simple formation. Le plan de renforcement des capacités doit intégrer à la fois les ressources (savoirs, savoir-faire et comportements professionnels) ainsi que les supports capacitaires (habilitations diverses de l'acteur, documentation, mise aux normes, etc.). Cette séquence consistera également à élaborer le plan de renforcement des capacités, à travers une feuille de route programmatique et un séquençage, en tenant compte du cycle de progression de développement capacitaire de chacun des acteurs et des personnes qui les portent.

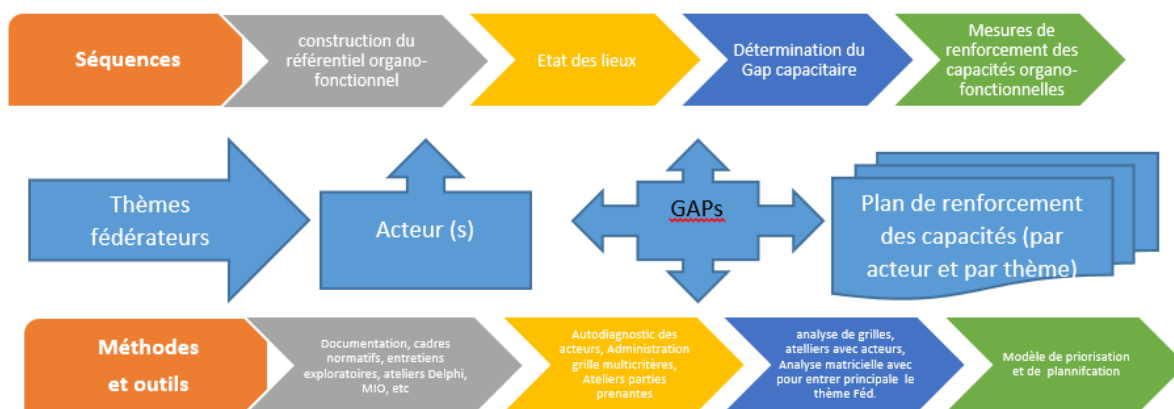


Schéma de cycle de développement capacitaire (marqueurs à suivre)

Compétences	Niveau de Capacité requis				Niveau de capacité du candidat					GAP capacitaire	Action de renforcement	Progression				
	N1	N2	N3	N4	N0	N1	N2	N3	N4			Pas atteint	Peu atteint	Moyennement atteint	Atteint	Largement atteint
Procédures d'administration générale			X													
Droit social et contentieux du travail				X												
Méthodes & techniques d'organisation (structures, activités)		X														
Planification et suivi évaluation		X														
Gestion du temps		X														
Méthodes de supervision		X														
Animation d'équipe		X														
Techniques de formation		X														
Montage et traitement de dossier d'appel d'offres (TDR, offre tech & fin)		X														
Méthodes de rédaction de rapports			X													
Pratique de l'Assurance qualité		X														
Relations publiques		X														

Pour les acteurs organisationnels (niveau structurel et fonctionnel), le référentiel est souvent appelé « référentiel organo-fonctionnel »<sup>4</sup> qui est une checklist modulée en quatre niveaux de capacités tel que l'illustre l'exemple suivant : (Exemple de référentiel organo-fonctionnel sur la rubrique planification opérationnelle).

<sup>4</sup> Tiré de « ADVANCING PARTNERS & COMMUNITIES »

Au nombre des outils élaborés qui serviront d'instrument d'analyse des gaps capacitaires on pourrait avoir le référentiel de compétences à construire en atelier et qui servira d'auto-évaluation par et avec les acteurs. C'est une checklist modulée en quatre niveaux de capacités, tel que l'illustre l'exemple suivant :

COMPETENCES AUTOUR DU THEME FEDERATEUR 1 (A titre illustratif)	NIVEAU DE CAPACITE REQUIS			
	N1 (Initial)	N 2 (Avancé)	N 3 (Confirmé)	N 4 (Expert)
- Connaissance des politiques et stratégies sectorielles				X
- Connaissances techniques liées au domaine d'activité				X
- Connaissance des enjeux politiques (nationaux et territoriaux)				X
- Déontologie et pratique administrative				
- Analyse stratégique et techniques de programmation			X	
- Connaissance des rôles et mandats des autres acteurs			X	
- Connaissance de la structuration des filières agricoles et des clusters disponibles				X
- Procédures administratives				X
- Connaissances des textes législatifs et réglementaires liés au secteur		X		
- Suite MS Office				

Le référentiel construit permettra de comparer en atelier les compétences définies par acteur, avec les compétences réellement détenues ou disponibles par acteur autour des thématiques-clés. Pour ce faire deux outils pourront être adaptés et utilisés :

- i. la grille de diagnostic capacitaire individuel dont un modèle est joint ci-dessous à titre illustratif.

**ORGANISATION :**

**FICHE DE DIAGNOSTIC INDIVIDUEL DE COMPETENCES 1**

**FONCTION :**

**TITULAIRE :**

COMPETENCES	Niveaux de capacités					Ecart (Référentiel moins état des lieux)
	N0	N1	N2	N3	N4	
- Compétence 1						
- Compétence 2						
- Compétence 3						
- Compétence 4						
- Compétence 5						
- Compétence x						

**Légende**

N0 = Ne sait pas faire

N1 = Sait faire avec une aide

N2 = Sait faire seul

N3 = Maîtrise parfaitement

N4 = Exelle et est en

mesure de transmettre à autrui

## ii. Matrice capacitaire de référence pour formater le référentiel de compétences

## NIVEAUX DE CAPACITES POUR OBJECTIFS DE COMPETENCES

Niveaux de capacités	Connaissances théoriques (savoirs)	Habilités pratiques (savoirs faire)	Comportements professionnels (savoirs être)	Cycle de renforcement correspondant
<b>INITIATION (N1)</b> (Notions : capacité à comprendre, reproduire et réaliser sous contrôle ou pilotage)	Connaître les généralités, comprendre les principes de base	Reproduire, faire sous contrôle ou pilotage en suivant des consignes précises	Être sensibilisé	<i>Initiation / Mise à niveau</i>
<b>MAÎTRISE (N2)</b> (Avancé : capacité à réaliser de façon autonome)	Avoir étudié, expérimenté ; pouvoir expliquer, commenter, exposer	Faire de façon autonome ; pouvoir montrer et expliquer à autrui	Se comporter en faisant attention, avec effort	<i>Perfectionnement</i>
<b>SPÉCIALISATION (N3)</b> (Confirmé : capacité à expliquer, guider, conseiller, proposer)	Avoir approfondi les cas difficiles ou inhabituels ; pouvoir enseigner à autrui	Pouvoir conseiller, enseigner, guider ou piloter ; pouvoir traiter les cas difficiles ou inhabituels	Se comporter avec aisance, Naturellement ; aider autrui à se comporter	<i>Spécialisation</i>
<b>EXPERTISE (N4)</b> (Expérimenté / Approfondi : capacité à faire évoluer, innover, remettre en cause)	Pouvoir faire de la prospective, extrapoler, pouvoir innover, faire évoluer les connaissances	Pouvoir remettre en cause les pratiques, les faire évoluer, innover	Être capable de changer les comportements d'autrui	<i>Expertise</i>

Cet outil peut être utilisé aussi bien pour effectuer le diagnostic des gaps capacitaires au niveau individuel qu'organisationnel.

## Annexe B : Grille de collecte des données sur les aspects liés à la GRH

N° d'ordre	Processus	Constats et observations	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces	Actions correctives/ Recommandations
<b>La Stratégie RH du CAMEG</b>							
1	Position stratégique						
2	Culture d'entreprise						
3	Orientations stratégiques de la fonction RH						
4	Les politiques de GRH						
5	Organisation de la fonction RH						
6	SIRH						
7	Gestion de l'image, de l'éthique et du genre						
8	Tableau de bord social et bilan social (le dernier)						
9	Climat social						
10	Gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences						
11	Fonction ressources humaines comme partenaire du business						
<b>Gestion du processus de recrutement</b>							
12	Processus de recrutement						
13	Accueil et intégration du personnel						
14	Recrutement et Gestion des stagiaires						
15	Indicateurs liés au recrutement						
<b>Administration du personnel</b>							
16	Situation des contrats de travail						
17	Situation des congés						
18	Gestion des absences						
19	Gestion des accidents professionnels						
20	Relations avec la Caisse Nationale de Sécurité Sociale						
21	<b>Les différents registres du personnel</b>						
21.1	Respect de l'accord d'établissement de l'Agence						
21.2	Classification des emplois						
21.3	Grille salariale et cohérence						
21.4	Bulletin de paie						
21.5	Primes et indemnités salariales						
21.6	Équité interne dans la rémunération						
21.7	Équité externe						
21.8	Organisation du travail et du fonctionnement						
21.9	Mise en place des délégués du personnel						
<b>Développement des compétences, Formation et Gestion des carrières</b>							
22	Pilotage de la carrière du personnel						
23	Renforcement des compétences et transfert du savoir faire						
24	Évaluation du rendement et mesure des performances annuelles individuelles						
25	Le tableau de bord RH du CAMEG et ses composantes						

IDENTIFICATION DU POSTE			
Élaboration	Mise à jour	INTITULÉ DU POSTE	Code de classification
JJ/MM/AA	JJ/MM/AA	DIRECTEUR GÉNÉRAL ....	FP N°
07/03/2018			
Renseignements complémentaires			
Localisation physique	Unité d'ancrage du poste	Position hiérarchique	N+1 : Président du Conseil d'Administration
	Direction Générale		N-1 : - -
Statut - Corps - Textes réglementaires liés au poste			
-			
-			
RÉSUMÉ DU POSTE			
ACTIVITÉS PRINCIPALES ET TÂCHES			Livrables
A1- Superviser le processus d'élaboration du PTAB année n+1, la mise en œuvre et le suivi-évaluation du PTAB année n de l'institution - Indiquer le cadrage (les orientations) pour l'élaboration et la validation du PTAB de l'année n+1 de l'institution -			PTAB année n+1 approuvé conforme aux normes d'élaboration du PTAB  Etc
A2- Superviser l'élaboration du plan de développement de l'institution - Indiquer les orientations stratégiques pour l'élaboration et la validation des documents de planification et de suivi-évaluation ; - -			Etc..
A3- Coordonner la mise en œuvre des activités ) - Indiquer les orientations pour la mise en œuvre des plans ; - - Décider des mesures correctives éventuelles et faire suivre leur mise en œuvre.			Relevé des décisions relatives à
A4-			Rapport de supervision
A5. Etc..			
Activités managériales			
- Piloter la structure avec l'approche de gestion axée sur les résultats ; - Organiser, coordonner et superviser le fonctionnement régulier et continu des Directions Techniques de la Direction Générale ; - Déterminer et mettre en œuvre le Plan de Travail Annuel Budgétisé avec les Directeurs Techniques ; - Animer des réunions périodiques ; - Apprécier les résultats de l'évaluation des performances individuelles des agents.			Compte rendu des réunions hebdomadaires
Indicateurs de performances			
Liés au poste - Taux d'exécution du PTAB de l'institution - Taux de mise en œuvre des décisions du Conseil d'administration, des missions d'audit et de contrôle ; - Taux d'accroissement des ressources mobilisées; - Taux de l'accroissement de la performance des agents ; Liés aux bénéficiaires (usagers, clients) - Proportion de réponses apportées (en lien avec les préoccupations) aux requêtes formulées par les partenaires institutionnels à l'échelle du des régions concernées et dans les délais requis ; - Taux de couverture en prestations, équipes d'intervention et supports associés auprès des usagers			

Annexe C : Exemple de modèle de fiches de poste avec les indicateurs correspondants à renseigner et valider

## Rapport de synthèse de l'évaluation finale de la phase 1 du programme RAAFI

D- RELATIONS FONCTIONNELLES ET ENVIRONNEMENT			
Au plan interne		Au plan externe	
Postes ou Entités	Objet du contact	Entités	Objet du contact
		Projets/Programmes	
Environnement de travail et moyens liés au poste			
Ressources humaines directement liées à la fonction du titulaire		Matériel et logistique	
E- EXIGENCES ET PROFIL REQUIS DANS LE POSTE			
Formation de base (domaine et diplôme)		Formation(s) complémentaire(s)	Expérience (domaine(s) et durée)
Compétences minimales avant d'entrer dans le poste (connaissances et savoir-faire)			
-			
-			

Fiche verte pour les indicateurs d'activité	
Titre du poste : Directeur Général de l'ATDA	
Activité	A1- Superviser le processus d'élaboration
Livrable lié à l'activité	PTAB année n+1 approuvé Rapport d'exécution année n signé
Critère	Quantité : - Date de disponibilité du PTAB année n+1 approuvé - Nombre de rapports d'exécution du PTAB année n signés Qualité : conformité du PTAB aux normes en vigueur
Indicateurs de l'activité	Date de disponibilité du PTAB année n+1 approuvé conforme aux normes d'élaboration du PTAB ; Nombre de rapport d'exécution du PTAB année n signé.
Objectif par rapport au livrable	
Valeur cible	
Grille (en-deçà, au niveau, au-delà)	
Mode de calcul de la performance	
Collecte des données du livrable	
Source / Personne responsable	

## Annexe 7 : Liste de présence des participants à la présentation des résultats de l'évaluation RAAYI

N°	Nom et prénoms	Structure	Contact	Adresse mail
1	GRAU	DDC		
2	SANGARE Yacine	DDC	98 90 12 71	<a href="mailto:Yacine.sangare@eda-admin.ch">Yacine.sangare@eda-admin.ch</a>
3	VAYAL Noura	DDC	80 06 63 59	<a href="mailto:Noura.vayal@eda-admin.ch">Noura.vayal@eda-admin.ch</a>
4	MOUSSA Mahamane Moutala	CSC	99 04 29 29	<a href="mailto:Mourti2005@yahoo.fr">Mourti2005@yahoo.fr</a>
5	ADNAN Adamou	Studio kalangou	90 94 14 10	Adnan.Adomou@Fondationhroudella.org
6	ALHASSANE Aldan	Studio kalangou	90 64 23 85	Alhassane.aldou.mahama@studio kalangou.org
7	MARAMA Soumaila	DDC	98 77 40 40	<a href="mailto:Marama.soumaila@eda.admin.ch">Marama.soumaila@eda.admin.ch</a>
8	GRAU	DDC		
9	SANGARE Yacine	DDC	98 90 12 71	<a href="mailto:Yacine.sangare@eda-admin.ch">Yacine.sangare@eda-admin.ch</a>
10	VAYAL Noura	DDC	80 06 63 59	<a href="mailto:Noura.vayal@eda-admin.ch">Noura.vayal@eda-admin.ch</a>
11	MOUSSA Mahamane Moutala	CSC	99 04 29 29	<a href="mailto:Mourti2005@yahoo.fr">Mourti2005@yahoo.fr</a>
12	ADNAN Adamou	Studio kalangou	90 94 14 10	Adnan.Adomou@Fondationhroudella.org
13	ALHASSANE Aldan	Studio kalangou	90 64 23 85	Alhassane.aldou.mahama@studio kalangou.org
14	MARAMA Soumaila	DDC	98 77 40 40	<a href="mailto:Marama.soumaila@eda.admin.ch">Marama.soumaila@eda.admin.ch</a>

## Liste de présence ATELIER D'AUTOEVALUATION

N°	Nom & Prénoms	Provenance
1	MOUSSA HASSANE	SIMIRI
2	ABDOULAYE BAGASSE	FILINGUE
3	HAMZA NOMAS	MADAOUA
4	ABDOUL KARIM KEITA	ZINDER
5	HASSANE MOUMOUNI	BALLEYARA
6	ABDOULAYE AMADOU	DOSSO
7	FADNEL ALOU	GAYA
8	OUMAROU AMADOU	DAKORO
9	AMADOU RABO MAIKAKA	MAYAYI
10	AMADOU OUMAROU	TESSAOUA
11	IBRAHIM MANZO DIALLO	AGADEZ
12	HAROUNA MAMANE	KONNI
13	HAOUA GARBA	TILLABERI
14	HAMADOU HAROUNA	DIFFA
15	ABDOULAZIZ HASSOUNIC	TILLABERI
16	SERGE ADOU	NIAMEY
17	MOUSSA MOURTALA	NIAMEY
18	CHAIBOU MAHAMANE	NIAMEY
19	DAOUDA AMADOU	NIAMEY
20	LARIYATOU HAMADOU	NIAMEY
21	MARIAMA BACHIR	NIAMEY
22	MAHAMAN AMINOUC	NIAMEY
23	MOUSSA INNE	NIAMEY
24	ZOUERA NOUHOUC	NIAMEY
25	MAHAMADOU FALMATA	NIAMEY
26	MALAM ISSOUFOUC	NIAMEY
27	SEYNI HAINIKYE	NIAMEY

N°s	Noms et prénoms	Sexe	Institutions	Fonctions	Numéro téléphone	Localité	Commune	Région	Type entretien	Date entretien
1.	Ousseini Fanami	M	Club d'écoute radio IKARAWA	Membre	-	Bandé et Villages environnants	Bandé	Zinder	En groupe	13/04/24
2.	Nouri Moussa	M	Club d'écoute radio IKARAWA	Membre	-	Bandé et Villages environnants	Bandé	Zinder	En groupe	13/04/24
3.	Mahamadou Habou	M	Club d'écoute radio IKARAWA	Membre	-	Bandé et Villages environnants	Bandé	Zinder	En groupe	13/04/24
4.	Zoulaha Bouhari	F	Club d'écoute radio IKARAWA	Membre	-	Bandé et Villages environnants	Bandé	Zinder	En groupe	13/04/24
5.	Rayanatou Bouhari	F	Club d'écoute radio IKARAWA	Membre	-	Bandé et Villages environnants	Bandé	Zinder	En groupe	13/04/24
6.	Babandi Maman	M	Club d'écoute radio IKARAWA	Membre	-	Bandé et Villages environnants	Bandé	Zinder	En groupe	13/04/24
7.	Maki Ousseini	M	Radio IKARAWA	Journaliste	-	Bandé	Bandé	Zinder	En groupe	13/04/24
8.	Mahamadou Raka	M	Radio IKARAWA	Technicien, chargé de programme	-	Bandé	Bandé	Zinder	En groupe	13/04/24
9.	Ibrahim Issoufou	M	Radio IKARAWA	Directeur	-	Bandé	Bandé	Zinder	En groupe	13/04/24
10.	Maki Ousseini	M	Club d'écoute radio IKARAWA	Membre	-	Bandé et Villages environnants	Bandé	Zinder	En groupe	13/04/24
11.	Abdoul Razak Iddoufou	M	Radio IKARAWA	Animateur	-	Bandé	Bandé	Zinder	En groupe	13/04/24
12.	Babayé Harouna	M	Coordination des associations, clubs et fada de la ville de Zinder	Chargé de l'information	-	Zinder	Zinder	Zinder	En groupe	14/04/24
13.	Ramatou Amani	F	Coordination des associations, clubs et fada de la ville de Zinder	Chargée des affaires féminines adjointes	-	Zinder	Zinder	Zinder	En groupe	14/04/24

N°s	Noms et prénoms	Sexe	Institutions	Fonctions	Numéro téléphone	Localité	Commune	Région	Type entretien	Date entretien
14.	Fatima Malam	F	Coordination des associations, clubs et Fada de la ville de Zinder	SG	-	Zinder	Zinder	Zinder	En groupe	14/04/24
15.	Kourssia Mallamn Mai Darassi	F	Coordination des associations, clubs et Fada de la ville de Zinder	Affaires féminines	-	Zinder	Zinder	Zinder	En groupe	14/04/24
16.	Abdoul Karim Keita	M	Radio Shukura	Directeur	-	Zinder	Zinder	Zinder	Individuel	14/04/24
17.	Abdoul Djalil Elhadji Sama	M	Club d'écoute radio Gaskiya	Président	-	Zinder	Zinder	Zinder	En groupe	14/04/24
18.	Abdoul Karim Rabiou	M	Club d'écoute radio Gaskiya	Animateur	-	Zinder	Zinder	Zinder	En groupe	14/04/24
19.	Balkissa Kailou Hima	F	Club d'écoute radio Gaskiya	Trésorière	-	Zinder	Zinder	Zinder	En groupe	14/04/24
20.	Binia Malam Laouali	M	radio Gaskiya	Directeur	96.97.64.99	Zinder	Zinder	Zinder	Individuel	14/04/24
21.	Moussa Badamassi	M	Coordination des associations, clubs et Fada de la ville de Zinder	Coordination des associations, clubs et Fada	96.57.94.75	Zinder	Zinder	Zinder	En groupe	14/04/24
22.	Rabé ELH Maman	M	Coordination des associations, clubs et Fada de la ville de Zinder	Président	-	Zinder	Zinder	Zinder	En groupe	14/04/24
23.	Malam Kabirou Youssouf	M	Club d'auditeur Radio Garkuwa Maradi	Conseiller	-	Maradi	3 <sup>ème</sup> arrondissement	Maradi	Individuel	15/04/24
24.	Ali Abdou	M	Radio Garkuwa Maradi	Directeur	-	Maradi	1 <sup>er</sup> arrondissement	Maradi	Individuel	15/04/24

**Rapport de synthèse de l'évaluation finale de la phase 1 du programme RAAZI**

N°s	Noms et prénoms	Sexe	Institutions	Fonctions	Numéro téléphone	Localité	Commune	Région	Type entretien	Date entretien
25.	OUMAROU Adam	M	Radio Muryar Dakoro	Directeur	-	Dakoro	Dakoro	Maradi	Individuel	16/04/24
26.	SOULEYMANE Oumarou	M	Club d'écoute radio Muryar Dakoro	Auditeur, SG Club	-	Dakoro	Dakoro	Maradi	En groupe	16/04/24
27.	Hamadou saley	M	Club d'écoute radio Muryar Dakoro	Auditeur, informateur	-	Dakoro	Dakoro	Maradi	En groupe	16/04/24
28.	Haroura malouman salissou	M	Club d'écoute radio Muryar Dakoro	Auditeur	-	Dakoro	Dakoro	Maradi	En groupe	16/04/24
29.	Bello Abou	M	Club d'écoute radio Muryar Dakoro	Auditeur	-	Dakoro	Dakoro	Maradi	En groupe	16/04/24
30.	Tchima ISSA	F	Club d'écoute radio Muryar Dakoro	Auditrice	-	Dakoro	Dakoro	Maradi	En groupe	16/04/24
31.	SALISSOU Kaka	M	Radio Saraouania	Directeur	-	Maradi	Maradi	Maradi	Individuel	16/04/24
32.	Seydou Saley	M	Comité de gestion Radio Tarmaoua	Chef de programme	-	Tessaoua	Tessaoua	Maradi	En groupe	17/04/24
33.	Oumara Adam	M	Comité de gestion Radio Tarmaoua	Responsable technique	-	Tessaoua	Tessaoua	Maradi	En groupe	17/04/24
34.	Daouda Chaibou	M	Club d'écoute radio Tarmaoua	Président	-	Tessaoua	Tessaoua	Maradi	En groupe	17/04/24
35.	Camale Chaibou	M	Club d'écoute radio Tarmaoua	Auditeur	-	Tessaoua	Tessaoua	Maradi	En groupe	17/04/24
36.	Mahaman Moutari	M	Club d'écoute radio Tarmaoua	Auditeur	-	Tessaoua	Tessaoua	Maradi	En groupe	17/04/24
37.	Aboubacar Anass	M	Club d'écoute radio Tarmaoua	Trésorier	-	Tessaoua	Tessaoua	Maradi	En groupe	17/04/24
38.	Malam Laouali Abati	M	Comité de gestion Radio Tarmaoua	Président comité de gestion	-	Tessaoua	Tessaoua	Maradi	En groupe	17/04/24
39.	Moussa Elh Saley	M	Comité de gestion Radio Tarmaoua	Directeur	-	Tessaoua	Tessaoua	Maradi	En groupe	17/04/24
40.	Habou Sarki Saley	M	Radio Shukura Matameye	Directeur	96.98.80.46	Matameye	Matameye	Zinder	En groupe	17/04/24

N°s	Noms et prénoms	Sexe	Institutions	Fonctions	Numéro téléphone	Localité	Commune	Région	Type entretien	Date entretien
41.	Issoufou bonraga	M	Radio Shukura Matameye	Animateur	96.08.87.23	Matameye	Matameye	Zinder	En groupe	17/04/24
42.	Abdou Ibra	M	Club d'écoute	Trésorier	97.31.35.88	Matameye	Matameye	Zinder	En groupe	17/04/24
43.	Maman Sani	M	Club d'écoute	Membre	98.53.03.03	Matameye	Matameye	Zinder	En groupe	17/04/24
44.	Laouali Ali	M	Club d'écoute	Membre	96.29.04.29	Matameye	Matameye	Zinder	En groupe	17/04/24
45.	Nafissa Abdoulaye	F	Club d'écoute AEC Diffa	Membre	88.83.93.27	Diffa	Diffa	Diffa	En groupe	19/04/24
46.	Nana Cheffou	F	Club d'écoute AEC Diffa	Membre	-	Diffa	Diffa	Diffa	En groupe	19/04/24
47.	Amadou Malam Abdou	M	Club d'écoute AEC	Président	97.04.26.23	Diffa	Diffa	Diffa	En groupe	19/04/24
48.	Ibrahim Elh Babikir	M	Club d'écoute AEC	Chargé de l'information	99.36.14.79	Diffa	Diffa	Diffa	En groupe	19/04/24
49.	Fati Idrissa	F	Club d'écoute AEC	Trésorière adjointe	97.92.23.99	Diffa	Diffa	Diffa	En groupe	19/04/24
50.	Oumarourou Elh	M	Club d'écoute	Membre	90.99.03.15	Diffa	Diffa	Diffa	En groupe	19/04/24
51.	Halima sani	F	Club d'écoute	Membre	96.54.64.00	Diffa	Diffa	Diffa	En groupe	19/04/24
52.	Kabirou Hamissou	M	Club d'écoute	Membre	98.16.21.06	Diffa	Diffa	Diffa	En groupe	19/04/24
53.	Hamadou Harouna	M	Radio Alternative Diffa	Rédacteur	90.12.74.76	Diffa	Diffa	Diffa	En groupe	19/04/24
54.	Guidi Abdourahmane	M	Radio Alternative Diffa	Directeur de programme	96.43.68.05	Diffa	Diffa	Diffa	En groupe	19/04/24
55.	Halima Abdou	F	Radio Alternative Diffa	Animatrice Haoussa	97.17.07.86	Diffa	Diffa	Diffa	En groupe	19/04/24
56.	Ousmane Ari Aissami	M	Radio Alternative Diffa	Directeur Technique	88.32.66.16	Diffa	Diffa	Diffa	En groupe	19/04/24
57.	Boubacar Issoufou	M	Radio Alternative Diffa	Animateur Haoussa	88.98.22.90	Diffa	Diffa	Diffa	En groupe	19/04/24
58.	Ramoutoulaye Ibrahima	F	Radio Alternative Diffa	Stagiaire Français	99.76.36.95	Diffa	Diffa	Diffa	En groupe	19/04/24

N°s	Noms et prénoms	Sexe	Institutions	Fonctions	Numéro téléphone	Localité	Commune	Région	Type entretien	Date entretien
59.	Barma Malam Issoufou	M	Radio Alternative Diffa	Animateur Kanouri	91.04.30.10	Diffa	Diffa	Diffa	En groupe	19/04/24
60.	Katre Waziri	M	Radio Alternative Diffa	Technicien	98.48.24.14	Diffa	Diffa	Diffa	En groupe	19/04/24
61.	Salamatou Mamane	F	Radio Alternative Diffa	Stagiaire Haoussa	80.82.40.70	Diffa	Diffa	Diffa	En groupe	19/04/24
62.	Aissata Abdou Rabo	F	Radio Alternative Diffa	Stagiaire Kanouri	80.64.15.76	Diffa	Diffa	Diffa	En groupe	19/04/24
63.	Aboukar Issa	M	Radio Alternative Diffa	AEC	91.65.66.67	Diffa	Diffa	Diffa	En groupe	19/04/24
64.	Lawane Dalla	M	Radio Alternative Diffa	Stagiaire Kanouri	96.23.86.49	Diffa	Diffa	Diffa	En groupe	19/04/24
65.	Abdoulaye Kassouma	M	Radio Alternative Diffa	Comptable	96.25.10.89	Diffa	Diffa	Diffa	En groupe	19/04/24
66.	Halima Hamza	F	Radio Alternative Diffa	Technicienne	90.89.39.76	Diffa	Diffa	Diffa	En groupe	19/04/24